

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR
LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :
FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX**

Année financière terminée le 31 mars 2018

Volume
2



COMPTES PUBLICS

2017-2018

COMPTES PUBLICS 2017-2018

VOLUME 2

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2018

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Comptes publics 2017-2018 – Volume 2

**Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Novembre 2018**

ISSN 0706-2869 (Imprimé)

ISSN 1925-1815 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2018

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	7
--------------------------	----------

DÉFINITIONS	10
--------------------------	-----------

PARTIE A : FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS	19
--	----

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS	21
------------------------------------	----

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES	29
--	----

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES	30
--	----

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS	32
---	----

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES	40
--	----

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES	42
---	----

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES.....	44
---	----

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES	45
---	----

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE	49
---------------------------	----

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE	61
---	----

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	73
--	----

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION.....	89
---	----

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE.....	101
--	-----

CONSEIL EXÉCUTIF.....	117
-----------------------	-----

CULTURE ET COMMUNICATIONS	133
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	147
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION.....	159
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	173
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES.....	193
FAMILLE	203
FINANCES	217
FORÊTS, FAUNE ET PARCS.....	233
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	245
JUSTICE.....	255
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE.....	273
REVENU	283
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	285
SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	301
TOURISME.....	313
TRANSPORT, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS.....	321
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE.....	333

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	349
DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE	352
DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE.....	358

PARTIE B : FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES	369
---	-----

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	
Fonds de développement des territoires	374
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE	
Fonds relatif à certains sinistres	376
CULTURE ET COMMUNICATIONS	
Fonds Avenir Mécénat Culture	378
Fonds du patrimoine culturel québécois	379
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	382
Fonds vert	383
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION	
Capital Mines Hydrocarbures	386
Fonds du développement économique	387
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	390
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	391
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
Fonds de transition énergétique	394
Fonds des ressources naturelles	395
Fonds d'information sur le territoire	396
FAMILLE	
Fonds de soutien aux proches aidants	398
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	399
Fonds pour le développement des jeunes enfants	400
FINANCES	
Fonds de financement	402

Fonds des générations	403
Fonds du centre financier de Montréal.....	404
Fonds du Plan Nord.....	405
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	406
Fonds relatif à l'administration fiscale.....	407
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	410
JUSTICE	
Fonds Accès Justice	412
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	413
Fonds des registres du ministère de la Justice.....	414
Fonds du Tribunal administratif du Québec	415
Fonds relatif aux contrats publics	416
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	418
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie.....	419
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Fonds des services de police	422
TOURISME	
Fonds de partenariat touristique.....	424
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS	
Fonds aérien	426
Fonds de gestion de l'équipement roulant	427
Fonds de la sécurité routière	428
Fonds des réseaux de transport terrestre	429
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	432
Fonds de développement du marché du travail.....	433
Fonds de la capitale nationale et de sa région.....	434
Fonds des biens et des services	435
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	436
Fonds du Tribunal administratif du travail.....	437
Fonds québécois d'initiatives sociales	438
3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX.....	440

AVANT-PROPOS

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2018 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec ainsi qu'une analyse financière qui facilite la compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2017-2018.

Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Contenu du volume 2

Partie A : Fonds général

Cette partie rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette partie rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu¹; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, lequel terme évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit un ensemble de programmes sous la responsabilité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation «Revenu»).

La comparaison des dépenses et autres coûts avec les crédits autorisés est conforme à la présentation du budget de dépenses.

¹ Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

AVANT-PROPOS (suite)

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement.

Pour les besoins du présent volume, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). De plus, les revenus de l'impôt sur le revenu et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus à la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer.

Certaines données de 2016-2017 ont été reclassées pour les rendre conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du *Budget de dépenses 2017-2018*. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 8 et 9 du *Budget de dépenses 2017-2018 – Crédits des ministères et organismes*.

La partie A se divise en quatre sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.

La deuxième section présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus et les dépenses.

La troisième section présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits, les dépenses et les investissements, présentés par programmes;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- l'évolution des crédits initiaux par programmes;
- les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

La quatrième section présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Les comptes à fin déterminée sont un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds consolidé du revenu, dont l'octroi est conditionnel à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

AVANT-PROPOS (suite)

Partie B : Fonds spéciaux

Cette partie rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué par une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par portefeuilles. Les données financières des fonds sont comptabilisées conformément à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* adoptée par le Conseil du trésor.

La partie B se divise en trois sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.

La deuxième section présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.

La troisième section présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée à la section 1 du volume 1 des *Comptes publics 2017-2018*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Internet du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

DÉFINITIONS

CRÉDITS

◇ *Crédits autorisés*

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

◇ *Crédits permanents*

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, par une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

◇ *Crédits votés*

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

SUPERCATÉGORIES ¹

◇ *Rémunération*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

◇ *Fonctionnement*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

◇ *Créances douteuses et autres provisions*

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

◇ *Transfert*

Cette supercatégorie comprend les dépenses effectuées dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

◇ *Affectation à un fonds spécial*

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement, ainsi qu'au coût de service de la dette d'un fonds spécial.

◇ *Service de la dette*

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

◇ *Immobilisations en ressources informationnelles*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes directement encourues pour les immobilisations qui sont des développements informatiques ainsi que des équipements informatiques et bureautiques, soit pour leur acquisition, pour leur réalisation, laquelle comprend la conception jusqu'à l'implantation, de même que pour leur amélioration. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

DÉFINITIONS (suite)

◇ *Immobilisations tangibles*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes directement encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé, à l'exclusion des immobilisations en ressources informationnelles. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

◇ *Prêts, placements, avances et autres*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements des entités du fonds général. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services, de l'inscription de stocks et de paiements pour les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES ¹

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations en ressources informationnelles », « Immobilisations tangibles » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes :

- ◇ Transfert — *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.
- ◇ Transfert — *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

¹ SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

- ◇ Transfert — *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.
- ◇ Transfert — *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire, est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.
- ◇ Transfert — *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert — Rémunération », « Transfert — Fonctionnement », « Transfert — Capital » et « Transfert — Intérêt ».
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.
- ◇ Affectation à un fonds spécial — *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les investissements des fonds spéciaux sont constitués des :

- ◇ Immobilisations qui comprennent les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, incluant celles en ressources informationnelles.
- ◇ Prêts et placements qui comprennent les prêts, les fonds locaux et les avances autres que celles au fonds général du fonds consolidé du revenu, les placements à long terme consentis à des tiers sous forme d'actions et mise de fonds, les dépôts à participation, les obligations et les billets.

FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2018

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2018 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts réalisés.

Le sous-ministre des Finances,



Luc Monty

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 28 septembre 2018

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1) -	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2) -	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			=	EXCÉDENTS
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés		
Assemblée nationale	139 326	134 713			4 612		
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	103 393	98 260			5 133		
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 942 818	1 926 643			16 175		
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	889 445	883 288			6 157		
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 049 194	820 620			228 575		
Conseil exécutif	421 557	410 066	440		11 051		
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	795 364	785 647			9 717		
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	321 388	293 159			28 229		
Économie, Science et Innovation	1 102 038	927 919	50 000		124 119		
Éducation et Enseignement supérieur	18 395 393	18 170 338	14 365		210 690		
Énergie et Ressources naturelles	100 563	100 563					
Famille	2 561 237	2 536 832	2 021		22 384		
Finances (excluant le service de la dette)	297 089	239 687	500		56 902		
Forêts, Faune et Parcs	618 268	614 379			3 888		
Immigration, Diversité et Inclusion	227 540	220 389			7 151		
Justice	957 534	922 069	310		35 155		
Relations internationales et Francophonie	142 235	124 612			17 623		
Santé et Services sociaux	37 394 550	36 705 175	1 824		687 552		
Sécurité publique	1 575 371	1 575 337			34		
Tourisme	212 899	212 899					
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	710 764	700 734			10 029		
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 413 291	4 410 302			2 989		
	74 371 256	72 813 632	69 460	-	1 488 164		-
Culture et Communications (service de la dette)	3 456	3 456					
Finances (service de la dette)	7 822 000	7 194 093			627 907		
Total	82 196 712	80 011 181	69 460	-	2 116 071		-
Votés	55 959 026	54 929 938	69 460		959 628		
Permanents	26 237 686	25 081 243			1 156 443		
Total	82 196 712	80 011 181	69 460	-	2 116 071		-
Dépenses	81 815 143	79 760 404	69 460		1 985 279		
Investissements :							
Prêts, placements, avances et autres	145 886	89 906			55 980		
Immobilisations tangibles	134 610	89 585			45 026		
Immobilisations en ressources informationnelles	101 073	71 286			29 786		
Total	82 196 712	80 011 181	69 460	-	2 116 071		-

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	139 286		40						139 326
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	103 258						135		103 393
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 880 259		2 092		60 462		5		1 942 818
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	879 193		10 289		(151)		115		889 445
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2 293 348				(1 272 599)		28 446		1 049 194
Conseil exécutif	425 032				(4 841)		1 366		421 557
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	686 972				108 392				795 364
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	180 247		30		141 103		8		321 388
Économie, Science et Innovation	917 109				184 929				1 102 038
Éducation et Enseignement supérieur	18 019 703				136 277		239 413		18 395 393
Énergie et Ressources naturelles	74 121		733		25 697		11		100 563
Famille	2 544 293		16 000		945				2 561 237
Finances (excluant le service de la dette)	202 016				95 073				297 089
Forêts, Faune et Parcs	478 764		10 277		129 226				618 268
Immigration, Diversité et Inclusion	312 067		45 942		(130 469)				227 540
Justice	941 482		2 916		6 044		7 092		957 534
Relations internationales et Francophonie	139 100				2 541		594		142 235
Santé et Services sociaux	36 765 584				289 752		339 214		37 394 550
Sécurité publique	1 447 414		2 514		55 233		70 209		1 575 371
Tourisme	147 721				65 178				212 899
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	710 761						3		710 764
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 285 288		7 250		107 208		13 545		4 413 291
	73 573 016		98 083		-		700 157		74 371 256
Culture et Communications (service de la dette)	3 456								3 456
Finances (service de la dette)	7 822 000								7 822 000
Total	81 398 472		98 083		-		700 157		82 196 712
Votés	55 878 239		80 787						55 959 026
Permanents	25 520 233		17 296				700 157		26 237 686
Total	81 398 472		98 083		-		700 157		82 196 712
Dépenses	80 257 986		98 013		758 986		700 157		81 815 143
Investissements :									
Prêts, placements, avances et autres	843 786				(697 900)				145 886
Immobilisations tangibles	185 212		480		(51 081)				134 610
Immobilisations en ressources informationnelles	111 488		(410)		(10 005)				101 073
Total	81 398 472		98 083		-		700 157		82 196 712

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	⁽¹⁾		⁽¹⁾		VOTÉS AU COURS D'ANNÉES		=	TOTAL
	VOTÉS	+	PERMANENTS	+	ANTÉRIEURES			
					Reports	Votés pour une période de plus d'un an ⁽¹⁾		
Assemblée nationale			139 286					139 286
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	51 097		52 161					103 258
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 880 259							1 880 259
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	879 193							879 193
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 870 355		422 993					2 293 348
Conseil exécutif	423 927		1 105					425 032
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	686 962		10					686 972
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	180 212		35					180 247
Économie, Science et Innovation	917 080		29					917 109
Éducation et Enseignement supérieur	16 819 605		1 200 098					18 019 703
Énergie et Ressources naturelles	74 111		10					74 121
Famille	2 331 074		219			213 000		2 544 293
Finances (excluant le service de la dette)	192 513		9 502					202 016
Forêts, Faune et Parcs	453 660		25 105					478 764
Immigration, Diversité et Inclusion	312 057		10					312 067
Justice	707 048		234 434					941 482
Relations internationales et Francophonie	138 991		110					139 100
Santé et Services sociaux	21 181 801		15 583 784 ⁽²⁾					36 765 584
Sécurité publique	1 419 633		27 781					1 447 414
Tourisme	147 712		10					147 721
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	710 726		35					710 761
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 279 768		5 520					4 285 288
	55 657 783		17 702 233		-	213 000		73 573 016
Culture et Communications (service de la dette)	3 456							3 456
Finances (service de la dette)	4 000		7 818 000					7 822 000
Total	55 665 239⁽³⁾		25 520 233		-	213 000		81 398 472
Dépenses	54 535 278		25 509 708			213 000		80 257 986
Investissements :								
Prêts, placements, avances et autres	843 686		100					843 786
Immobilisations tangibles	181 862		3 350					185 212
Immobilisations en ressources informationnelles	104 413		7 075					111 488
Total	55 665 239		25 520 233		-	213 000		81 398 472

(1) Ces crédits apparaissent au Budget de dépenses 2017-2018.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 7 261 000 k\$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés par les lois suivantes :

Loi n°1 sur les crédits, 2017-2018 (L.Q. 2017, chapitre 5)	16 721 312 k\$
Loi n°2 sur les crédits, 2017-2018 (L.Q. 2017, chapitre 8)	38 943 927 k\$
	55 665 239 k\$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS ⁽¹⁾	=	TOTAL
Assemblée nationale					40		40
Personnes désignées par l'Assemblée nationale							
Affaires municipales et Occupation du territoire	2 092						2 092
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	10 289						10 289
Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Conseil exécutif							
Culture et Communications (excluant le service de la dette)							
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques			30				30
Économie, Science et Innovation							
Éducation et Enseignement supérieur							
Énergie et Ressources naturelles	733						733
Famille					16 000		16 000
Finances (excluant le service de la dette)							
Forêts, Faune et Parcs	10 277						10 277
Immigration, Diversité et Inclusion	45 942						45 942
Justice	2 916						2 916
Relations internationales et Francophonie							
Santé et Services sociaux							
Sécurité publique	1 288				1 227		2 514
Tourisme							
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports							
Travail, Emploi et Solidarité sociale	7 250						7 250
Total	80 787		30		17 267		98 083
 Votés	 80 787						 80 787
Permanents			30		17 267		17 296
Total	80 787		30		17 267		98 083
 Dépenses	 80 787				 17 227		 98 013
Investissements :							
Prêts, placements, avances et autres							
Immobilisations tangibles			30		450		480
Immobilisations en ressources informationnelles					(410)		(410)
Total	80 787		30		17 267		98 083

(1) Les crédits complémentaires « Alloués par décisions » représentent des crédits autorisés en vertu :

- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS			DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS ⁽¹⁾	TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	+	=
Assemblée nationale	26	2 045	2 337	130 305	134 713
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		53	2 120	96 087	98 260
Affaires municipales et Occupation du territoire		164	1 084	1 925 395	1 926 643
Agriculture, Pêcheries et Alimentation		7 109	3 788	872 392	883 288
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	12	8	1 921	818 678	820 620
Conseil exécutif	1	18	676	409 372	410 066
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	1	355	892	784 399	785 647
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	14	19 832	7 644	265 669	293 159
Économie, Science et Innovation	8	25	1 017	926 869	927 919
Éducation et Enseignement supérieur	86 457		5 406	18 078 475	18 170 338
Énergie et Ressources naturelles		207	4 425	95 930	100 563
Famille	1	1	6 121	2 530 710	2 536 832
Finances (excluant le service de la dette)			695	238 992	239 687
Forêts, Faune et Parcs	8	13 762	680	599 930	614 379
Immigration, Diversité et Inclusion		38	3 910	216 441	220 389
Justice	39	794	10 694	910 543	922 069
Relations internationales et Francophonie	2 611	880	389	120 733	124 612
Santé et Services sociaux		18	1 361	36 703 796	36 705 175
Sécurité publique	9	11 903	11 258	1 552 167	1 575 337
Tourisme				212 899	212 899
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	719	32 348	4 869	662 798	700 734
Travail, Emploi et Solidarité sociale	1	26		4 410 276	4 410 302
	89 906	89 585	71 286	72 562 855	72 813 632
Culture et Communications (service de la dette)				3 456	3 456
Finances (service de la dette)				7 194 093	7 194 093
Total	89 906	89 585	71 286	79 760 404	80 011 181
Votés	89 881	87 516	67 500	54 685 041	54 929 938
Permanents	26	2 069	3 786	25 075 363	25 081 243
Total	89 906	89 585	71 286	79 760 404	80 011 181

(1) Ces dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédits (amortissement d'immobilisations, consommation de stocks et de frais payés d'avance), ainsi que les variations à la baisse de provisions et l'excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette afférent.

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	95	135 327
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	986	98 586
Affaires municipales et Occupation du territoire	13 904	1 929 526
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	22 339	884 964
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	287	678 816
Conseil exécutif	1 004	409 623
Culture et Communications	5 802	792 485
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	310	282 680
Économie, Science et Innovation	4 845	908 796
Éducation et Enseignement supérieur	188 429	17 972 322
Énergie et Ressources naturelles	27 025	99 265
Famille	18 246	2 541 387
Finances	31 011 389	7 375 802
Forêts, Faune et Parcs	43 554	609 393
Immigration, Diversité et Inclusion	545 327	220 481
Justice	234 228	924 873
Relations internationales et Francophonie	225	123 630
Revenu	48 877 411	
Santé et Services sociaux	44 227	36 708 207
Sécurité publique	47 603	1 571 321
Tourisme		212 899
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	46 664	684 997
Travail, Emploi et Solidarité sociale	943 823	4 410 571
Total	82 077 724	79 575 952
Crédits votés utilisés		54 685 041
Crédits permanents utilisés		25 075 363
Total des dépenses nécessitant des crédits		79 760 404
Amortissement des immobilisations		143 913
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		3 595
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(49 423)
Variation à la baisse de provisions		(282 562)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits		(184 452)
Total		79 575 952

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	Détail page		IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS	+	TAXES À LA CONSOMMATION	+	DROITS ET PERMIS	+
1	49	Assemblée nationale						
2	61	Personnes désignées par l'Assemblée nationale						
3	73	Affaires municipales et Occupation du territoire					4 692	
4	89	Agriculture, Pêcheries et Alimentation					16 605	
5	101	Conseil du trésor et Administration gouvernementale						
6	117	Conseil exécutif						
7	133	Culture et Communications					1 426	
8	147	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques						
9	159	Économie, Science et Innovation					2 236	
10	173	Éducation et Enseignement supérieur					2	
11	193	Énergie et Ressources naturelles					1 727	
12	203	Famille					17 076	
13	217	Finances	7 506 418					
14	233	Forêts, Faune et Parcs					40 435	
15	245	Immigration, Diversité et Inclusion					53 577	
16	255	Justice					3 670	
17	273	Relations internationales et Francophonie						
18	283	Revenu	28 963 698		19 163 918		43 223	
19	285	Santé et Services sociaux					8 454	
20	301	Sécurité publique					36 432	
21	321	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports					41 890	
22	333	Travail, Emploi et Solidarité sociale					28 083	
	Total		36 470 115		19 163 918		299 529	

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans des comptes à fin déterminée (voir la section 4 de la partie A).

(1) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises, excluant une somme de 433 000 k\$ affectée au Fonds des générations. De cette quote-part, des dividendes de 4 126 131 k\$ ont été versés au fonds général.

		⁽¹⁾									
REVENUS DIVERS	+	REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT	=	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL DES REVENUS 2018		TOTAL DES REVENUS 2017	
95				95				95		139	1
986				986				986		1 898	2
9 212				13 904				13 904		14 440	3
5 734				22 339				22 339		19 842	4
287				287				287		361	5
1 004				1 004				1 004		2 526	6
4 376				5 802				5 802		8 713	7
310				310				310		121	8
2 609				4 845				4 845		3 818	9
35 630				35 632		152 798		188 429		180 063	10
25 298				27 025				27 025		26 776	11
1 170				18 246				18 246		18 919	12
267 438		4 659 342		12 433 198		18 578 191		31 011 389		29 411 260	13
3 119				43 554				43 554		45 249	14
1 496				55 074		490 253		545 327		444 491	15
201 620				205 289		28 939		234 228		230 445	16
225				225				225		1 575	17
706 572				48 877 411				48 877 411		46 638 431	18
6 006				14 460		29 768		44 227		50 507	19
13 028				49 460		(1 858)		47 603		51 122	20
4 620				46 510		154		46 664		52 821	21
122 173				150 256		793 567		943 823		944 493	22
1 413 008		4 659 342		62 005 912		20 071 812		82 077 724		78 148 008	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
ASSEMBLÉE NATIONALE				
1	52	Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires		
2	52	Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale		
3	54	Services statutaires aux parlementaires		
		Total du portefeuille	-	-
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE				
4	64	Le Protecteur du citoyen		
5	64	Le Vérificateur général		
6	64	Administration du système électoral		
7	66	Le Commissaire au lobbying		
8	66	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie		
		Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE				
9	76	Développement des territoires		149 675
10	76	Modernisation des infrastructures municipales		404 555
11	76	Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités		
12	78	Administration générale		
13	78	Promotion et développement de la région métropolitaine		175 523
14	78	Commission municipale du Québec		
15	80	Habitation		438 250
16	80	Régie du logement		
		Total du portefeuille	-	1 168 003
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION				
17	92	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments		440 609
18	92	Organismes d'État		444 355
		Total du portefeuille	-	884 964
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE				
19	104	Soutien au Conseil du trésor		
20	106	Soutien aux fonctions gouvernementales		
21	106	Commission de la fonction publique		
22	108	Régimes de retraite et d'assurances		
23	110	Fonds de suppléance		
		Total du portefeuille	-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
	8 820		8 820	7 201	1
	54 555		54 555	56 171	2
	71 953		71 953	71 235	3
-	135 327	-	135 327	134 607	
	16 935		16 935	15 103	4
	29 675		29 675	28 321	5
	47 657		47 657	41 018	6
	3 257		3 257	3 180	7
	1 061		1 061	723	8
-	98 586	-	98 586	88 344	
			149 675	115 502	9
			404 555	393 114	10
	687 128		687 128	601 101	11
	50 074		50 074	51 534	12
			175 523	166 407	13
	3 220		3 220	2 847	14
			438 250	425 976	15
	21 100		21 100	20 574	16
-	761 523	-	1 929 526	1 777 055	
			440 609	395 130	17
			444 355	450 713	18
-	-	-	884 964	845 842	
	63 462		63 462	60 429	19
	220 309		220 309	386 536	20
	3 825		3 825	3 615	21
	391 220		391 220	356 824	22
					23
-	678 816	-	678 816	807 404	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		CONSEIL EXÉCUTIF			
24	120	Cabinet du lieutenant-gouverneur			
25	120	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
26	122	Affaires intergouvernementales canadiennes			
27	122	Affaires autochtones			
28	124	Jeunesse			
29	124	Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
30	124	Affaires maritimes			
		Total du portefeuille	-	-	-
		CULTURE ET COMMUNICATIONS			
31	136	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec		54 030	
32	136	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État		709 542	
33	138	Charte de la langue française		25 457	
		Total du portefeuille	-	789 029	-
		DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
34	150	Protection de l'environnement			277 866
35	150	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			4 814
		Total du portefeuille	-	-	282 680
		ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION			
36	162	Développement de l'Économie, de la Science et de l'Innovation			618 667
37	164	Interventions relatives au Fonds du développement économique			62 540
38	164	Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			208 958
39	166	Condition féminine			
		Total du portefeuille	-	-	890 165
		ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
40	176	Administration		183 918	
41	178	Soutien aux organismes		137 722	
42	178	Aide financière aux études		756 931	
43	180	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		9 901 564	
44	180	Enseignement supérieur		5 530 181	
45	182	Développement du loisir et du sport		84 742	
46	182	Régimes de retraite		1 377 265	
		Total du portefeuille	-	17 972 322	-
		ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
47	196	Gestion des ressources naturelles			99 265
		Total du portefeuille	-	-	99 265

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
	707		707	783	24
	86 983		86 983	82 118	25
	11 997		11 997	11 418	26
	261 592		261 592	256 112	27
	38 412		38 412	37 999	28
	8 777		8 777	8 358	29
	1 156		1 156	1 488	30
-	409 623	-	409 623	398 276	
		3 456	57 486	62 348	31
			709 542	613 367	32
			25 457	24 321	33
-	-	3 456	792 485	700 036	
			277 866	153 172	34
			4 814	5 703	35
-	-	-	282 680	158 875	
			618 667	562 012	36
			62 540	291 815	37
			208 958	188 913	38
18 630			18 630	10 760	39
18 630	-	-	908 796	1 053 501	
			183 918	174 928	40
			137 722	90 608	41
			756 931	718 910	42
			9 901 564	9 387 056	43
			5 530 181	5 388 299	44
			84 742	81 126	45
			1 377 265	1 219 624	46
-	-	-	17 972 322	17 060 551	
			99 265	66 860	47
-	-	-	99 265	66 860	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
FAMILLE				
48	206	Planification, recherche et administration		
49	206	Mesures d'aide à la famille		
50	208	Condition des aînés		
51	208	Curateur public		
		Total du portefeuille		
		-	-	-
FINANCES				
52	222	Direction du Ministère		
53	222	Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement		
54	224	Service de la dette		
		Total du portefeuille		
		-	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS				
55	236	Forêts		447 555
56	236	Faune et Parcs		161 838
		Total du portefeuille		609 393
		-	-	
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION				
57	248	Immigration, Diversité et Inclusion	220 481	
		Total du portefeuille	220 481	-
		-		
JUSTICE				
58	260	Activité judiciaire		
59	260	Administration de la justice		
60	262	Justice administrative		
61	262	Accessibilité à la justice		
62	262	Autres organismes relevant du ministre		
63	264	Poursuites criminelles et pénales		
64	264	Indemnisation et reconnaissance		
		Total du portefeuille		
		-	-	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE				
65	276	Affaires internationales		123 630
		Total du portefeuille		123 630
		-	-	
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
66	288	Fonctions de coordination	125 970	
67	288	Services dispensés à la population	26 162 780	
68	292	Office des personnes handicapées du Québec	12 128	
69	292	Régie de l'assurance maladie du Québec	10 407 328	
		Total du portefeuille	36 708 207	-
			-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
59 798			59 798	58 656	48
2 393 826			2 393 826	2 398 175	49
20 275			20 275	34 776	50
67 489			67 489	64 690	51
2 541 387	-	-	2 541 387	2 556 297	
	171 588		171 588	59 072	52
	59 543		59 543	55 004	53
		7 144 670	7 144 670	7 539 829	54
-	231 132	7 144 670	7 375 802	7 653 904	
			447 555	359 922	55
			161 838	126 414	56
-	-	-	609 393	486 335	
			220 481	168 885	57
-	-	-	220 481	168 885	
	129 907		129 907	118 403	58
	311 738		311 738	274 418	59
	14 303		14 303	14 484	60
177 096			177 096	176 478	61
	25 557		25 557	24 350	62
	142 228		142 228	128 755	63
124 045			124 045	123 884	64
301 141	623 732	-	924 873	860 772	
			123 630	116 810	65
-	-	-	123 630	116 810	
			125 970	120 215	66
			26 162 780	24 825 881	67
			12 128	11 758	68
			10 407 328	10 431 859	69
-	-	-	36 708 207	35 389 714	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
	SÉCURITÉ PUBLIQUE			
70	304	Sécurité, prévention et gestion interne		
71	304	Sûreté du Québec		
72	306	Organismes relevant du ministre		
	Total du portefeuille	-	-	-
	TOURISME			
73	314	Promotion et développement du tourisme		212 899
	Total du portefeuille	-	-	212 899
	TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS			
74	324	Infrastructures et systèmes de transport		621 315
75	324	Administration et services corporatifs		63 681
	Total du portefeuille	-	-	684 997
	TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
76	336	Mesures d'aide à l'emploi		842 183
77	336	Mesures d'aide financière		
78	338	Administration		
79	338	Travail		
80	340	Promotion et développement de la Capitale-Nationale		77 360
	Total du portefeuille	-	-	919 543
	TOTAL AU 31 MARS 2018	36 708 207	18 981 832	5 875 539
	TOTAL AU 31 MARS 2017	35 389 714	17 925 924	5 506 356

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
	833 496		833 496	685 755	70
	691 966		691 966	692 891	71
	45 860		45 860	42 804	72
-	1 571 321	-	1 571 321	1 421 450	
			212 899	147 093	73
-	-	-	212 899	147 093	
			621 315	574 068	74
			63 681	59 531	75
-	-	-	684 997	633 599	
			842 183	840 088	76
2 949 953			2 949 953	2 965 306	77
515 907			515 907	500 276	78
	25 168		25 168	20 813	79
			77 360	67 114	80
3 465 860	25 168	-	4 410 571	4 393 597	
6 327 019	4 535 228	7 148 126	79 575 952		
6 333 001	4 221 436	7 543 376		76 919 807	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	Détail page		RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS +
1	52	Assemblée nationale	96 844	38 454	
2	64	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	63 389	24 051	
3	76	Affaires municipales et Occupation du territoire	54 327	23 339	
4	92	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	121 466	62 322	453
5	104	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	640 446	35 521	
6	120	Conseil exécutif	93 824	16 488	(173)
7	136	Culture et Communications	44 671	30 753	
8	150	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	87 432	39 853	1
9	162	Économie, Science et Innovation	61 785	60 946	(5 898)
10	176	Éducation et Enseignement supérieur	94 268	86 980	37 512
11	196	Énergie et Ressources naturelles	41 155	26 777	3
12	206	Famille	82 209	71 279	(29)
13	222	Finances	45 300	95 024	(8 303)
14	236	Forêts, Faune et Parcs	131 954	99 272	(806)
15	248	Immigration, Diversité et Inclusion	77 817	51 214	
16	260	Justice	413 299	200 979	8 007
17	276	Relations internationales et Francophonie	53 220	26 060	
18	288	Santé et Services sociaux	69 212	48 771	
19	304	Sécurité publique	694 911	373 117	8
20	314	Tourisme			
21	324	Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	97 101	351 724	28
22	336	Travail, Emploi et Solidarité sociale	185 316	87 544	19 022
		Total	3 249 948	1 850 469	49 826
		Crédits votés	2 641 276	1 693 822	18 294
		Crédits permanents	608 671	107 730	60 352
		Total des dépenses nécessitant des crédits	3 249 948	1 801 552	78 647
		Amortissement des immobilisations		143 913	
		Consommation de frais payés d'avance		25	
		Consommation de stocks			
		Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette			
		Variation à la baisse de provisions		(95 022)	(28 821)
		Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits	-	48 916	(28 821)
		Total	3 249 948	1 850 469	49 826

TRANSFERT	+	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
30						135 327	134 607	1
11 145						98 586	88 344	2
1 749 520		102 339				1 929 526	1 777 055	3
700 722						884 964	845 842	4
(20 665)		23 514				678 816	807 404	5
299 485						409 623	398 276	6
713 605				3 456		792 485	700 036	7
155 394						282 680	158 875	8
723 529		68 434				908 796	1 053 501	9
17 728 561		25 000				17 972 322	17 060 551	10
24 440		6 891				99 265	66 860	11
54 040		2 333 889				2 541 387	2 556 297	12
99 110				7 144 670		7 375 802	7 653 904	13
86 314		292 658				609 393	486 335	14
91 450						220 481	168 885	15
287 729		14 860				924 873	860 772	16
41 249		3 102				123 630	116 810	17
36 439 091		151 134				36 708 207	35 389 714	18
184 145		319 140				1 571 321	1 421 450	19
88 172		124 727				212 899	147 093	20
236 143						684 997	633 599	21
2 971 240		1 147 448				4 410 571	4 393 597	22
62 664 451		4 613 134		7 148 126		79 575 952	76 919 807	
45 712 543		4 613 124		5 981		54 685 041	52 084 872	
17 107 032		10		7 191 568		25 075 363	24 837 302	
62 819 575		4 613 134		7 197 549		79 760 404	76 922 174	
						143 913	146 929	
						25	25	
3 595						3 595	12 348	
				(49 423)		(49 423)	(41 181)	
(158 719)						(282 562)	(120 488)	
(155 124)		-		(49 423)		(184 452)	(2 367)	
62 664 451		4 613 134		7 148 126		79 575 952	76 919 807	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

<u>BÉNÉFICIAIRES (1)</u>	<u>RÉMUNÉRATION</u> +	<u>FONCTIONNEMENT</u> +
Entreprises du secteur privé		
Établissements de santé et de services sociaux	15 406 115	7 361 016
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	13 931 958	1 377 819
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif		
Personnes :		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie		
Autres		
Organismes et entreprises du gouvernement	8 832 988	614 326
Total	38 171 060	9 353 161

RÉPARTITION :

1 Assemblée nationale		
2 Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3 Affaires municipales et Occupation du territoire	18 413	5 254
4 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	36 568	9 074
5 Conseil du trésor et Administration gouvernementale	25 488	(46 356) ⁽³⁾
6 Conseil exécutif		2 093
7 Culture et Communications	89 344	108 959
8 Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
9 Économie, Science et Innovation	16 733	8 040
10 Éducation et Enseignement supérieur	13 925 208	1 431 862
11 Énergie et Ressources naturelles		
12 Famille		
13 Finances	10 061	2 527
14 Forêts, Faune et Parcs		
15 Immigration, Diversité et Inclusion		
16 Justice	89 538	19 021
17 Relations internationales et Francophonie		
18 Santé et Services sociaux	23 884 545	7 729 217
19 Sécurité publique		5 405
20 Tourisme	18 109	19 902
21 Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	42 128	51 533
22 Travail, Emploi et Solidarité sociale	14 925	6 631
Total	38 171 060	9 353 161

(1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.

(2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

(3) Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes autres que budgétaires et aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

CAPITAL (2)		+	INTÉRÊTS	+	SUPPORT	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017
Principal	Autres							
7 478	6 458		845		1 304 083		1 318 864	1 173 311
859 212	2 181		348 170		281 729		24 258 424	22 980 209
1 023 625	75 469		393 997		105 094		16 907 962	16 204 585
334 230	27 971		105 898		1 475 728		1 943 826	1 655 528
71 038	122 870		41 023		1 935 230		2 170 160	1 856 901
					2 877 308		2 877 308	2 901 435
					2 069 763		2 069 763	2 169 298
	1 905		2 322		1 158 239		1 162 466	1 074 970
140 055	36 259		44 096		287 955		9 955 678	9 791 112
2 435 639	273 112		936 351		11 495 128		62 664 451	59 807 349

				30	30	8 1
				11 145	11 145	10 855 2
303 788	139 970	119 944	1 162 152	1 749 520	1 596 414	3
182	1 275	61	653 563	700 722	669 680	4
			203	(20 665)	62 672	5
10 149	7 716	1 710	277 817	299 485	290 681	6
146 119		39 666	329 516	713 605	617 309	7
4 109		1 221	150 063	155 394	30 802	8
35 037	46 329	4 799	612 590	723 529	664 206	9
995 162	39 317	391 033	945 981	17 728 561	16 832 705	10
1 843		345	22 252	24 440	3 998	11
			54 040	54 040	90 679	12
			86 522	99 110	29 836	13
19 213		5 544	61 557	86 314	45 070	14
			91 450	91 450	49 820	15
	347		178 823	287 729	288 395	16
			41 249	41 249	26 727	17
859 165	22 102	348 160	3 595 902	36 439 091	35 116 683	18
1 415			177 325	184 145	86 963	19
39 591		10 570		88 172	88 513	20
13 679	16 047	10 584	102 173	236 143	207 605	21
6 187	10	2 713	2 940 774	2 971 240	2 997 728	22
2 435 639	273 112	936 351	11 495 128	62 664 451	59 807 349	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ- RATION	FONCTION- NEMENT	CAPITAL	INTÉRÊT	SUPPORT	TOTAL 2018	TOTAL 2017
Affaires municipales et Occupation du territoire					102 339	102 339	102 339
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		19 181	3 308	1 025		23 514	166
Économie, Science et Innovation					68 434	68 434	254 706
Éducation et Enseignement supérieur					25 000	25 000	25 000
Énergie et Ressources naturelles	4 990	1 107		794		6 891	6 729
Famille			27 564	11 387	2 294 937	2 333 889	2 313 596
Forêts, Faune et Parcs	58 266	77 459		2 367	154 566	292 658	226 949
Justice	10 506	3 182	176		995	14 860	17 361
Relations internationales et Francophonie	109	20			2 973	3 102	3 102
Santé et Services sociaux					151 134	151 134	160 590
Sécurité publique	253 534	59 071	6 534			319 140	324 633
Tourisme	10 963	4 822	4 784	1 298	102 861	124 727	58 580
Travail, Emploi et Solidarité sociale	162 851	84 925	10 615	616	888 441	1 147 448	1 107 672
Total	501 219	249 766	52 982	17 487	3 791 679	4 613 134	4 601 424

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+	CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS		=	TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial		Tangibles	Ressources informationnelles		
Assemblée nationale	96 844					607		97 451
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	63 389					345		63 735
Affaires municipales et Occupation du territoire	54 327	18 413				625		73 365
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	121 466	36 568				131		158 165
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	640 446	25 488				673		666 608
Conseil exécutif	93 824					293		94 116
Culture et Communications	44 671	89 344				89		134 105
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	87 432				2 148	947		90 527
Économie, Science et Innovation	61 785	16 733				417		78 936
Éducation et Enseignement supérieur	94 268	13 925 208				979		14 020 455
Énergie et Ressources naturelles	41 155		4 990			661		46 806
Famille	82 209					1 275		83 484
Finances	45 300	10 061						55 361
Forêts, Faune et Parcs	131 954		58 266			2		190 222
Immigration, Diversité et Inclusion	77 817					501		78 318
Justice	413 299	89 538	10 506			1 159		514 502
Relations internationales et Francophonie	53 220		109					53 329
Santé et Services sociaux	69 212	23 884 545						23 953 757
Sécurité publique	694 911		253 534		5	1 593		950 044
Tourisme		18 109	10 963					29 072
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	97 101	42 128				490		139 719
Travail, Emploi et Solidarité sociale	185 316	14 925	162 851					363 093
Total	3 249 948	38 171 060	501 219		2 154	10 788		41 935 169

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>95</u>	<u>139</u>
	<u>95</u>	<u>139</u>
Total des revenus divers	<u>95</u>	<u>139</u>
Total des revenus autonomes	<u>95</u>	<u>139</u>
Total des revenus	<u>95</u>	<u>139</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Votés					
Permanents	8 823	8 820	2	1	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>8 823</u>	<u>8 820</u>	<u>2</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Votés					
Permanents	58 290	49 533	4 388	4 369	
Ne nécessitant pas de crédits		5 022			
	<u>58 290</u>	<u>54 555</u>	<u>4 388</u>	<u>4 369</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	72 213	71 953	18	242	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>72 213</u>	<u>71 953</u>	<u>18</u>	<u>242</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>139 326</u>	<u>135 327</u>	<u>4 408</u>	<u>4 612</u>	<u>-</u>
 Votés					
Permanents	139 326	130 305	4 408	4 612	
Ne nécessitant pas de crédits		5 022			
Total	<u>139 326</u>	<u>135 327</u>	<u>4 408</u>	<u>4 612</u>	<u>-</u>
 Dépenses	130 468	135 327		163	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	108		26	82	
Immobilisations tangibles	3 685		2 045	1 640	
Immobilisations en ressources informationnelles	5 065		2 337	2 728	
Total	<u>139 326</u>	<u>135 327</u>	<u>4 408</u>	<u>4 612</u>	<u>-</u>

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Gouverne et justice						
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires						
1. Secrétariat général						
Permanents(1)	2 437				1 817	619
2. Affaires juridiques et parlementaires						
Permanents(1)	6 386	2			4 724	1 659
Total	8 823	2	-	-	6 541	2 279

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale						
Permanents(1)	11 252	6			8 079	3 167
2. Affaires administratives et sécurité						
Permanents(1)	47 038		2 045	2 337	27 585	10 701
Amortissement des immobilisations						
Total	58 290	6	2 045	2 337	35 664	13 868

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale.

						1	
-	-	-	-	-	-	1	-

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et à la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque, aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires ainsi qu'aux activités pédagogiques.

						1	
						4 369	5 022
-	-	-	-	-	-	4 369	5 022

ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Services statutaires aux parlementaires						
1. Indemnités et allocations aux parlementaires						
Permanents(1)	14 975	18		1 178	13 697	
Permanents(2)	15 728			15 646		
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés						
Permanents(1)	28 753			25 921	2 782	
3. Services de recherche des partis politiques						
Permanents(1)	3 345			2 539	806	
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale						
Permanents(2)	9 412			9 354		
Total	72 213	18	-	-	54 638	17 285

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés						
Permanents	139 326	26	2 045	2 337	96 844	33 432
Amortissement des immobilisations						
Total	139 326	26	2 045	2 337	96 844	33 432

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	96 844		96 844
Fonctionnement	33 432	5 022	38 454
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	30		30
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	130 305	5 022	135 327

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions tant à l'hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale.

							82	
							82	
	30						20	
							1	
						58		
-	30	-	-	-	-	242	-	

	30					4 612	5 022
-	30	-	-	-	-	4 612	5 022

ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires				
Votés				
Permanents	7 109			
	7 109	-	-	
Programme 2 - Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale				
Votés				
Permanents	59 964			
	59 964	-	-	
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires				
Votés				
Permanents	72 213			
	72 213	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés				
Permanents	139 286			
Total	139 286	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 714				8 823
-	-	-		1 714		-		8 823
		40		(1 714)				58 290
-	-	40		(1 714)		-		58 290
								72 213
-	-	-		-		-		72 213
		40						139 326
-	-	40		-		-		139 326

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Autres	49		
	49	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	49	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
		30			30	8
-	-	30	-	-	30	8
-	-	30	-	-	30	8

ASSEMBLÉE NATIONALE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Support	<u>49</u>	<u>30</u>	<u>8</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>49</u>	<u>30</u>	<u>8</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location d'espaces de stationnement	72	67
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	313	376
Divers	<u>26</u>	<u>25</u>
	411	468
Amendes et confiscations		
Contributions non conformes	328	1 089
Divers	<u>9</u>	<u>16</u>
	336	1 105
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>239</u>	<u>325</u>
	239	325
Total des revenus divers	<u>986</u>	<u>1 898</u>
Total des revenus autonomes	<u>986</u>	<u>1 898</u>
Total des revenus	<u>986</u>	<u>1 898</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	16 790	15 971	209	610	
Permanents	446	414		32	
Ne nécessitant pas de crédits		550			
	<u>17 236</u>	<u>16 935</u>	<u>209</u>	<u>641</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	30 856	29 189	467	1 199	
Permanents		486			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>30 856</u>	<u>29 675</u>	<u>467</u>	<u>1 199</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	50 656	46 275	1 472	2 908	
Ne nécessitant pas de crédits		1 382			
	<u>50 656</u>	<u>47 657</u>	<u>1 472</u>	<u>2 908</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbying					
Votés	3 451	3 202	24	224	
Permanents		55			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 451</u>	<u>3 257</u>	<u>24</u>	<u>224</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 195	1 034		161	
Ne nécessitant pas de crédits		27			
	<u>1 195</u>	<u>1 061</u>	<u>-</u>	<u>161</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>103 393</u>	<u>98 586</u>	<u>2 173</u>	<u>5 133</u>	<u>-</u>
Votés	51 097	48 363	701	2 033	
Permanents	52 296	47 723	1 473	3 100	
Ne nécessitant pas de crédits		2 499			
Total	<u>103 393</u>	<u>98 586</u>	<u>2 173</u>	<u>5 133</u>	<u>-</u>
Dépenses	100 698	98 586		4 611	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	189		53	136	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 506		2 120	386	
Total	<u>103 393</u>	<u>98 586</u>	<u>2 173</u>	<u>5 133</u>	<u>-</u>

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice						
Le Protecteur du citoyen						
1. Le Protecteur du citoyen	16 790			209	13 120	2 852
Permanents(1)	446				414	
Amortissement des immobilisations						
Total	17 236	-	-	209	13 534	2 852
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).						
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice						
Le Vérificateur général						
1. Le Vérificateur général	30 856		29	439	23 309	5 881
Amortissement des immobilisations						
Total	30 856	-	29	439	23 309	5 881
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice						
Administration du système électoral						
1. Gestion interne et soutien						
Permanents(1)	28 433		24	855	19 634	6 028
Amortissement des immobilisations						
2. Commission de la représentation électorale						
Permanents(1)	33				3	15
3. Activités électorales						
Permanents(1)	22 189			593	3 652	5 797
Amortissement des immobilisations						
Total	50 656	-	24	1 448	23 290	11 840
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

							610	
							32	
								550
-	-	-	-	-	-	641		550

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit d'états financiers, l'audit de conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives et l'audit de performance, notamment celui se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable. Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics, aux organismes du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

							1 199	
								486
-	-	-	-	-	-	1 199		486

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

							1 891	758
							15	
	11 145					1 001		624
-	11 145	-	-	-	-	2 908		1 382

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Le Commissaire au lobbyisme						
1. Le Commissaire au lobbyisme	3 451			24	2 500	702
Amortissement des immobilisations						
Total	3 451	-	-	24	2 500	702

PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice						
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie						
Permanents(1)	1 195				756	278
Amortissement des immobilisations						
Total	1 195	-	-	-	756	278

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	51 097		29	672	38 929	9 434
Permanents	52 296		24	1 448	24 460	12 118
Amortissement des immobilisations						
Total	103 393	-	53	2 120	63 389	21 552

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	63 389		63 389
Fonctionnement	21 552	2 499	24 051
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	11 145		11 145
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	96 087	2 499	98 586

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbying d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbying auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

						224	
							55
-	-	-	-	-	-	224	55

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale, ainsi que les Règles déontologiques applicables aux membres du personnel des députés et des cabinets de l'Assemblée nationale et le Règlement concernant les règles déontologiques applicables aux membres du personnel d'un cabinet ministériel.

						161	
							27
-	-	-	-	-	-	161	27

	11 145					2 033 3 100	2 499
-	11 145	-	-	-	-	5 133	2 499

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen				
Votés	16 790			
Permanents	<u>446</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>17 236</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Le Vérificateur général				
Votés	30 856			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>30 856</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Administration du système électoral				
Votés				
Permanents	<u>50 520</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>50 520</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 - Le Commissaire au lobbyingisme				
Votés	3 451			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>3 451</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 - Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie				
Votés				
Permanents	<u>1 195</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>1 195</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	51 097			
Permanents	<u>52 161</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>103 258</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								16 790
								446
-	-	-		-		-		17 236
								30 856
-	-	-		-		-		30 856
						135		50 656
-	-	-		-		135		50 656
								3 451
-	-	-		-		-		3 451
								1 195
-	-	-		-		-		1 195
								51 097
						135		52 296
-	-	-		-		135		103 393

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	11 043		
Remboursement des dépenses électorales	103		
	11 145	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	11 145	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
		11 043			11 043	10 596
		103			103	260
-	-	11 145	-	-	11 145	10 855
-	-	11 145	-	-	11 145	10 855

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Support	<u>11 145</u>	<u>11 145</u>	<u>10 855</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>11 145</u>	<u>11 145</u>	<u>10 855</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 692	4 507
	4 692	4 507
Total des droits et permis	4 692	4 507
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Amortissement des contributions reportées liées aux immobilisations	963	997
Divers	29	37
	992	1 034
Intérêts		
Assainissement des eaux	555	1 216
Divers	33	13
	588	1 229
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	141	76
Subventions d'années antérieures	7 492	7 593
	7 633	7 669
Total des revenus divers	9 212	9 933
Total des revenus autonomes	13 904	14 440
Total des revenus	13 904	14 440

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des territoires					
Votés	149 675	149 675			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>149 675</u>	<u>149 675</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	405 156	404 555		601	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>405 156</u>	<u>404 555</u>	<u>-</u>	<u>601</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
Votés	687 128	687 128			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>687 128</u>	<u>687 128</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Administration générale					
Votés	59 716	46 252	1 080	12 384	
Permanents	5	5			
Ne nécessitant pas de crédits		3 818			
	<u>59 720</u>	<u>50 074</u>	<u>1 080</u>	<u>12 384</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	175 523	175 523			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>175 523</u>	<u>175 523</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	3 433	3 218	16	200	
Permanents		3			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>3 433</u>	<u>3 220</u>	<u>16</u>	<u>200</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	438 250	438 250			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>438 250</u>	<u>438 250</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Régie du logement					
Votés	23 932	20 790	152	2 990	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		310			
	<u>23 932</u>	<u>21 100</u>	<u>152</u>	<u>2 990</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 942 818</u>	<u>1 929 526</u>	<u>1 248</u>	<u>16 175</u>	<u>-</u>
Votés	1 942 813	1 925 390	1 248	16 175	
Permanents	5	5			
Ne nécessitant pas de crédits		4 131			
Total	<u>1 942 818</u>	<u>1 929 526</u>	<u>1 248</u>	<u>16 175</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 938 058	1 929 526		12 663	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	510		164	346	
Immobilisations en ressources informationnelles	4 250		1 084	3 166	
Total	<u>1 942 818</u>	<u>1 929 526</u>	<u>1 248</u>	<u>16 175</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Développement des territoires				
Mission : Économie et environnement						
1. Soutien au développement des territoires		102 339				
2. Autres programmes d'aide financière aux territoires		47 336				
Total		149 675	-	-	-	-
PROGRAMME 2		Modernisation des infrastructures municipales				
Mission : Économie et environnement						
1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures		285 398			3 312	563
2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales		119 758			100	17
Total		405 156	-	-	3 411	580
PROGRAMME 3		Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités				
Mission : Gouverne et justice						
1. Compensations tenant lieu de taxes		481 635				
2. Aide financière aux municipalités		99 708				
3. Mesures financières du partenariat fiscal		105 785				
Total		687 128	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme offre un soutien financier aux organismes oeuvrant au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des territoires.

		102 339						
	47 336							
-	47 336	102 339	-	-	-	-	-	-

Ce programme permet de soutenir financièrement les municipalités pour maintenir, remplacer, améliorer ou construire des infrastructures de traitement d'eau potable, d'assainissement des eaux usées ou des infrastructures collectives.

	280 922					601		
	119 641							
-	400 563	-	-	-	-	601	-	-

Ce programme englobe des mesures de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux ainsi que sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Il permet d'accorder diverses aides financières au milieu municipal et soutient les mesures prévues à l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James.

	481 635							
	99 708							
	105 785							
-	687 128	-	-	-	-	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4						
Mission : Gouverne et justice						
Administration générale						
1. Direction	3 471				2 105	340
Permanents(1)	5					5
2. Gestion	56 245		55	1 025	30 451	12 637
Amortissement des immobilisations						
Total	59 720	-	55	1 025	32 556	12 981
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 5						
Mission : Économie et environnement						
Promotion et développement de la région métropolitaine						
1. Secrétariat à la région métropolitaine	175 523					
Total	175 523	-	-	-	-	-
PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Commission municipale du Québec						
1. Commission municipale du Québec	3 433		16		2 606	611
Amortissement des immobilisations						
Total	3 433	-	16	-	2 606	611

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement régional ainsi que le traitement des plaintes. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.

							720	307
								12 077
								3 818
-	720	-	-	-	-		12 384	3 818

Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.

							175 523	
-	175 523	-	-	-	-	-	-	-

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'enquête sur un manquement d'un élu municipal au code d'éthique et de déontologie de sa municipalité, de promotion de bonnes pratiques d'éthique et de déontologie, de reconnaissance aux fins d'exemption des taxes, d'avis de conformité, de médiation et d'arbitrage, de tutelle, d'administration provisoire, d'enquête publique, d'organisation territoriale et de fixation de tarifs.

							200	3
-	-	-	-	-	-	200		3

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS					
PROGRAMMES Éléments		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits		
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 7 Mission : Économie et environnement		Habitation					
1. Société d'habitation du Québec		438 250					
Total		438 250	-	-	-	-	
PROGRAMME 8 Mission : Gouverne et justice		Régie du logement					
1. Régie du logement		23 932		93	59	15 754	5 036
Amortissement des immobilisations							
Total		23 932	-	93	59	15 754	5 036
TOTAL DU PORTEFEUILLE							
Votés		1 942 813		164	1 084	54 327	19 204
Permanents		5					5
Amortissement des immobilisations							
Total		1 942 818	-	164	1 084	54 327	19 208
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES					DÉPENSES		
					Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération					54 327		54 327
Fonctionnement					19 208	4 131	23 339
Créances douteuses et autres provisions							
Transfert					1 749 520		1 749 520
Affectation à un fonds spécial					102 339		102 339
Service de la dette							
Total					1 925 395	4 131	1 929 526

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à faciliter l'accès des citoyens du Québec à des conditions adéquates de logement, à favoriser l'amélioration de l'habitat, l'instauration et la consolidation de milieux de vie de qualité et à soutenir l'amélioration en continu de l'habitation au Québec.

	438 250						
-	438 250	-	-	-	-	-	-

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un logement, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

						2 990	
							310
-	-	-	-	-	-	2 990	310

	1 749 520	102 339				16 175	
							4 131
-	1 749 520	102 339	-	-	-	16 175	4 131

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX		+
		Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement des territoires				
Votés	143 644			
Permanents				
	143 644	-		-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales				
Votés	438 856			
Permanents				
	438 856	-		-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités				
Votés	634 306			
Permanents				
	634 306	-		-
Programme 4 - Administration générale				
Votés	59 832			
Permanents				
	59 832	-		-
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine				
Votés	143 891			
Permanents				
	143 891	-		-
Programme 6 - Commission municipale du Québec				
Votés	3 433			
Permanents				
	3 433	-		-
Programme 7 - Habitation				
Votés	434 459			
Permanents				
	434 459	-		-
Programme 8 - Régie du logement				
Votés	21 840			
Permanents				
	21 840	-		-
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 880 259			
Permanents				
Total	1 880 259	-		-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				6 032				149 675
-	-	-		6 032		-		149 675
				(33 699)				405 156
-	-	-		(33 699)		-		405 156
				52 822				687 128
-	-	-		52 822		-		687 128
				(116)		5		59 716 5
-	-	-		(116)		5		59 720
				31 631				175 523
-	-	-		31 631		-		175 523
				1				3 433
-	-	-		1		-		3 433
				3 792				438 250
-	-	-		3 792		-		438 250
2 092								23 932
2 092	-	-		-		-		23 932
2 092				60 462		5		1 942 813 5
2 092	-	-		60 462		5		1 942 818

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des territoires			
Communautés rurales branchées	3 267	818	
Fonds conjoncturel de développement	3 973	175	
Fonds d'appui au rayonnement des régions	29 895	2 544	
Villages branchés du Québec	4 311		
Autres	5 890	19	
	<u>47 336</u>	<u>3 557</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	206		
Infrastructures municipales en milieu nordique	18 585		
Infrastructures Québec-Municipalités	127 257	1 186	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	98 347		
Programme d'infrastructures municipales d'eau	108		
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	50 051		
Programmes des Fonds Chantiers Canada-Québec	53 701		
Programmes issus du Plan d'action économique du Canada	49 599		
Autres	2 710		
	<u>400 563</u>	<u>1 186</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	405		
Compensation financière pour les équipements antipollution	44		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	447 233		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales	34 401		
Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James	1 221		
Mesures financières du partenariat fiscal	105 785		
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec	420		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 598		
Autres	96 020	2 711	
	<u>687 128</u>	<u>2 711</u>	<u>-</u>
Programme 4 - Administration générale			
Autres	720		
	<u>720</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
	827	1 622			3 267	3 494
44	1 113	2 641			3 973	3 217
1 504	10 631	15 217			29 895	
	4 133	177			4 311	5 803
	3 728	2 143			5 890	649
1 547	20 432	21 800	-	-	47 336	13 163
	206				206	
	18 585				18 585	17 520
1 507	111 602	12 962			127 257	121 634
	97 627	720			98 347	108 068
	108				108	140
	50 051				50 051	41 598
2 329	48 019	3 354			53 701	49 898
277	48 275	1 047			49 599	49 599
	1 720	990			2 710	587
4 112	376 193	19 073	-	-	400 563	389 044
	405				405	510
	44				44	163
	447 233				447 233	434 642
94	34 307				34 401	33 159
	1 221				1 221	1 521
	105 785				105 785	105 782
	420				420	2 500
	1 598				1 598	1 565
	71 371	21 112	827		96 020	21 259
94	662 385	21 112	827	-	687 128	601 101
16	67	637			720	725
16	67	637	-	-	720	725

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Entente-cadre pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole	82 000		
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	17 743		
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal			
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	22 986		
Soutien aux célébrations du 375e anniversaire de Montréal			
Autres	52 794		
	<u>175 523</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	52 652		
Aide au logement social, communautaire et abordable	361 615	170	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	316	226	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	23 667		
	<u>438 250</u>	<u>396</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 749 520</u>	<u>7 849</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
<u>Commissions scolaires et établissements d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> =	<u>Total 2018</u>	<u>Total 2017</u>
	82 000				82 000	72 007
	2 224	15 520			17 743	16 860
						9 898
	22 986				22 986	22 827
						41 700
	48 182	4 612			52 794	3 115
-	155 391	20 131	-	-	175 523	166 407
	5 589	132	46 931		52 652	49 250
	94 619	146 525	120 302		361 615	351 340
		90			316	421
				23 667	23 667	24 965
-	100 208	146 747	167 233	23 667	438 250	425 976
5 770	1 314 676	229 499	168 059	23 667	1 749 520	1 596 414

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	18 413	18 413	19 198
Fonctionnement	5 254	5 254	5 767
Capital	443 758	443 758	429 675
Intérêt	119 944	119 944	117 022
Support	<u>1 162 152</u>	<u>1 162 152</u>	<u>1 024 753</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 749 520</u>	<u>1 749 520</u>	<u>1 596 414</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Support	<u>102 339</u>	<u>102 339</u>	<u>102 339</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>102 339</u>	<u>102 339</u>	<u>102 339</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	86	53
	86	53
Autres		
Études de dossiers	577	584
Demande d'autorisation – Zone agricole	432	490
Commercialisation des grains	250	241
Mise en marché	119	88
Abattoir et atelier	286	289
Acte déclaratoire – CPTAQ	130	126
Pêche commerciale	73	77
Préparation ou mise en conserve du poisson	83	72
Restauration et ventes au détail d'aliments	14 354	13 707
Propriétaire ou gardien de chats ou chiens	133	66
Divers	82	75
	16 519	15 815
Total des droits et permis	16 605	15 869
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Cours	53	56
Location de terrains et bâtisses	225	311
Location de services de personnel	107	135
Location d'espaces de stationnement	50	48
Eau	94	70
Cale de halage	69	68
Cotisations – Surveillance de l'utilisation du lait	524	554
Autres aides à l'agriculteur	86	79
Analyse en laboratoire	1 138	1 097
Divers	124	112
	2 469	2 530
Intérêts		
Divers	35	71
	35	71
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	121	141
Subventions d'années antérieures	3 103	1 225
Divers	5	7
	3 229	1 373
Total des revenus divers	5 734	3 973
Total des revenus autonomes	22 339	19 842
Total des revenus	22 339	19 842

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	444 401	428 230	10 678	5 493	
Permanents	115	115			
Ne nécessitant pas de crédits		12 265			
	<u>444 515</u>	<u>440 609</u>	<u>10 678</u>	<u>5 493</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	444 930	444 048	218	664	
Permanents		307			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>444 930</u>	<u>444 355</u>	<u>218</u>	<u>664</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>889 445</u>	<u>884 964</u>	<u>10 896</u>	<u>6 157</u>	<u>-</u>
Votés	889 331	872 277	10 896	6 157	
Permanents	115	115			
Ne nécessitant pas de crédits		12 572			
Total	<u>889 445</u>	<u>884 964</u>	<u>10 896</u>	<u>6 157</u>	<u>-</u>
Dépenses	877 330	884 964		4 938	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	500			500	
Immobilisations tangibles	7 655		7 109	546	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 960		3 788	172	
Total	<u>889 445</u>	<u>884 964</u>	<u>10 896</u>	<u>6 157</u>	<u>-</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	297 578		197		41 202	4 924
2. Institut de technologie agroalimentaire	24 912		540		18 811	2 287
3. Santé animale et inspection des aliments	63 363		1 564		26 117	15 304
4. Direction et services à la gestion	58 549		4 807	3 569	24 729	24 395
Permanents(1)	12					12
Permanents(2)	102					
Amortissement des immobilisations						
Total	444 515	-	7 109	3 569	110 859	46 921
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		Organismes d'État				
1. La Financière agricole du Québec	430 617					
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 407			217	7 263	1 746
Amortissement des immobilisations						
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 906			2	3 344	1 077
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	444 930	-	-	218	10 607	2 824

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objet le développement du potentiel et l'amélioration des performances technologiques liés à la production, à la transformation et à la conservation des produits bioalimentaires, tout en favorisant le respect de l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes dans ces domaines et à assurer la sécurité des aliments.

356	247 329						3 570	
	2 634						639	
	20 142						236	
							1 049	
102								
								12 265
<u>459</u>	<u>270 105</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>5 493</u>		<u>12 265</u>

Ce programme vise à favoriser une saine gestion des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.

	430 617							
							181	
								253
							483	
								59 (5)
<u>-</u>	<u>430 617</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>664</u>		<u>307</u>

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	889 331		7 109	3 788	121 466 49 733
Permanents	115				
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	889 445	-	7 109	3 788	121 466 49 745

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	121 466		121 466
Fonctionnement	49 745	12 577	62 322
Créances douteuses et autres provisions	459	(5)	453
Transfert	700 722		700 722
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	872 392	12 572	884 964

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
356 102	700 722					6 157	
							12 577 (5)
459	700 722	-	-	-	-	6 157	12 572

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments				
Votés	435 114			
Permanents				
	435 114	-	-	
Programme 2 - Organismes d'État				
Votés	444 078			
Permanents				
	444 078	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	879 193			
Permanents				
Total	879 193	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
9 437				(151)		115		444 401 115
9 437	-	-		(151)		115		444 515
852								444 930
852	-	-		-		-		444 930
10 289				(151)		115		889 331 115
10 289	-	-		(151)		115		889 445

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	15 778	804	
Amélioration de la santé animale	16 190	15 619	
Appui à la formation	6 399	11	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	11 979	5 745	
Appui au développement en région	44 439	33 497	
Appui au secteur de la transformation	7 670	317	
Prime-Vert	12 631	4 026	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	157 113	156 298	
Autres	1 089	342	
	273 288	216 658	-
Programme 2 - Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec	430 617	384 976	
	430 617	384 976	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	703 906	601 634	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
1 439		13 331			15 574	16 194
571					16 190	15 142
4 884		1 078			5 973	5 652
386	126	4 735			10 993	10 628
88	388	10 135		2	44 111	13 927
39		7 214			7 569	7 070
103		8 421			12 550	15 281
		15			156 313	147 292
301	2	188			833	634
7 811	516	45 118	-	2	270 105	231 820
				45 641	430 617	437 860
-	-	-	-	45 641	430 617	437 860
7 811	516	45 118	-	45 643	700 722	669 680

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	36 568	36 568	34 346
Fonctionnement	9 074	9 074	6 760
Capital	1 472	1 457	4 538
Intérêt	61	61	67
Support	<u>656 731</u>	<u>653 563</u>	<u>623 969</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>703 906</u>	<u>700 722</u>	<u>669 680</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurance – Organismes autonomes et fonds spéciaux	<u>42</u>	<u>130</u>
	<u>42</u>	<u>130</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	<u>244</u>	<u>230</u>
	<u>244</u>	<u>230</u>
Total des revenus divers	<u>287</u>	<u>361</u>
Total des revenus autonomes	<u>287</u>	<u>361</u>
Total des revenus	<u>287</u>	<u>361</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES
Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Soutien au Conseil du trésor					
Votés	65 530	61 968	1 922	1 641	
Permanents	14	14			
Ne nécessitant pas de crédits		1 480			
	<u>65 545</u>	<u>63 462</u>	<u>1 922</u>	<u>1 641</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux fonctions gouvernementales					
Votés	356 217	355 506	10	702	
Permanents	7 059	6 181		878	
Ne nécessitant pas de crédits		(141 378)			
	<u>363 276</u>	<u>220 309</u>	<u>10</u>	<u>1 579</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	4 174	3 789	9	375	
Permanents		36			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>4 174</u>	<u>3 825</u>	<u>9</u>	<u>375</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	4 000	2 230		1 770	
Permanents	444 366	388 990		55 375	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>448 366</u>	<u>391 220</u>	<u>-</u>	<u>57 145</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés	167 834			167 834	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>167 834</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>167 834</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 049 194</u>	<u>678 816</u>	<u>1 941</u>	<u>228 575</u>	<u>-</u>
 Votés	597 756	423 493	1 941	172 322	
Permanents	451 438	395 185		56 253	
Ne nécessitant pas de crédits		(139 862)			
Total	<u>1 049 194</u>	<u>678 816</u>	<u>1 941</u>	<u>228 575</u>	<u>-</u>
 Dépenses	1 046 214	678 816		227 536	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	125		12	113	
Immobilisations tangibles	400		8	392	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 455		1 921	534	
Total	<u>1 049 194</u>	<u>678 816</u>	<u>1 941</u>	<u>228 575</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Soutien au Conseil du trésor					
Mission : Gouverne et justice						
1. Direction et administration	30 631	2		1 920	16 403	10 463
Permanents(1)	14					14
Amortissement des immobilisations						
2. Gouvernance en gestion des ressources humaines	15 744				12 261	3 483
3. Gouvernance en gestion des ressources budgétaires et d'infrastructures	9 454				9 187	267
4. Gouvernance en gestion des ressources informationnelles	5 430				4 978	452
5. Gouvernance en gestion des marchés publics	4 270				4 135	135
Total	65 545	2	-	1 920	46 964	14 814

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. De plus, il encadre la gestion des technologies de l'information et des communications dans la prestation des services gouvernementaux.

	203					1 641	
							1 480
-	203	-	-	-	-	1 641	1 480

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2						
Mission : Gouverne et justice						
Soutien aux fonctions gouvernementales						
1. Financement des services gouvernementaux	105 530					105 530
Variation à la baisse de provisions						
2. Financement de certains sinistres	4 625					
3. Financement des activités gouvernementales de recherche, d'examen ou d'enquête	4 985	10				4 665
Permanents(1)	7 059				2 859	3 322
4. Financement des conditions de travail	221 797				221 797	
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100					
6. Passif au titre des sites contaminés	19 181					
Variation à la baisse de provisions						
Total	363 276	10	-	-	224 656	113 517

(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).

PROGRAMME 3
Mission : Gouverne et justice

Commission de la fonction publique

1. Commission de la fonction publique	4 174		8	1	3 094	696
Amortissement des immobilisations						
Total	4 174	-	8	1	3 094	696

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à offrir des services aux citoyens, aux entreprises ainsi qu'aux organismes publics.

								(34 700)
		4 333					292	
							310	
							878	
							100	
		19 181						
								(106 678)
-	-	23 514	-	-	-	1 579		(141 378)

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et d'en faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

						375	
							36
-	-	-	-	-	-	375	36

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Régimes de retraite et d'assurances						
Mission : Gouverne et justice						
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents(1)	25 750				20 590	
2. Régime de retraite de certains enseignants Permanents(2)	23 917					
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(3)	167 562				120 210	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents(4)	4 000 12				659 12	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents(5)	21 075				19 191	
6. Régime de retraite des juges Permanents(6)	24 936				23 957	
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents(7)	49 626				49 626	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(8)	131 488				131 488	
Total	448 366	-	-	-	365 732	-

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).

(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).

(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).

(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							5 160	
	23 917							
							47 352	
	1 571						1 770	
							1 884	
							979	
-	25 488	-	-	-	-	-	57 145	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		Fonds de suppléance				
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes	167 834					
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier						
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements						
Total	167 834	-	-	-	-	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	597 756	12	8	1 921	272 515	125 691
Permanents	451 438				367 932	3 337
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	1 049 194	12	8	1 921	640 446	129 027

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	640 446		640 446
Fonctionnement	129 027	(93 506)	35 521
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	25 691	(46 356)	(20 665)
Affectation à un fonds spécial	23 514		23 514
Service de la dette			
Total	818 678	(139 862)	678 816

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux, aux dépenses prévues mais non ventilées dans les portefeuilles ministériels ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées au Discours sur le budget 2017-2018.

167 834

-	-	-	-	-	-	167 834	-
	1 774	23 514				172 322	
	23 917					56 253	
							1 516
							(141 378)
-	25 691	23 514	-	-	-	228 575	(139 862)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Soutien au Conseil du trésor				
Votés	73 310			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>73 320</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Soutien aux fonctions gouvernementales				
Votés	208 638			
Permanents	<u>6 700</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>215 338</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Commission de la fonction publique				
Votés	4 614			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>4 614</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances				
Votés	4 445			
Permanents	<u>416 283</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>420 728</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 5 - Fonds de suppléance				
Votés	1 579 349			
Permanents	<u></u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>1 579 349</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 870 355			
Permanents	<u>422 993</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>2 293 348</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(7 780)				65 530
						5		14
-	-	-		(7 780)		5		65 545
				147 580				356 217
						359		7 059
-	-	-		147 580		359		363 276
				(440)				4 174
-	-	-		(440)		-		4 174
				(444)				4 000
						28 082		444 366
-	-	-		(444)		28 082		448 366
				(1 411 515)				167 834
-	-	-		(1 411 515)		-		167 834
				(1 272 599)				597 756
						28 446		451 438
-	-	-		(1 272 599)		28 446		1 049 194

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Soutien au Conseil du trésor			
Autres	203	5	
	<u>203</u>	<u>5</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Soutien aux fonctions gouvernementales			
Passif au titre des sites contaminés			973
Autres			
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>973</u>
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	3 341		1 145
Régime de retraite de certains enseignants	23 917		
	<u>27 258</u>	<u>-</u>	<u>1 145</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>27 461</u>	<u>5</u>	<u>2 118</u>

(1) Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes autres que budgétaires et aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
3	3	192			203	50
3	3	192	-	-	203	50
(47 286)				(43)	(46 356) ⁽¹⁾	20 716
						18 233
(47 286)	-	-	-	(43)	(46 356)	38 949
426					1 571	1 773
23 917					23 917	21 900
24 343	-	-	-	-	25 488	23 673
(22 941)	3	192	-	(43)	(20 665)	62 672

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	27 258	25 488	23 673
Fonctionnement		(46 356) ⁽¹⁾	20 716
Support	<u>203</u>	<u>203</u>	<u>18 283</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>27 461</u>	<u>(20 665)</u>	<u>62 672</u>

(1) Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif au titre des sites contaminés attribuable aux organismes autres que budgétaires et aux organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Fonctionnement	19 181	19 181	(694)
Capital	3 600	3 308	
Intérêt	<u>1 025</u>	<u>1 025</u>	<u>859</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>23 806</u>	<u>23 514</u>	<u>166</u>

CONSEIL EXÉCUTIF**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations		212
Divers	<u>1</u>	<u>2</u>
	<u>1</u>	<u>214</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	60	272
Subventions d'années antérieures	<u>943</u>	<u>2 040</u>
	<u>1 003</u>	<u>2 312</u>
Total des revenus divers	<u>1 004</u>	<u>2 526</u>
Total des revenus autonomes	<u>1 004</u>	<u>2 526</u>
Total des revenus	<u>1 004</u>	<u>2 526</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	758	707		51	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>758</u>	<u>707</u>	<u>-</u>	<u>51</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	87 772	84 324	674	2 774	
Permanents	2 272	2 272			
Ne nécessitant pas de crédits		387			
	<u>90 044</u>	<u>86 983</u>	<u>674</u>	<u>2 774</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
Votés	12 582	11 956		627	
Permanents	31	31			
Ne nécessitant pas de crédits		10			
	<u>12 613</u>	<u>11 997</u>	<u>-</u>	<u>627</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	267 621	261 715		5 906	
Permanents	157	157			
Ne nécessitant pas de crédits		(280)			
	<u>267 778</u>	<u>261 592</u>	<u>-</u>	<u>5 906</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	39 347	38 412		936	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>39 347</u>	<u>38 412</u>	<u>-</u>	<u>936</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques					
Votés	8 866	8 631	21	214	
Permanents	12	12			
Ne nécessitant pas de crédits		134			
	<u>8 878</u>	<u>8 777</u>	<u>21</u>	<u>214</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Affaires maritimes					
Votés	2 139	1 156		983	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 139</u>	<u>1 156</u>	<u>-</u>	<u>983</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>421 557</u>	<u>409 623</u>	<u>695</u>	<u>11 491</u>	<u>-</u>
Votés	419 086	406 900	695	11 491	
Permanents	2 471	2 471			
Ne nécessitant pas de crédits		<u>251</u>			
Total	<u>421 557</u>	<u>409 623</u>	<u>695</u>	<u>11 491</u>	<u>-</u>
Dépenses	420 689	409 623		11 317	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	107		1	106	
Immobilisations tangibles	70		18	53	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>691</u>		<u>676</u>	<u>15</u>	
Total	<u>421 557</u>	<u>409 623</u>	<u>695</u>	<u>11 491</u>	<u>-</u>

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres	Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice						
Cabinet du lieutenant-gouverneur						
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	758				698	10
Total	758	-	-	-	698	10
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice						
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif						
1. Cabinet du premier ministre Permanents(1)	5 067 244				3 944	595 244
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	11 759				8 839	652
3. Direction générale de la gouvernance et de l'administration Amortissement des immobilisations	24 227	1	5	668	15 782	7 241
4. Indemnités de l'exécutif Permanents(1)	2 028				2 028	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	46 098				43 735	1 183
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	621					
Total	90 044	1	5	668	74 328	9 914

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

						51	
-	-	-	-	-	-	51	-

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	480					49	
	1 875					393	
						530	
							387
						1 180	
						621	
-	2 355	-	-	-	-	2 774	387

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
1. Cabinet du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne	870			510	157	
Permanents(1)	31				31	
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	5 159			3 431	1 179	
Amortissement des immobilisations						
3. Représentation du Québec au Canada	1 405			917	351	
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	5 148			755	74	
Total	12 613	-	-	5 613	1 792	

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 4					
Mission : Gouverne et justice					
Affaires autochtones					
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones	893				584 215
Permanents(1)	50				50
2. Secrétariat aux affaires autochtones	266 729				3 221 1 639
Permanents(2)	107				
Variation à la baisse de provisions					
Total	267 778	-	-	-	3 805 1 904

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

	54						149	
	309						240	
								10
							137	
	4 218						100	
-	4 581	-	-	-	-		627	10

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

	55						39	
	256 001						5 867	
107								(280)
107	256 056	-	-	-	-		5 906	(280)

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		Jeunesse				
1. Secrétariat à la jeunesse	39 347				1 728	330
Total	39 347	-	-	-	1 728	330
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques				
1. Cabinet de la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques	913				618	202
Permanents(1)	12					12
2. Commission d'accès à l'information Amortissement des immobilisations	5 957		12	8	4 828	982
3. Réforme des institutions démocratiques	1 240				888	341
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	757				614	104
Total	8 878	-	12	8	6 947	1 641
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
PROGRAMME 7 Mission : Gouverne et justice		Affaires maritimes				
1. Secrétariat aux affaires maritimes	2 139				705	365
Total	2 139	-	-	-	705	365

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

	36 354			440		496	
-	36 354	-	-	440	-	496	-

Ce programme vise à améliorer l'efficacité de nos institutions démocratiques et plus particulièrement de notre cadre électoral, à élaborer les orientations gouvernementales, en matière de transparence des institutions, à modifier et bonifier à cet effet les lois et règlements relatifs à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels de même qu'à promouvoir et assurer l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Finalement, d'assurer un rôle-conseil pour le gouvernement en ces matières.

	54					39	
						126	134
						10	
						40	
-	54	-	-	-	-	214	134

Ce programme vise à assurer la coordination des actions gouvernementales en matière d'affaires maritimes. Il facilite la concertation entre les partenaires du domaine maritime et s'assure de la mise en oeuvre de la Stratégie maritime du Québec.

	86					983	
-	86	-	-	-	-	983	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	419 086	1	18	676	91 796	15 620
Permanents	2 471				2 028	337
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	421 557	1	18	676	93 824	15 956

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	93 824		93 824
Fonctionnement	15 956	531	16 488
Créances douteuses et autres provisions	107	(280)	(173)
Transfert	299 485		299 485
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	409 372	251	409 623

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
107	299 485				440		11 051	
								531 (280)
107	299 485	-	-		440	-	11 051	251

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
<hr/>					
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	758				
Permanents					
	<u>758</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
<hr/>					
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	91 888				
Permanents	1 076				
	<u>92 964</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
<hr/>					
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes					
Votés	12 582				
Permanents	10				
	<u>12 592</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
<hr/>					
Programme 4 - Affaires autochtones					
Votés	269 246				
Permanents	10				
	<u>269 256</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
<hr/>					
Programme 5 - Jeunesse					
Votés	39 347				
Permanents					
	<u>39 347</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
<hr/>					
Programme 6 - Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques					
Votés	8 766				
Permanents	10				
	<u>8 776</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
<hr/>					
Programme 7 - Affaires maritimes					
Votés	1 339				
Permanents					
	<u>1 339</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		
<hr/>					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
<hr/>					
Votés	423 927				
Permanents	1 105				
Total	425 032	-	-		

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								758
-	-	-		-		-		758
				(4 116)		1 196		87 772
-	-	-		(4 116)		1 196		2 272
								90 044
						21		12 582
-	-	-		-		21		31
				(1 625)		147		12 613
-	-	-		(1 625)		147		267 621
								157
								267 778
								39 347
-	-	-		-		-		39 347
				100		2		8 866
-	-	-		100		2		12
				800				8 878
-	-	-		800		-		2 139
								2 139
				(4 841)		1 366		419 086
-	-	-		(4 841)		1 366		2 471
								421 557

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Autres	2 355	3	
	2 355	3	-
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 214	6	
Centre de la francophonie des Amériques	2 093		
Coopération intergouvernementale	924	1	
Soutien à la recherche	350		
Autres	55		
	4 635	7	-
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation naskapie	2 186		
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	21 943		
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)	5 000		
Ententes avec la nation crie	122 496	6 883	
Financement global de l'Administration régionale Kativik	66 431		
Financement global des villages nordiques	16 642		
Fonds de développement pour les autochtones	987	77	
Fonds d'initiatives autochtones	20 781	1 088	
Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain	1 075		
Projets ponctuels autochtones	1 850	35	2
Autres	55	2	
	259 446	8 085	2
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	36 794		
	36 794	-	-
Programme 6 - Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
Autres	55	1	
	55	1	-
Programme 7 - Affaires maritimes			
Autres	160		
	160	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	303 444	8 096	2

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
1 881	18	453			2 355	479
1 881	18	453	-	-	2 355	479
37		1 159	3		1 204	1 131
				2 093	2 093	2 076
55		863	2		921	819
309					309	58
1	2	52			54	55
401	2	2 074	5	2 093	4 581	4 138
	1 070	1 070			2 140	2 102
	7 291	14 652			21 943	21 477
	5 000				5 000	6 250
	115 486	127			122 496	119 589
	66 431				66 431	63 153
	16 642				16 642	15 809
	559	319			955	1 148
	10 243	6 200	3		17 534	18 787
		1 075			1 075	239
69	482	1 190	7		1 784	1 573
5	7	41			55	55
73	223 212	24 674	10	-	256 056	250 182
1 199	440	34 615		100	36 354	35 578
1 199	440	34 615	-	100	36 354	35 578
5	4	45			54	54
5	4	45	-	-	54	54
55		6	25		86	250
55	-	6	25	-	86	250
3 614	223 675	61 866	40	2 193	299 485	290 681

CONSEIL EXÉCUTIF**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Fonctionnement	2 093	2 093	2 076
Capital	17 866	17 866	20 856
Intérêt	1 710	1 710	1 901
Support	<u>281 776</u>	<u>277 817</u>	<u>265 849</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>303 444</u>	<u>299 485</u>	<u>290 681</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Droits et permis		
Autres		
Examens de films et de demandes de permis	820	722
Présentation de films en public	<u>606</u>	<u>785</u>
	1 426	1 508
Total des droits et permis	<u>1 426</u>	<u>1 508</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel vidéo	2 874	3 533
Location de locaux	1 243	1 134
Divers	<u>2</u>	<u>1</u>
	4 120	4 667
Intérêts		
Prêts		<u>217</u>
	-	217
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	118	2 282
Subventions d'années antérieures	<u>138</u>	<u>40</u>
	256	2 322
Total des revenus divers	<u>4 376</u>	<u>7 206</u>
Total des revenus autonomes	<u>5 802</u>	<u>8 713</u>
Total des revenus	<u><u>5 802</u></u>	<u><u>8 713</u></u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec					
Votés	58 188	52 953	1 104	4 131	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 523			
	<u>58 198</u>	<u>57 486</u>	<u>1 104</u>	<u>4 131</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Votés	712 434	709 542		2 891	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>712 434</u>	<u>709 542</u>	<u>-</u>	<u>2 891</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Charte de la langue française					
Votés	28 188	25 349	144	2 695	
Permanents		107			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>28 188</u>	<u>25 457</u>	<u>144</u>	<u>2 695</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>798 820</u>	<u>792 485</u>	<u>1 248</u>	<u>9 717</u>	<u>-</u>
 Votés	798 810	787 845	1 248	9 717	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 631			
Total	<u>798 820</u>	<u>792 485</u>	<u>1 248</u>	<u>9 717</u>	<u>-</u>
 Dépenses	795 254	792 485		7 399	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	1		1		
Immobilisations tangibles	1 041		355	686	
Immobilisations en ressources informationnelles	2 524		892	1 632	
Total	<u>798 820</u>	<u>792 485</u>	<u>1 248</u>	<u>9 717</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec					
Missions : Éducation et culture Service de la dette						
1. Gestion interne et soutien	55 220	1	290	753	26 283	20 318
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
2. Centre de conservation du Québec	2 409		60		1 412	936
Amortissement des immobilisations						
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	559				424	125
Total	58 198	1	350	753	28 119	21 388

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2
Mission : Éducation et culture

Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

1. Action culturelle et communications	237 766
2. Musées nationaux	88 663
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	24 215
4. Société de développement des entreprises culturelles	67 946
5. Société de télédiffusion du Québec	64 216
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	123 936
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	75 018

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
				3 456			4 120	
								4 466 25
							1	32
							11	
-	-	-	3 456	-	-	4 131	4 523	

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

235 361	2 405
88 663	
24 215	
67 946	
64 216	
123 936	
74 532	486

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite)						
Mission : Éducation et culture						
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État						
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	30 675					
Total	712 434	-	-	-	-	-
PROGRAMME 3						
Mission : Éducation et culture						
Charte de la langue française						
1. Coordination de la politique linguistique	2 678					
2. Office québécois de la langue française Amortissement des immobilisations	24 201		5	139	15 991	4 367
3. Conseil supérieur de la langue française Amortissement des immobilisations	1 180				562	367
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	129					
Total	28 188	-	5	139	16 553	4 734

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

	30 675						
-	709 542	-	-	-	-	2 891	-

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

	2 533					145	
	1 530					2 169	105
						251	2
						129	
-	4 063	-	-	-	-	2 695	107

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	798 810	1	355	892	44 671	26 113
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de frais payés d'avance						
Total	798 820	1	355	892	44 671	26 122
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
			DÉPENSES			
			Nécessitant des crédits	+	Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération			44 671			44 671
Fonctionnement			26 122		4 631	30 753
Créances douteuses et autres provisions						
Transfert			713 605			713 605
Affectation à un fonds spécial						
Service de la dette			3 456			3 456
Total			787 854		4 631	792 485

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
	713 605		3 456			9 717	
							4 605 25
-	713 605	-	3 456	-	-	9 717	4 631

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec				
Votés	58 278			
Permanents	10			
	58 288	-	-	
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État				
Votés	602 552			
Permanents				
	602 552	-	-	
Programme 3 - Charte de la langue française				
Votés	29 588			
Permanents				
	29 588	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	690 418			
Permanents	10			
Total	690 428	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(90)				58 188
								10
-	-	-		(90)		-		58 198
				109 882				712 434
-	-	-		109 882		-		712 434
				(1 400)				28 188
-	-	-		(1 400)		-		28 188
				108 392				798 810
-	-	-		108 392		-		798 820

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	42 424		
Aide aux immobilisations	114 062		57
Aide aux initiatives de partenariat	21 711	9 112	
Aide aux projets	5 779	1 481	
Autres interventions particulières en culture et en communications	53 790	3 041	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	73 593		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 424		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	7 040		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	116 896		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	30 675		
Musée d'Art contemporain de Montréal	12 263		
Musée de la Civilisation	27 162		
Musée des beaux-arts de Montréal	23 872		
Musée national des beaux-arts du Québec	25 365		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	7 965		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	59 981	47 037	
Société de la Place des Arts de Montréal	16 960		
Société de télédiffusion du Québec	64 216		
Société du Grand Théâtre de Québec	7 255		
	<u>712 434</u>	<u>60 671</u>	<u>57</u>
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	2 957	1	
Réussir ensemble en français	2 800	221	
Autres	17		
	<u>5 773</u>	<u>222</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>718 207</u>	<u>60 894</u>	<u>57</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
2 481	110	39 833			42 424	47 584
1 740	45 947	60 929		2 993	111 665	111 994
1 242	9 167	2 191			21 711	11 054
43	114	4 105	34		5 776	3 020
2 162	438	47 425	218	500	53 785	11 342
				73 107	73 107	70 737
7	6	1 412			1 424	1 004
				7 040	7 040	6 729
		104 447	12 449		116 896	103 355
				30 675	30 675	31 113
				12 263	12 263	9 351
				27 162	27 162	24 805
		23 872			23 872	17 132
				25 365	25 365	21 870
				7 965	7 965	7 140
		11 036	1 907		59 981	54 932
				16 960	16 960	12 623
				64 216	64 216	61 806
				7 255	7 255	5 777
7 673	55 782	295 249	14 609	275 500	709 542	613 367
152		2 343	50		2 547	2 245
210		1 085			1 516	1 693
						4
363	-	3 428	50	-	4 063	3 942
8 036	55 782	298 677	14 659	275 500	713 605	617 309

CULTURE ET COMMUNICATIONS

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	89 831	89 344	91 050
Fonctionnement	108 959	108 959	96 830
Capital	148 516	146 119	140 200
Intérêt	39 666	39 666	38 000
Support	<u>331 235</u>	<u>329 516</u>	<u>251 228</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>718 207</u>	<u>713 605</u>	<u>617 309</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>63</u>	<u>49</u>
	<u>63</u>	<u>49</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	158	71
Subventions d'années antérieures	<u>89</u>	
	<u>247</u>	<u>71</u>
Total des revenus divers	<u>310</u>	<u>121</u>
Total des revenus autonomes	<u>310</u>	<u>121</u>
Total des revenus	<u>310</u>	<u>121</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Votés	316 164	260 865	27 449	27 850	
Permanents	73	19		54	
Ne nécessitant pas de crédits		16 983			
	<u>316 237</u>	<u>277 866</u>	<u>27 449</u>	<u>27 904</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 151	4 786	41	324	
Permanents		28			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 151</u>	<u>4 814</u>	<u>41</u>	<u>324</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>321 388</u>	<u>282 680</u>	<u>27 490</u>	<u>28 229</u>	<u>-</u>
Votés	321 315	265 650	27 490	28 175	
Permanents	73	19		54	
Ne nécessitant pas de crédits		17 011			
Total	<u>321 388</u>	<u>282 680</u>	<u>27 490</u>	<u>28 229</u>	<u>-</u>
Dépenses	278 035	282 680		12 366	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	14		14		
Immobilisations tangibles	35 670		19 832	15 838	
Immobilisations en ressources informationnelles	7 670		7 644	26	
Total	<u>321 388</u>	<u>282 680</u>	<u>27 490</u>	<u>28 229</u>	<u>-</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
Protection de l'environnement						
1. Politiques environnementales	49 003			8 113	1 383	
2. Développement durable, évaluations et suivi de l'environnement	110 150		741	10 972	646	
3. Analyse et expertise régionales	30 313			17 232	477	
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	16 666			15 432	1 160	
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	7 419		2 030	4 944	364	
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	42 129	13	16 815	5 352	1 536	
Permanents(3)	1					
7. Direction	16 436			4 441	1 558	
Permanents(1)	18				18	
8. Services à la gestion	44 049		245	7 605	17 152	
Permanents(2)	30					
Permanents(3)	24					
Amortissement des immobilisations						
Total	316 237	14	19 831	7 605	83 637	21 851

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 151		1	39	3 795	991
Amortissement des immobilisations						
Total	5 151	-	1	39	3 795	991

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, ainsi que la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.

							38 197	1 310
							95 303	2 489
							5 389	7 216
								74
								82
							6 900	11 513
1							9 600	836
							6	4 330
								30
								24
								16 983
1	155 394	-	-	-	-	-	27 904	16 983

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

							324	
								28
-	-	-	-	-	-	-	324	28

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	321 315	14	19 832	7 644	87 432	22 824
Permanents	73					18
Amortissement des immobilisations						
Total	321 388	14	19 832	7 644	87 432	22 842

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	87 432		87 432
Fonctionnement	22 842	17 011	39 853
Créances douteuses et autres provisions	1		1
Transfert	155 394		155 394
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	265 669	17 011	282 680

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
1	155 394						28 175 54	17 011
1	155 394	-	-		-	-	28 229	17 011

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
			Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Protection de l'environnement					
Votés		175 061			
Permanents		35			
		175 096	-	-	
Programme 2 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés		5 151			
Permanents					
		5 151	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés		180 212			
Permanents		35			
Total		180 247	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				141 103				316 164
	30					8		73
-	30	-		141 103		8		316 237
								5 151
-	-	-		-		-		5 151
				141 103				321 315
	30					8		73
-	30	-		141 103		8		321 388

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Assainissement de l'air	3 300		
Programme ClimatSol	5 695		
Programme ClimatSol-Plus	2 740		
Programme d'aide aux entreprises innovantes dans le secteur de la décontamination des sols	700		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	4 133		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	300		
Soutien aux conseils régionaux en environnement	1 697		
Soutien aux organismes de bassin versant	34 680		
Autres	110 969	7 537	
	164 214	7 537	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	164 214	7 537	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
<u>Commissions scolaires et établissements d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> =	<u>Total 2018</u>	<u>Total 2017</u>
	3 300				3 300	1 300
	1 590				1 590	2 429
	3 798				3 798	4 346
		136			136	
		1 697			1 697	1 697
		34 668			34 668	4 668
3	77 047	23 649	5	1 964	110 205	16 362
3	85 735	60 149	5	1 964	155 394	30 802
3	85 735	60 149	5	1 964	155 394	30 802

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Capital	6 795	4 109	5 097
Intérêt	2 643	1 221	1 686
Support	<u>154 776</u>	<u>150 063</u>	<u>24 019</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>164 214</u>	<u>155 394</u>	<u>30 802</u>

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Droits et permis		
Autres		
Remboursement	2 071	1 945
Visa – Crédit d'impôt pour le design	136	133
Divers	<u>29</u>	<u>31</u>
	2 236	2 108
Total des droits et permis	<u>2 236</u>	<u>2 108</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>1</u>	<u>-</u>
	1	-
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	161	162
Subventions d'années antérieures	2 444	1 548
Divers	<u>3</u>	<u>-</u>
	2 608	1 710
Total des revenus divers	<u>2 609</u>	<u>1 710</u>
Total des revenus autonomes	<u>4 845</u>	<u>3 818</u>
Total des revenus	<u>4 845</u>	<u>3 818</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement de l'Économie, de la Science et de l'Innovation					
Votés	618 614	617 465	1 045	104	
Permanents	29	29			
Ne nécessitant pas de crédits		1 173			
	<u>618 643</u>	<u>618 667</u>	<u>1 045</u>	<u>104</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	254 919	81 791		173 128	
Permanents		(19 250)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>254 919</u>	<u>62 540</u>	<u>-</u>	<u>173 128</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	209 055	208 958		97	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>209 055</u>	<u>208 958</u>	<u>-</u>	<u>97</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Condition féminine					
Votés	19 421	18 627	5	789	
Permanents		4			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>19 421</u>	<u>18 630</u>	<u>5</u>	<u>789</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 102 038</u>	<u>908 796</u>	<u>1 050</u>	<u>174 119</u>	<u>-</u>
Votés	1 102 009	926 841	1 050	174 118	
Permanents	29	28			
Ne nécessitant pas de crédits		(18 074)			
Total	<u>1 102 038</u>	<u>908 796</u>	<u>1 050</u>	<u>174 119</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 100 972	908 796		174 103	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	8		8		
Immobilisations tangibles	30		25	5	
Immobilisations en ressources informationnelles	1 027		1 017	10	
Total	<u>1 102 038</u>	<u>908 796</u>	<u>1 050</u>	<u>174 119</u>	<u>-</u>

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Développement de l'Économie, de la Science et de l'Innovation					
Mission : Économie et environnement						
1. Direction et services à la gestion	32 301	4	25	1 012	15 979	14 703
Permanents(1)	29					29
Amortissement des immobilisations						
2. Politiques économiques	84 805				5 760	31 950
3. Industries stratégiques et projets économiques majeurs	111 857				7 924	4 015
4. Commerce extérieur et Export Québec	31 282	4			4 334	3 824
5. Services aux entreprises, affaires territoriales et entrepreneuriat	112 588				16 780	3 385
Variation à la baisse de provisions						
6. Science et innovation	245 681				7 095	497
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100					
Total	618 643	8	25	1 012	57 871	58 402

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
575						4	
							1 178
47 095							
99 919							
23 121							
92 423							
							(5)
238 089							
						100	
-	501 221	-	-	-	-	104	1 173

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement						
Interventions relatives au Fonds du développement économique						
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	152 354					
Variation à la baisse de provisions						
2. Programme ESSOR	88 150					
Variation à la baisse de provisions						
3. Programme Créativité Québec	14 315					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'interventions de développement économique	100					
Total	254 919	-	-	-	-	-

PROGRAMME 3
Mission : Économie et environnement

Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation

1. Fonds de recherche du Québec - Santé	84 572					
2. Fonds de recherche du Québec - Société et culture	53 949					
3. Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	56 001					
4. Centre de recherche industrielle du Québec	13 871					
5. Commission de l'éthique en science et en technologie	662				518	47
Total	209 055	-	-	-	518	47

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.

		40 986		50 000		61 368	
							(16 442)
		27 035				61 115	
							(2 808)
13 357		412				545	
						100	
13 357	-	68 434	-	50 000	-	123 128	(19 250)

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Centre de recherche industrielle du Québec, pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises, et à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

		84 572					
		53 949					
		56 001					
		13 871					
						97	
-	208 393	-	-	-	-	97	-

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 4						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Condition féminine						
1. Conseil du statut de la femme	3 308		5	1 822	693	
Amortissement des immobilisations						
2. Secrétariat à la condition féminine	16 112			1 575	623	
Amortissement des immobilisations						
Total	19 421	-	-	3 396	1 316	

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 102 009	8	25	1 017	61 785	59 736
Permanents	29					29
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	1 102 038	8	25	1 017	61 785	59 765

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	61 785		61 785
Fonctionnement	59 765	1 181	60 946
Créances douteuses et autres provisions	13 357	(19 255)	(5 898)
Transfert	723 529		723 529
Affectation à un fonds spécial	68 434		68 434
Service de la dette			
Total	926 869	(18 074)	908 796

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination, en collaboration avec les ministères et organismes concernés, des actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

							789	
	13 915							4
-	13 915	-	-	-	-	789		4
13 357	723 529	68 434		50 000		124 118		
							1 181 (19 255)	
13 357	723 529	68 434	-	50 000	-	124 119		(18 074)

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Développement de l'Économie, de la Science et de l'Innovation				
Votés	436 317			
Permanents	29			
	436 346	-	-	
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Votés	283 232			
Permanents				
	283 232	-	-	
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation				
Votés	189 055			
Permanents				
	189 055	-	-	
Programme 4 - Condition féminine				
Votés	8 476			
Permanents				
	8 476	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	917 080			
Permanents	29			
Total	917 109	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				182 298				618 614 29
-	-	-		182 298		-		618 643
				(28 313)				254 919
-	-	-		(28 313)		-		254 919
				20 000				209 055
-	-	-		20 000		-		209 055
				10 944				19 421
-	-	-		10 944		-		19 421
				184 929				1 102 009 29
-	-	-		184 929		-		1 102 038

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement de l'Économie, de la Science et de l'Innovation			
Appui à l'innovation			
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	12 462	982	
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté			
Économie sociale	9 664	50	
Exportation	23 010	19 759	
Fonds d'accélération des collaborations en santé	6 000		
Fonds de partenariat pour un Québec innovant et en santé	10 000		4 892
Infrastructures de recherche et d'innovation	64 000		2 181
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	960		
PME en action	5 107	5 100	
Projet ENCQOR	11 200		
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique et autres	8 250		
Québec branché	16 282		
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales	30 605	3 326	
Soutien à l'innovation	152 439	15 354	2 622
Soutien au développement économique de la Ville de Montréal	10 000		
Autres	141 343	148	
	501 321	44 719	9 696
Programme 3 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	13 871		
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	56 001		
Fonds de recherche du Québec - Santé	84 572		
Fonds de recherche du Québec - Société et Culture	53 949		
	208 393	-	-
Programme 4 - Condition féminine			
Accords de partenariat pour la concertation régionale en matière de condition féminine	360		
Égalité entre les femmes et les hommes	4 025		48
Programme « À égalité pour décider »			
Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles	1 012		
Autres	8 518	1	
	13 915	1	48
TOTAL DU PORTEFEUILLE	723 629	44 719	9 744

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
						168
321	228	10 930			12 462	14 615
						388
45	300	9 269			9 664	5 859
	269	2 982			23 010	11 784
		6 000			6 000	
1 640		3 468			10 000	12 300
45 560	1 500	11 195		3 563	64 000	64 000
		960			960	1 005
		7			5 107	3 322
		11 200			11 200	
		8 250			8 250	11 374
		1 554		14 728	16 282	
220	996	26 062			30 605	25 379
31 831	21	100 290	220	2 100	152 439	280 462
	10 000				10 000	
21 759	3 864	113 144		2 327	141 243	39 049
101 377	17 179	305 312	220	22 718	501 221	469 705
				13 871	13 871	13 871
				56 001	56 001	49 377
				84 572	84 572	77 647
				53 949	53 949	47 455
-	-	-	-	208 393	208 393	188 349
		360			360	360
40	70	3 867			4 025	3 017
						500
36		976			1 012	513
3	91	8 424			8 518	1 761
78	161	13 627	-	-	13 915	6 151
101 455	17 341	318 939	220	231 111	723 529	664 206

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	16 773	16 733	16 566
Fonctionnement	8 040	8 040	8 773
Capital	81 365	81 365	59 578
Intérêt	4 859	4 799	5 386
Support	<u>612 590</u>	<u>612 590</u>	<u>573 902</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>723 629</u>	<u>723 529</u>	<u>664 206</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Support	<u>83 963</u>	<u>68 434</u>	<u>254 706</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>83 963</u>	<u>68 434</u>	<u>254 706</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Divers	2	1
	2	1
Total des droits et permis	2	1
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	5 746	6 448
Divers	14	46
	5 759	6 494
Intérêts		
Prêts aux étudiants	14 949	12 896
	14 949	12 896
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 913	695
Subventions d'années antérieures	1 409	156
Dépenses sous forme d'indemnités		300
Bourses d'études	11 599	13 027
	14 922	14 178
Total des revenus divers	35 630	33 568
Total des revenus autonomes	35 632	33 570
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	152 798	146 493
	152 798	146 493
Total des transferts du gouvernement fédéral	152 798	146 493
Total des revenus	188 429	180 063

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	196 743	177 693	5 381	13 669	
Permanents	29	29			
Ne nécessitant pas de crédits		6 196			
	<u>196 772</u>	<u>183 918</u>	<u>5 381</u>	<u>13 669</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Soutien aux organismes					
Votés	139 181	137 708	25	1 449	
Permanents		14			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>139 181</u>	<u>137 722</u>	<u>25</u>	<u>1 449</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	874 404	723 999	86 457	63 947	
Permanents	32 932	32 932			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>907 335</u>	<u>756 931</u>	<u>86 457</u>	<u>63 947</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	10 048 037	10 012 931		35 106	
Permanents		(111 367)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>10 048 037</u>	<u>9 901 564</u>	<u>-</u>	<u>35 106</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Enseignement supérieur					
Votés	5 612 776	5 531 177		81 599	
Permanents		(996)			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>5 612 776</u>	<u>5 530 181</u>	<u>-</u>	<u>81 599</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Développement du loisir et du sport					
Votés	84 742	84 742			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>84 742</u>	<u>84 742</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 406 550	1 377 265		29 285	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>1 406 550</u>	<u>1 377 265</u>	<u>-</u>	<u>29 285</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>18 395 393</u>	<u>17 972 322</u>	<u>91 863</u>	<u>225 055</u>	<u>-</u>
Votés	16 955 882	16 668 249	91 863	195 770	
Permanents	1 439 511	1 410 226		29 285	
Ne nécessitant pas de crédits		(106 153)			
Total	<u>18 395 393</u>	<u>17 972 322</u>	<u>91 863</u>	<u>225 055</u>	<u>-</u>
Dépenses	18 251 105	17 972 322		172 630	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	138 600		86 457	52 143	
Immobilisations tangibles	63			63	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>5 625</u>		<u>5 406</u>	<u>219</u>	
Total	<u>18 395 393</u>	<u>17 972 322</u>	<u>91 863</u>	<u>225 055</u>	<u>-</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1		Administration			
Mission : Éducation et culture					
1. Direction	15 485				10 123 4 832
Permanents(1)	29				29
2. Gouvernance interne des ressources	70 524			5 381	28 811 31 967
Amortissement des immobilisations					
3. Éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire	48 152				14 283 29 058
4. Infrastructures, relations du travail dans les réseaux et partenariats	9 234				7 269 987
5. Services aux anglophones, aux autochtones et à la diversité culturelle	14 523				4 411 3 745
6. Loisir et sport	5 824				2 973 2 495
7. Enseignement supérieur	20 047				11 134 6 288
8. Aide financière aux études	12 953				11 793 671
Total	196 772	-	-	5 381	90 797 80 071

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							121	
							4 365	6 196
							4 811	
							978	
6 307							60	
138							219	
							2 625	
							489	
-	6 854	-	-		-	-	13 669	6 196

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2						
Mission : Éducation et culture		Soutien aux organismes				
1.	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	28 008				
2.	Institut national des mines	970				
3.	Soutien à des partenaires en éducation	77 569				
4.	Action communautaire	27 351				
5.	Conseil supérieur de l'éducation Amortissement des immobilisations	2 527		22	1 727	355
6.	Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	166			79	2
7.	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Amortissement des immobilisations	2 457		3	1 570	328
8.	Commission consultative de l'enseignement privé	133			95	15
Total		139 181	-	-	3 471	699

PROGRAMME 3
Mission : Éducation et culture

Aide financière aux études

1. Bourses consécutives aux prêts	668 207					
2. Intérêts et remboursements aux banques Permanents(1)	193 794 32 932	86 457				
3. Autres bourses	12 402					
Total	907 335	86 457	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il a également pour objectifs de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant du ministre ainsi que le fonctionnement des divers organismes oeuvrant en éducation.

	28 008							
	970							
	77 209						360	
	27 351							
							424	
								10
							86	
							556	
								4
							23	
-	133 538	-	-	-	-	1 449		14

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

	657 235			6 757		4 215	
4 581	50 618					52 138	
32 932							
	11 565					837	
37 512	719 419	-	-	6 757	-	57 190	-

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4		Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Mission : Éducation et culture						
1.	Commissions scolaires	7 995 068				
2.	Commissions scolaires à statut particulier	307 275				
3.	Service de la dette des commissions scolaires	891 052				
	Variation à la baisse de provision pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations					
4.	Enseignement privé	492 120				
5.	Aide au transport scolaire	332 464				
6.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	30 058				
Total		10 048 037	-	-	-	-
PROGRAMME 5		Enseignement supérieur				
Mission : Éducation et culture						
1.	Cégeps	1 878 221				
2.	Universités	2 965 475				
3.	Enseignement privé au collégial	121 392				
4.	Service de la dette des cégeps	230 395				
	Variation à la baisse de provisions					
5.	Service de la dette des universités	377 068				
6.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	40 225				
Total		5 612 776	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires et aux établissements privés subventionnés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

	7 990 020			5 048				
	307 275							
	891 052							(111 367)
	492 120							
	332 464							
						30 058		
-	10 012 931	-	-	5 048	-	30 058	(111 367)	

Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	1 850 231					27 990		
	2 935 641	25 000		724		4 109		
	117 428					3 965		
	225 817			1 835		2 743		(996)
	377 060					8		
						40 225		
-	5 506 177	25 000	-	2 559	-	79 040	(996)	

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6						
Mission : Éducation et culture						
Développement du loisir et du sport						
1. Développement du loisir et du sport	84 742					
Total	84 742	-	-	-	-	-
PROGRAMME 7						
Mission : Éducation et culture						
Régimes de retraite						
1. Régime de retraite des enseignants Permanents(1)	149 311					
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(2)	913 014					
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(3)	344 226					
Total	1 406 550	-	-	-	-	-

(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

	84 742						
-	84 742	-	-	-	-	-	-

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.

	120 026					29 285	
	913 014						
	344 226						
-	1 377 265	-	-	-	-	29 285	-

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	16 955 882	86 457		5 406	94 268 80 741
Permanents	1 439 511				29
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	18 395 393	86 457	-	5 406	94 268 80 770

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	94 268		94 268
Fonctionnement	80 770	6 210	86 980
Créances douteuses et autres provisions	37 512		37 512
Transfert	17 840 924	(112 363)	17 728 561
Affectation à un fonds spécial	25 000		25 000
Service de la dette			
Total	18 078 475	(106 153)	17 972 322

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
4 581	16 463 659	25 000			14 365		181 405	
32 932	1 377 265						29 285	
								6 210
								(112 363)
37 512	17 840 924	25 000	-		14 365	-	210 690	(106 153)

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Administration				
Votés	187 149			
Permanents	10			
	187 158	-	-	
Programme 2 - Soutien aux organismes				
Votés	92 757			
Permanents				
	92 757	-	-	
Programme 3 - Aide financière aux études				
Votés	957 454			
Permanents	6 000			
	963 454	-	-	
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire				
Votés	9 940 692			
Permanents				
	9 940 692	-	-	
Programme 5 - Enseignement supérieur				
Votés	5 559 798			
Permanents				
	5 559 798	-	-	
Programme 6 - Développement du loisir et du sport				
Votés	81 756			
Permanents				
	81 756	-	-	
Programme 7 - Régimes de retraite				
Votés				
Permanents	1 194 088			
	1 194 088	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	16 819 605			
Permanents	1 200 098			
Total	18 019 703	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				9 594				196 743
						19		29
-	-	-		9 594		19		196 772
				46 424				139 181
-	-	-		46 424		-		139 181
				(83 050)		26 932		874 404
-	-	-		(83 050)		26 932		32 932
								907 335
				107 345				10 048 037
-	-	-		107 345		-		10 048 037
				52 978				5 612 776
-	-	-		52 978		-		5 612 776
				2 985				84 742
-	-	-		2 985		-		84 742
						212 462		1 406 550
-	-	-		-		212 462		1 406 550
				136 277		239 413		16 955 882
-	-	-		136 277		239 413		1 439 511
								18 395 393

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration			
Autres	7 016	60	
	<u>7 016</u>	<u>60</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Soutien aux organismes			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	28 008		
Institut national des mines	970		
Programme d'action communautaire	27 351		
Autres	77 569	6	
	<u>133 898</u>	<u>6</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	668 207		
Intérêts et remboursements aux banques	50 618		
Autres	12 402		
	<u>731 228</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	6 044		
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	8 296 299		
Enseignement privé	492 120		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	30 058		
Variation à la hausse (baisse) de provisions			
Service de la dette des commissions scolaires	891 052		
Transport scolaire	332 464		
	<u>10 048 037</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Cégeps	1 878 221		
Enseignement privé au collégial	121 392		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	40 225		
Variation à la hausse (baisse) de provisions			
Service de la dette des cégeps	230 395		
Service de la dette des universités	377 068		
Universités	2 940 475		
	<u>5 587 776</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
3 540	13	3 241			6 854	4 490
3 540	13	3 241	-	-	6 854	4 490
				28 008	28 008	26 842
				970	970	970
		27 351			27 351	27 351
10 154		65 685		1 364	77 209	31 185
10 154	-	93 036	-	30 341	133 538	86 347
			657 235		657 235	633 176
			50 618		50 618	46 075
			11 565		11 565	11 511
-	-	-	719 419	-	719 419	690 762
		6 044			6 044	6 500
8 291 250					8 291 250	7 830 540
492 120					492 120	479 962
(111 367)					(111 367)	(84 874)
891 052					891 052	835 337
332 464					332 464	319 591
9 895 520	-	6 044	-	-	9 901 564	9 387 056
1 847 881		2 350			1 850 231	1 806 055
117 428					117 428	114 383
(996)					(996)	18 411
225 817					225 817	220 513
377 060					377 060	374 012
2 935 641					2 935 641	2 829 926
5 502 831	-	2 350	-	-	5 505 181	5 363 299

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	4 551		
Kino-Québec	2 314		
Promotion du loisir	15 757		5
Promotion du sport	29 845		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	31 665		
Autres	610		
	<u>84 742</u>	<u>-</u>	<u>5</u>
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	913 014		
Régime de retraite des enseignants	149 311		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	344 226		
	<u>1 406 550</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>17 999 246</u>	<u>66</u>	<u>5</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
			4 551		4 551	4 815
		2 314			2 314	3 640
451	381	14 921			15 757	15 721
428		29 417			29 845	26 367
		31 665			31 665	30 122
		610			610	463
879	381	78 927	4 551	-	84 742	81 126
913 014					913 014	894 222
120 026					120 026	148 852
344 226					344 226	176 549
1 377 265	-	-	-	-	1 377 265	1 219 624
16 790 188	394	183 597	723 969	30 341	17 728 561	16 832 705

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	14 192 023	13 925 208	13 202 327
Fonctionnement	1 435 731	1 431 862	1 368 682
Capital	1 034 478	1 034 478	1 002 256
Intérêt	391 033	391 033	402 362
Support	<u>945 981</u>	<u>945 981</u>	<u>857 078</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>17 999 246</u>	<u>17 728 561</u>	<u>16 832 705</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Support	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>	<u>25 000</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Régimes des eaux	1 691	1 633
	1 691	1 633
Autres		
Études de dossiers	36	78
	36	78
Total des droits et permis	1 727	1 711
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	101	92
Terres de l'État	748	687
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	257	255
Frais de vente et de location de terrains	836	909
Location et concessions	22 642	22 263
Frais d'inscription aux tirages au sort	126	120
Dossier éolien – Tarif annuel d'une réserve de superficie	55	212
Divers	22	51
	24 787	24 590
Intérêts		
Autres revenus	55	45
Paieement de redevances hydrauliques	332	331
	387	377
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois	1	
Divers	1	2
	2	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	122	97
	122	97
Total des revenus divers	25 298	25 065
Total des revenus autonomes	27 025	26 776
Total des revenus	27 025	26 776

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	100 542	95 910	4 632		
Permanents	21	21			
Ne nécessitant pas de crédits		3 335			
	<u>100 563</u>	<u>99 265</u>	<u>4 632</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>100 563</u>	<u>99 265</u>	<u>4 632</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Votés	100 542	95 910	4 632		
Permanents	21	21			
Ne nécessitant pas de crédits		3 335			
Total	<u>100 563</u>	<u>99 265</u>	<u>4 632</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	95 930	99 265			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	207		207		
Immobilisations en ressources informationnelles	4 425		4 425		
Total	<u>100 563</u>	<u>99 265</u>	<u>4 632</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement						
1. Ressources énergétiques	25 740				3 432	556
Permanents(1)	11					
2. Ressources minérales	22 065			294	2 636	9 963
Amortissement des immobilisations						
3. Direction du Ministère et services partagés	39 426			4 132	26 840	8 247
Permanents(2)	10					10
Amortissement des immobilisations						
4. Territoire	13 311		207		8 245	4 659
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	100 563	-	207	4 425	41 155	23 434
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	100 542		207	4 425	41 155	23 424
Permanents	21					10
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	100 563	-	207	4 425	41 155	23 434

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	41 155		41 155
Fonctionnement	23 434	3 343	26 777
Créances douteuses et autres provisions	11	(8)	3
Transfert	24 440		24 440
Affectation à un fonds spécial	6 891		6 891
Service de la dette			
Total	95 930	3 335	99 265

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer le développement, la connaissance et la mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minières dans une perspective de développement durable. Il vise également à offrir les services administratifs dans les domaines de la gestion des ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis sa création le 24 avril 2014.

11	19 533	2 218						
	4 500	4 673						151
	207							
								2 755
	200							
								438
								(8)
11	24 440	6 891	-	-	-	-	-	3 335

11	24 440	6 891						
								3 343
								(8)
11	24 440	6 891	-	-	-	-	-	3 335

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles				
Votés	74 111			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>74 121</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	74 111			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>74 121</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
733				25 697				100 542
						11		21
<u>733</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>25 697</u>		<u>11</u>		<u>100 563</u>
733				25 697				100 542
						11		21
<u>733</u>	<u>-</u>	<u>-</u>		<u>25 697</u>		<u>11</u>		<u>100 563</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Enfouissement des fils électriques	2 188		
Autres	22 252	5 320	
	24 440	5 320	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	24 440	5 320	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
	2 188				2 188	2 178
13	205	1 587		15 127	22 252	1 820
13	2 393	1 587	-	15 127	24 440	3 998
13	2 393	1 587	-	15 127	24 440	3 998

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Capital	1 843	1 843	1 794
Intérêt	345	345	384
Support	<u>22 252</u>	<u>22 252</u>	<u>1 820</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>24 440</u>	<u>24 440</u>	<u>3 998</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	4 990	4 990	4 947
Fonctionnement	1 107	1 107	1 107
Intérêt	<u>794</u>	<u>794</u>	<u>674</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>6 891</u>	<u>6 891</u>	<u>6 729</u>

FAMILLE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Émission de permis pour les services de garde	260	283
Renouvellement de permis pour les services de garde	237	362
Honoraires – Dossiers publics	16 523	16 164
Honoraires – Dossiers privés	57	37
	17 076	16 846
Total des droits et permis	17 076	16 846
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	30	2
	30	2
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	50	62
Divers	8	2
	58	65
Amendes et confiscations		
Pénalités	299	357
	299	357
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	294	454
Subventions d'années antérieures	332	1 197
Aide financière de dernier recours	157	
	783	1 651
Total des revenus divers	1 170	2 074
Total des revenus autonomes	18 246	18 919
Total des revenus	18 246	18 919

FAMILLE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	65 919	57 482	2 939	5 498	
Permanents	19	16		3	
Ne nécessitant pas de crédits		2 300			
	<u>65 938</u>	<u>59 798</u>	<u>2 939</u>	<u>5 501</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	2 404 236	2 393 877		10 359	
Permanents	100	55		45	
Ne nécessitant pas de crédits		(107)			
	<u>2 404 336</u>	<u>2 393 826</u>	<u>-</u>	<u>10 404</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Condition des aînés					
Votés	26 565	20 275		6 291	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>26 565</u>	<u>20 275</u>	<u>-</u>	<u>6 291</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Votés	48 298	42 983	3 184	2 131	
Permanents	16 100	16 022		78	
Ne nécessitant pas de crédits		8 485			
	<u>64 398</u>	<u>67 489</u>	<u>3 184</u>	<u>2 209</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 561 237</u>	<u>2 541 387</u>	<u>6 123</u>	<u>24 405</u>	<u>-</u>
 Votés	2 545 018	2 514 617	6 123	24 279	
Permanents	16 219	16 093		126	
Ne nécessitant pas de crédits		10 678			
Total	<u>2 561 237</u>	<u>2 541 387</u>	<u>6 123</u>	<u>24 405</u>	<u>-</u>
 Dépenses	2 551 902	2 541 387		21 192	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	2		1	2	
Immobilisations tangibles	200		1	199	
Immobilisations en ressources informationnelles	9 133		6 121	3 012	
Total	<u>2 561 237</u>	<u>2 541 387</u>	<u>6 123</u>	<u>24 405</u>	<u>-</u>

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS			
			Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Planification, recherche et administration					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Planification, recherche et administration	65 919	1		2 938	34 337	13 762
Permanents(1)	19					16
Amortissement des immobilisations						
Total	65 938	1	-	2 938	34 337	13 778

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Mesures d'aide à la famille

1. Gestion des services à la famille	15 723					1 247
Permanents(1)	53					
2. Entente avec le Gouvernement de la nation Crie	18 285					
3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	38 211					
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	90 911					
5. Soutien aux enfants	30 539					30 433
Variation à la baisse de provisions						
6. Organismes communautaires	19 801					
7. Régimes d'assurance collective et de congés de maternité	34 569					

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles, des enfants et des aînés, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère. Enfin, ce programme est responsable de la coordination de la mise en oeuvre et du suivi des engagements pris relativement à la lutte contre l'intimidation.

	9 383			150		5 348	
						3	
							2 300
-	9 383	-	-	150	-	5 351	2 300

Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il procure les ressources nécessaires pour le financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles, le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des services de haltes-garderies communautaires. Il assure également le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Enfin, il finance l'administration du programme de Soutien aux enfants offert sous forme d'un crédit d'impôt remboursable.

	8 604					5 872	
52						1	
		18 285					
		36 915				1 296	
		90 911					
	14					92	
							(107)
	19 690					111	
		34 569					

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2 (suite)						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Mesures d'aide à la famille						

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 3
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Condition des aînés

1. Secrétariat aux aînés	26 565					3 926
Total	26 565	-	-	-	-	3 926

PROGRAMME 4
Mission : Soutien aux personnes et aux familles

Curateur public

1. Curateur public	48 298		1	3 183	32 513	10 470
Permanents(1)	100					
Permanents(2)	16 000				15 360	640
Amortissement des immobilisations						
Total	64 398	-	1	3 183	47 873	11 110

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour but de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il procure les ressources nécessaires pour le financement des dépenses de fonctionnement des centres de la petite enfance (CPE), des garderies subventionnées et des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC), ainsi que les subventions aux personnes responsables d'un service de garde en milieu familial. Il finance aussi les infrastructures des CPE et les régimes de retraite et d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des BC et des garderies subventionnées. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles, le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des services de haltes-garderies communautaires. Il assure également le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Enfin, il finance l'administration du programme de Soutien aux enfants offert sous forme d'un crédit d'impôt remboursable.

		1 141 296				789	
3						44	
		463 090				512	
		548 823		1 661		26	
55	28 308	2 333 889	-	1 661	-	8 743	(107)

Ce programme a pour objectif de favoriser le vieillissement actif au sein de la société québécoise. Il vise à planifier, conseiller, concerter et soutenir des politiques ou mesures propices à combattre les préjugés, à favoriser la participation, la santé et la sécurité des personnes âgées, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité. Il a également pour objectif de mettre en place des mesures permettant de lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées et de soutenir de façon particulière les personnes âgées plus vulnérables.

	16 348			210		6 081	
-	16 348	-	-	210	-	6 081	-

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés incapables.

						2 131	
22						78	
							8 485
22	-	-	-	-	-	2 209	8 485

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	2 545 018	1	1	6 121	66 850	59 838
Permanents	16 219				15 360	656
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	2 561 237	1	1	6 121	82 209	60 495

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	82 209		82 209
Fonctionnement	60 495	10 784	71 279
Créances douteuses et autres provisions	77	(107)	(29)
Transfert	54 040		54 040
Affectation à un fonds spécial	2 333 889		2 333 889
Service de la dette			
Total	2 530 710	10 678	2 541 387

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
77	54 040	2 333 889			2 021		22 258 126	10 784 (107)
77	54 040	2 333 889	-		2 021	-	22 384	10 678

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Planification, recherche et administration				
Votés	67 618			
Permanents	19			
	67 638	-	-	
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille				
Votés	2 185 676		213 000	
Permanents	100			
	2 185 776	-	213 000	
Programme 3 - Condition des aînés				
Votés	29 482			
Permanents				
	29 482	-	-	
Programme 4 - Curateur public				
Votés	48 298			
Permanents	100			
	48 398	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	2 331 074		213 000	
Permanents	219			
Total	2 331 293	-	213 000	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 699)				65 919
								19
-	-	-		(1 699)		-		65 938
				5 560				2 404 236
								100
-	-	-		5 560		-		2 404 336
				(2 917)				26 565
-	-	-		(2 917)		-		26 565
		16 000						48 298
								16 100
-	-	16 000		-		-		64 398
		16 000		945				2 545 018
								16 219
-	-	16 000		945		-		2 561 237

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Pédiatrie sociale	5 000		
Autres	5 144	14	
	<u>10 144</u>	<u>14</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Autres mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance	673		
Autres mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial	5 802		
Haltes-garderies	4 000		
Organismes communautaires - famille	19 801		
Autres	2 187	4	
	<u>32 463</u>	<u>4</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Condition des aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	2 625	10	1 100
Politique Vieillir et vivre ensemble	19 136	83	286
Autres	160	4	
	<u>21 920</u>	<u>96</u>	<u>1 386</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>64 527</u>	<u>114</u>	<u>1 386</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
		5 000			5 000	5 000
212	155	4 003			4 383	2 920
212	155	9 003	-	-	9 383	7 920
		2 436	797		3 234	1 459
		3 977			3 977	2 473
		19 690			19 690	5 993
	1 020	370	14		1 408	37 757
-	1 020	26 473	812	-	28 308	2 718
250		34			1 394	50 399
550	1 837	12 039			14 795	964
	2	155			160	31 277
800	1 839	12 227	-	-	16 348	120
1 011	3 014	47 702	812	-	54 040	32 361
						90 679

FAMILLE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Fonctionnement	10		
Support	<u>64 517</u>	<u>54 040</u>	<u>90 679</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>64 527</u>	<u>54 040</u>	<u>90 679</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Capital	28 794	27 564	25 282
Intérêt	11 553	11 387	11 108
Support	<u>2 297 826</u>	<u>2 294 937</u>	<u>2 277 206</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 338 173</u>	<u>2 333 889</u>	<u>2 313 596</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs – Fonds des services de santé	7 233 402	6 943 505
Cotisations des particuliers – Fonds des services de santé	<u>273 016</u>	<u>266 461</u>
	7 506 418	7 209 966
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	<u>7 506 418</u>	<u>7 209 966</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts – Sociétés d'état	214 712	217 453
Honoraires sur garantie gouvernementale	(1 992)	9 409
Divers	<u>4</u>	<u>4</u>
	212 720	226 866
Intérêts		
Comptes de banque	344	62
Gains (pertes) de change sur prêts et avances en devises étrangères	(3 319)	1 271
Dividendes	<u>10 593</u>	<u>6 677</u>
	7 618	8 010
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	8 626	2 230
Produits de la criminalité	<u>4 292</u>	<u>2 626</u>
	12 918	4 856
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	32 454	24 321
Subventions d'années antérieures	<u>1 728</u>	<u>1 385</u>
	34 183	25 706
Total des revenus divers	<u>267 438</u>	<u>265 438</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
Hydro-Québec	1 702 000	1 982 000
Loto-Québec	1 310 467	1 205 551
Société des alcools du Québec	1 113 664	1 085 691
Total des revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	4 126 131⁽¹⁾	4 273 242
Total des revenus autonomes	11 899 987	11 748 646
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	11 080 593 ⁽²⁾	10 029 874
Transferts pour la santé	6 096 267 ^(A)	5 946 427
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 647 780 ^(B)	1 634 742
Autres programmes	(246 448) ^(C)	(410 179)
Total des transferts du gouvernement fédéral	18 578 191	17 200 864
Total des revenus	30 478 178	28 949 510

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

(1) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 5 092 342 k\$ en 2017-2018 (4 898 992 k\$ en 2016-2017). Le détail est présenté à l'annexe 8, « Participations dans les entreprises du gouvernement », du volume 1 des Comptes publics 2017-2018. Cette quote-part du gouvernement inclut une somme de 433 000 k\$ en 2017-2018 (164 000 k\$ en 2016-2017) affectée au Fonds des générations.

(2) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par la hausse de l'enveloppe canadienne de péréquation, liée à la croissance du PIB nominal canadien, et par la diminution de la part du Québec, parmi les provinces bénéficiaires, aux assiettes de l'impôt sur le revenu des particuliers, des taxes à la consommation et des impôts fonciers.

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
A) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
Année courante	8 426 798	8 277 653
Révisions des années antérieures	<u>975</u>	<u>(6 971)</u>
	<u>8 427 773</u>	<u>8 270 682</u>
Transferts fiscaux		
Révisions des années antérieures	<u></u>	<u>4 907</u>
	<u></u>	<u>4 907</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(2 476 587)	(2 365 533)
Révisions des années antérieures	<u>76 244</u>	<u>36 371</u>
	<u>(2 400 343)</u>	<u>(2 329 162)</u>
	<u>6 027 430</u>	<u>5 946 427</u>
Fonds ciblés hors TCS	<u>68 836</u>	<u></u>
	<u>6 096 267</u>	<u>5 946 427</u>
B) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
Année courante	3 118 597	3 063 401
Révisions des années antérieures	<u>361</u>	<u>(1 108)</u>
	<u>3 118 958</u>	<u>3 062 293</u>
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(1 517 908)	(1 449 843)
Révisions des années antérieures	<u>46 730</u>	<u>22 292</u>
	<u>(1 471 178)</u>	<u>(1 427 551)</u>
	<u>1 647 780</u>	<u>1 634 742</u>

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
C) Autres programmes		
Transfert fiscal – Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(852 658)	(829 121)
Programme canadien de prêts aux étudiants	372 949 ⁽¹⁾	303 280
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	68 466	65 128
Droit de retrait des Infrastructures sociales (Petite enfance)	87 447 ⁽²⁾	
Autres	<u>77 349</u>	<u>50 534</u>
	<u>(246 448)</u>	<u>(410 179)</u>

(1) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par les bonifications du gouvernement fédéral annoncées dans son budget de mars 2016, s'appliquant à partir de l'exercice 2017-2018.

(2) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique par la signature, en 2017-2018, de l'accord de mise en oeuvre Canada-Québec sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction du Ministère					
Votés	180 056	179 504	551	1	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		(7 926)			
	<u>180 066</u>	<u>171 588</u>	<u>551</u>	<u>1</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Votés	107 531	51 531	144	55 856	
Permanents	9 493	7 947		1 546	
Ne nécessitant pas de crédits		66			
	<u>117 023</u>	<u>59 543</u>	<u>144</u>	<u>57 401</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Service de la dette					
Votés	4 000	2 526		1 474	
Permanents	7 818 000	7 191 568		626 432	
Ne nécessitant pas de crédits		(49 423)			
	<u>7 822 000</u>	<u>7 144 670</u>	<u>-</u>	<u>627 907</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>8 119 089</u>	<u>7 375 802</u>	<u>695</u>	<u>685 309</u>	<u>-</u>
Votés	291 587	233 561	695	57 330	
Permanents	7 827 502	7 199 524		627 978	
Ne nécessitant pas de crédits		(57 283)			
Total	<u>8 119 089</u>	<u>7 375 802</u>	<u>695</u>	<u>685 309</u>	<u>-</u>
Dépenses	8 117 122	7 375 802		684 037	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	1 265			1 264	
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>703</u>		<u>695</u>	<u>7</u>	
Total	<u>8 119 089</u>	<u>7 375 802</u>	<u>695</u>	<u>685 309</u>	<u>-</u>

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice						
Direction du Ministère						
1. Direction et services à la gestion	167 468			551	12 806	78 367
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
2. Institut de la statistique du Québec	12 588					
Total	180 066	-	-	551	12 806	78 376

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
1.	Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	15 428			13 917	660	
2.	Financement, gestion de la dette et opérations financières	7 253		144	6 305	400	
3.	Frais de services bancaires Permanents(1)	9 493				7 947	
4.	Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale Amortissement des immobilisations	15 965			12 273	137	
5.	Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	18 340				7 061	
6.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	10 546					
7.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé	40 000					
Total		117 023	-	-	144	32 494	16 205

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.

	75 743						1	
								377 (8 303)
	12 588							
-	88 331	-	-	-	-	1	(7 926)	

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

							851	
							404	
							1 546	
							3 555	
								66
	10 779			500				
							10 546	
							40 000	
-	10 779	-	-	500	-	56 901	66	

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3		Service de la dette				
Mission : Service de la dette						
1. Service de la dette directe						
Permanents(1)	5 815 000					
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite						
Permanents(2)	2 003 000					
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants	4 000					
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Total	7 822 000	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur la dette de 5 971 473 k\$ réduit de revenus de 549 293 k\$ dont 368 161 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

(4) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite de 6 137 106 k\$ réduit de revenus de 4 367 718 k\$ dont 4 285 985 k\$ proviennent du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

(5) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêt sur le régime de rentes de conjoints survivants de 26 375 k\$ réduit de revenus de 23 849 k\$ provenant du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladies accumulés de 27 806 k\$ réduit de revenus de 77 229 k\$ provenant du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
				5 422 180 ⁽³⁾			392 820	
				1 769 387 ⁽⁴⁾			233 613	
				2 526 ⁽⁵⁾			1 474	
								(49 423) ⁽⁶⁾
-	-	-	7 194 093	-	-	627 907	(49 423)	

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	291 587			695	45 300	86 625
Permanents	7 827 502					7 956
Amortissement des immobilisations						
Excédent des revenus imputés à l'encontre du service de la dette						
Variation à la baisse de provisions						
Total	8 119 089	-	-	695	45 300	94 581

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	45 300		45 300
Fonctionnement	94 581	443	95 024
Créances douteuses et autres provisions		(8 303)	(8 303)
Transfert	99 110		99 110
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	7 194 093	(49 423)	7 144 670
Total	7 433 085	(57 283)	7 375 802

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	99 110		2 526		500		56 830	
			7 191 568				627 978	
								443
								(49 423)
								(8 303)
-	99 110	-	7 194 093		500	-	684 809	(57 283)

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Direction du Ministère				
Votés	42 020			
Permanents	10			
	42 030	-	-	
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement				
Votés	150 493			
Permanents	9 493			
	159 986	-	-	
Programme 3 - Service de la dette				
Votés	4 000			
Permanents	7 818 000			
	7 822 000	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	196 513			
Permanents	7 827 502			
Total	8 024 016	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				138 036				180 056
								10
-	-	-		138 036		-		180 066
				(42 963)				107 531
								9 493
-	-	-		(42 963)		-		117 023
								4 000
								7 818 000
-	-	-		-		-		7 822 000
				95 073				291 587
								7 827 502
-	-	-		95 073		-		8 119 089

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Direction du Ministère			
Institut de la statistique du Québec	12 588		
Autres	75 743	73 150	
	<u>88 332</u>	<u>73 150</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	2 580		
Modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé	40 000		
Autres	11 279	3 884	
	<u>53 859</u>	<u>3 884</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>142 191</u>	<u>77 034</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
<u>Commissions scolaires et établissements d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> =	<u>Total 2018</u>	<u>Total 2017</u>
				12 588	12 588	12 411
		293		2 300	75 743	11 443
-	-	293	-	14 888	88 331	23 854
1 300		5 595			10 779	5 982
1 300	-	5 595	-	-	10 779	5 982
1 300	-	5 888	-	14 888	99 110	29 836

FINANCES**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	10 061	10 061	10 061
Fonctionnement	2 527	2 527	2 350
Support	<u>129 602</u>	<u>86 522</u>	<u>17 425</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>142 191</u>	<u>99 110</u>	<u>29 836</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	450	
Permis de chasse, pêche et piégeage	38 590	38 418
Permis commerciaux et particuliers	255	255
Droits pour activités commerciales	1 139	1 115
	40 435	39 789
Total des droits et permis	40 435	39 789
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	270	413
Protection des forêts	2 025	3 613
Location et concessions	50	50
Divers	18	1
	2 363	4 078
Intérêts		
Autres revenus	351	535
Divers	38	40
	389	576
Amendes et confiscations		
Pénalités	287	326
Divers	1	1
	288	327
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	79	479
	79	479
Total des revenus divers	3 119	5 459
Total des revenus autonomes	43 554	45 249
Total des revenus	43 554	45 249

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Forêts					
Votés	432 492	422 856	9 636		
Permanents	25 030	21 159		3 871	
Ne nécessitant pas de crédits		3 540			
	<u>457 522</u>	<u>447 555</u>	<u>9 636</u>	<u>3 871</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Faune et Parcs					
Votés	160 671	155 857	4 814		
Permanents	75	57		18	
Ne nécessitant pas de crédits		5 923			
	<u>160 746</u>	<u>161 838</u>	<u>4 814</u>	<u>18</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>618 268</u>	<u>609 393</u>	<u>14 450</u>	<u>3 888</u>	<u>-</u>
Votés	593 163	578 714	14 450		
Permanents	25 105	21 216		3 888	
Ne nécessitant pas de crédits		9 463			
Total	<u>618 268</u>	<u>609 393</u>	<u>14 450</u>	<u>3 888</u>	<u>-</u>
Dépenses	603 818	609 393		3 888	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	8		8		
Immobilisations tangibles	13 762		13 762		
Immobilisations en ressources informationnelles	680		680		
Total	<u>618 268</u>	<u>609 393</u>	<u>14 450</u>	<u>3 888</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1		Forêts				
Mission : Économie et environnement						
1. Ressources forestières	250 238					
Permanents(1)	20					
Permanents(2)	25 000					21 129
Variation à la baisse de provisions						
2. Forestier en chef	4 404		38		3 862	503
Amortissement des immobilisations						
3. Direction du Ministère	18 526			7	4 978	13 191
Permanents(3)	10					10
Amortissement des immobilisations						
4. Opérations régionales	159 323		9 021	570	73 884	13 024
Amortissement des immobilisations						
Total	457 522	-	9 059	577	82 724	47 857

(1) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).

(2) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).

(3) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2
Mission : Économie et environnement

		Faune et Parcs				
1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	112 911	8	2 927	103	48 106	27 358
Permanents(1)	66					
Amortissement des immobilisations						
2. Gestion des parcs	47 760		1 775		1 124	13 730
Permanents(1)	9					
Amortissement des immobilisations						
Total	160 746	8	4 703	103	49 230	41 089

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
		250 238						
	20						3 871	(863)
								2
	350							
								7
	20 406	42 420						
								4 393
-	20 776	292 658	-		-	-	3 871	3 540

Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.

		34 409						
49							18	4 102
	31 130							
9								1 821
57	65 539	-	-		-	-	18	5 923

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	593 163	8	13 762	680	131 954	67 807
Permanents	25 105					21 139
Amortissement des immobilisations						
Variation à la baisse de provisions						
Total	618 268	8	13 762	680	131 954	88 946

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	131 954		131 954
Fonctionnement	88 946	10 326	99 272
Créances douteuses et autres provisions	57	(863)	(806)
Transfert	86 314		86 314
Affectation à un fonds spécial	292 658		292 658
Service de la dette			
Total	599 930	9 463	609 393

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
57	86 294 20	292 658				3 888	10 326 (863)
57	86 314	292 658	-	-	-	3 888	9 463

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES		CRÉDITS INITIAUX			+
		<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
			<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Forêts					
Votés		326 325			
Permanents		<u>25 030</u>			
		<u>351 355</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Faune et Parcs					
Votés		127 335			
Permanents		<u>75</u>			
		<u>127 410</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés		453 660			
Permanents		<u>25 105</u>			
Total		<u>478 764</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				106 167				432 492
								25 030
-	-	-		106 167		-		457 522
10 277				23 059				160 671
								75
10 277	-	-		23 059		-		160 746
10 277				129 226				593 163
								25 105
10 277	-	-		129 226		-		618 268

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Forêts			
Prêts forestiers	20		
Autres	20 756		
	<u>20 776</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Faune et Parcs			
Société des établissements de plein air du Québec	30 571		
Autres	34 968	132	
	<u>65 539</u>	<u>132</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>86 314</u>	<u>132</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
				20	20	20
51	10 098	10 604		2	20 756	10 600
51	10 098	10 604	-	22	20 776	10 620
				30 571	30 571	31 100
369	313	32 978	44	1 132	34 968	3 350
369	313	32 978	44	31 703	65 539	34 450
420	10 412	43 582	44	31 725	86 314	45 070

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2018	2017
Capital	19 213	19 213	18 955
Intérêt	5 544	5 544	6 081
Support	61 557	61 557	20 034
TOTAL DU PORTEFEUILLE	86 314	86 314	45 070

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2018	2017
Rémunération	58 266	58 266	57 295
Fonctionnement	77 459	77 459	76 863
Intérêt	2 367	2 367	2 400
Support	154 566	154 566	90 392
TOTAL DU PORTEFEUILLE	292 658	292 658	226 949

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Certificat de sélection – Ressortissants étrangers	38 837 ⁽¹⁾	50 269
Demande d'engagement d'un garant – Ressortissants étrangers	2 602	4 218
Demande d'un employeur relative à un emploi	1 189	921
Consultant en immigration	174	382
Certificat d'acceptation – Travailleurs étrangers	3 591	2 955
Certificat d'acceptation – Étudiants étrangers	7 183	5 752
	53 577	64 497
Total des droits et permis	53 577	64 497
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 326	1 315
Divers	7	7
	1 333	1 321
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	141	429
Divers	22	31
	163	460
Total des revenus divers	1 496	1 781
Total des revenus autonomes	55 074	66 278
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	490 253 ⁽²⁾	378 213
	490 253	378 213
Total des transferts du gouvernement fédéral	490 253	378 213
Total des revenus	545 327	444 491

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

(1) La diminution des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par le fait qu'aucune période de réception des demandes des ressortissants étrangers n'a été ouverte pour l'exercice 2017-2018 pour la catégorie Travailleurs qualifiés.

(2) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique par l'indexation des transferts reçus dans le cadre de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Immigration, Diversité et Inclusion					
Votés	227 530	216 432	3 948	7 151	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 040			
	<u>227 540</u>	<u>220 481</u>	<u>3 948</u>	<u>7 151</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>227 540</u>	<u>220 481</u>	<u>3 948</u>	<u>7 151</u>	<u>-</u>
Votés	227 530	216 432	3 948	7 151	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 040			
Total	<u>227 540</u>	<u>220 481</u>	<u>3 948</u>	<u>7 151</u>	<u>-</u>
Dépenses	216 949	220 481		508	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	86			86	
Immobilisations tangibles	300		38	262	
Immobilisations en ressources informationnelles	10 205		3 910	6 295	
Total	<u>227 540</u>	<u>220 481</u>	<u>3 948</u>	<u>7 151</u>	<u>-</u>

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Éducation et culture						
Immigration, Diversité et Inclusion						
1. Direction et administration	43 103		38	3 910	15 520	16 649
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Services d'immigration, de francisation et de pleine participation	154 075				53 616	27 781
3. Orientations, planification et reddition de comptes	30 352				8 681	2 735
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants						
Total	227 540	-	38	3 910	77 817	47 175

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	227 530		38	3 910	77 817	47 165
Permanents	10					10
Amortissement des immobilisations						
Total	227 540	-	38	3 910	77 817	47 175

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	77 817		77 817
Fonctionnement	47 175	4 040	51 214
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	91 450		91 450
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	216 441	4 040	220 481

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer une sélection de l'immigration en adéquation avec les besoins du Québec, tout en favorisant une société francophone et inclusive qui vise la pleine participation des personnes immigrantes.

	244						6 741	
								4 040
	72 573						105	
	18 633						304	
-	91 450	-	-	-	-	7 151		4 040
	91 450					7 151		
								4 040
-	91 450	-	-	-	-	7 151		4 040

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion				
Votés	312 057			
Permanents	10			
	312 067	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	312 057			
Permanents	10			
Total	312 067	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ ,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
45 942				(130 469)				227 530
								10
45 942	-	-		(130 469)		-		227 540
45 942				(130 469)				227 530
								10
45 942	-	-		(130 469)		-		227 540

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion			
Programme Accès aux ordres professionnels	2 712		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	24 030		
Programme Mobilisation-Diversité	27 462		
Programme Réussir l'intégration	18 967	95	
Programme Soutien à la mission	1 880		
Autres	16 605		
	91 656	95	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	91 656	95	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
		2 580			2 580	1 755
			23 981		23 981	19 409
	17 290	10 164			27 455	6 688
	23	16 803	2 046		18 967	19 733
		1 880			1 880	1 287
	23	16 564			16 587	948
-	17 336	47 992	26 027	-	91 450	49 820
-	17 336	47 992	26 027	-	91 450	49 820

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Support	<u>91 656</u>	<u>91 450</u>	<u>49 820</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>91 656</u>	<u>91 450</u>	<u>49 820</u>

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	394	408
Studio de santé	152	121
Commerçants – Véhicules routiers	1 920	1 536
Agences de voyages	632	645
Conseillers en voyage	416	397
Certificat d'exemption	96	115
Divers	60	49
	3 670	3 271
Total des droits et permis	3 670	3 271
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	346	373
Recouvrements de tiers	173	241
Actes judiciaires	42 295	47 708
Actes juridiques	35 525	35 679
Divers	40	46
	78 378	84 046
Intérêts		
Divers	1	44
	1	44
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	248	1 030
Contributions pénales	15 595	10 823
Infractions au Code de la sécurité routière	47 934	51 984
Infractions au Code criminel	14 463	15 081
Infractions à diverses lois	43 644 ⁽¹⁾	33 353
Divers		2
	121 884	112 273
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	977	1 378
Surplus – Fonds spéciaux et organismes	380	438
Divers		2
	1 357	1 818
Total des revenus divers	201 620	198 181
Total des revenus autonomes	205 289	201 452

(1) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par l'augmentation des amendes imposées par l'Agence du revenu du Québec à la suite de l'intensification de la lutte à l'évasion fiscale et à la contrebande de cigarettes.

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	28 187	27 949
Conseillers juridiques auprès des autochtones	667	747
Informations concernant les sentences	52	57
Enregistrement des actions en divorce	32	29
Mesures québécoises de justice familiale	<u>2</u>	<u>211</u>
	<u>28 939</u>	<u>28 993</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>28 939</u>	<u>28 993</u>
Total des revenus	<u>234 228</u>	<u>230 445</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Activité judiciaire					
Votés	34 982	33 827	519	636	
Permanents	96 159	96 080		79	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>131 141</u>	<u>129 907</u>	<u>519</u>	<u>715</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration de la justice					
Votés	314 578	284 469	10 341	19 767	
Permanents	14 365	14 365			
Ne nécessitant pas de crédits		<u>12 904</u>			
	<u>328 943</u>	<u>311 738</u>	<u>10 341</u>	<u>19 767</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	14 342	14 303		40	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>14 342</u>	<u>14 303</u>	<u>-</u>	<u>40</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Accessibilité à la justice					
Votés	177 096	177 096			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>177 096</u>	<u>177 096</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	26 198	25 227	17	954	
Permanents		<u>330</u>			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>26 198</u>	<u>25 557</u>	<u>17</u>	<u>954</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	148 812	141 132	649	7 031	
Permanents		<u>1 097</u>			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>148 812</u>	<u>142 228</u>	<u>649</u>	<u>7 031</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	131 002	124 045		6 958	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>131 002</u>	<u>124 045</u>	<u>-</u>	<u>6 958</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>957 534</u>	<u>924 873</u>	<u>11 526</u>	<u>35 465</u>	<u>-</u>
Votés	716 008	676 054	11 526	28 428	
Permanents	241 526	234 489		7 037	
Ne nécessitant pas de crédits		<u>14 330</u>			
Total	<u>957 534</u>	<u>924 873</u>	<u>11 526</u>	<u>35 465</u>	<u>-</u>
Dépenses	936 152	924 873		25 608	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	43		39	4	
Immobilisations tangibles	3 172		794	2 379	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>18 167</u>		<u>10 694</u>	<u>7 473</u>	
Total	<u>957 534</u>	<u>924 873</u>	<u>11 526</u>	<u>35 465</u>	<u>-</u>

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Activité judiciaire				
Mission : Gouverne et justice						
1. Magistrature	3 610		452		2 566	415
Permanents(1)	93 344				89 609	3 735
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges						
Permanents(1)	2 612				382	2 230
3. Soutien à la magistrature	31 372		67		28 662	2 185
4. Comité sur la rémunération des juges						
Permanents(1)	204				27	97
Total	131 141	-	519	-	121 245	8 662

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

PROGRAMME 2 **Mission : Gouverne et justice** **Administration de la justice**

1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	168 685	39	126	813	56 918	100 870
2. Affaires juridiques et législatives	49 223				45 946	1 958
3. Direction, planification et services à l'organisation	84 292			9 308	42 397	21 222
Permanents(1)	28					28
Permanents(2)	6 330				6 330	
Permanents(3)	8 007					
Amortissement des immobilisations						
4. Traitement des infractions et perception des amendes	12 377			55	9 369	1 505
Total	328 943	39	126	10 177	160 961	125 582

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

							178	
							458	
							79	
-	-	-	-	-	-	-	715	-

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

							9 920	
							1 320	
	3 289	995		310			6 771	
8 007								12 904
							1 447	
8 007	3 289	995	-	310	-		19 457	12 904

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

		CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
			Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3							
Mission : Gouverne et justice			Justice administrative				
1.	Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	13 864					
2.	Conseil de la justice administrative	478				288	150
Total		14 342	-	-	-	288	150
PROGRAMME 4			Accessibilité à la justice				
Mission : Soutien aux personnes et aux familles							
1.	Commission des services juridiques	177 096					
Total		177 096	-	-	-	-	-
PROGRAMME 5			Autres organismes relevant du ministre				
Mission : Gouverne et justice							
1.	Office de la protection du consommateur Amortissement des immobilisations	10 884			17	8 069	2 554
2.	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse Amortissement des immobilisations	15 314				11 656	2 844
Total		26 198	-	-	17	19 725	5 398

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

							40	
-	-	13 864	-	-	-	-	40	-

Ce programme vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice.

	177 096							
-	177 096	-	-	-	-	-	-	-

Ce programme comprend deux organismes budgétaires à savoir, l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1) et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12).

	105					139		218
						814		
-	105	-	-	-	-	954		112
								330

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6						
Mission : Gouverne et justice						
Poursuites criminelles et pénales						
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	148 812		149	500	111 080	30 052
Amortissement des immobilisations						
Total	148 812	-	149	500	111 080	30 052
PROGRAMME 7						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Indemnisation et reconnaissance						
1. Indemnisation des victimes d'actes criminels						
Permanents(1)	129 755					16 572
2. Loi sur le civisme						
Permanents(2)	1 248					234
Total	131 002	-	-	-	-	16 806
(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).						
(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

							7 031	
								1 097
-	-	-	-	-	-		7 031	1 097

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

	106 225						6 958	
	1 014							
-	107 239	-	-	-	-		6 958	-

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	716 008	39	794	10 694	316 951	163 753
Permanents	241 526				96 348	22 895
Amortissement des immobilisations						
Total	957 534	39	794	10 694	413 299	186 649

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	413 299		413 299
Fonctionnement	186 649	14 330	200 979
Créances douteuses et autres provisions	8 007		8 007
Transfert	287 729		287 729
Affectation à un fonds spécial	14 860		14 860
Service de la dette			
Total	910 543	14 330	924 873

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	180 490	14 860			310		28 118	
8 007	107 239						7 037	
								14 330
8 007	287 729	14 860	-		310	-	35 155	14 330

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Activité judiciaire				
Votés	34 439			
Permanents	92 502			
	126 940	-	-	
Programme 2 - Administration de la justice				
Votés	312 884			
Permanents	11 062			
	323 945	-	-	
Programme 3 - Justice administrative				
Votés	14 342			
Permanents				
	14 342	-	-	
Programme 4 - Accessibilité à la justice				
Votés	177 296			
Permanents				
	177 296	-	-	
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre				
Votés	23 125			
Permanents				
	23 125	-	-	
Programme 6 - Poursuites criminelles et pénales				
Votés	144 963			
Permanents				
	144 963	-	-	
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance				
Votés	130 870			
Permanents				
	130 870	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	707 048			
Permanents	234 434			
Total	941 482	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				543				34 982
						3 657		96 159
-	-	-		543		3 657		131 141
				1 694				314 578
						3 303		14 365
-	-	-		1 694		3 303		328 943
								14 342
-	-	-		-		-		14 342
				(200)				177 096
-	-	-		(200)		-		177 096
2 916				157				26 198
2 916	-	-		157		-		26 198
				3 849				148 812
-	-	-		3 849		-		148 812
						132		131 002
-	-	-		-		132		131 002
2 916				6 044				716 008
						7 092		241 526
2 916	-	-		6 044		7 092		957 534

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	3 599		
	3 599	-	-
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Aide juridique	65 690		
Autres services juridiques	2 500		
Commission des services juridiques	108 906		
	177 096	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Bourse d'études	4		
Projets et partenariats stratégiques	126		
	130	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme	1 014		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	112 309		
	113 323	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	294 147	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
174	407	2 708			3 289	2 884
174	407	2 708	-	-	3 289	2 884
			65 690		65 690	68 027
			2 500		2 500	
				108 906	108 906	108 450
-	-	-	68 190	108 906	177 096	176 478
4					4	4
		101			101	110
4	-	101	-	-	105	114
			1 014		1 014	969
			106 225		106 225	107 950
-	-	-	107 239	-	107 239	108 919
178	407	2 809	175 429	108 906	287 729	288 395

JUSTICE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	89 538	89 538	89 375
Fonctionnement	19 021	19 021	18 728
Capital	347	347	347
Support	<u>185 241</u>	<u>178 823</u>	<u>179 944</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>294 147</u>	<u>287 729</u>	<u>288 395</u>

**DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	10 506	10 506	10 826
Fonctionnement	3 182	3 182	3 059
Capital	176	176	176
Support	<u>995</u>	<u>995</u>	<u>3 301</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>14 860</u>	<u>14 860</u>	<u>17 361</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations		1 500
	-	1 500
Intérêts		
Gains sur fluctuation de change	67	5
Divers	4	1
	71	7
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	64	35
Subventions d'années antérieures	90	33
	155	68
Total des revenus divers	225	1 575
Total des revenus autonomes	225	1 575
Total des revenus	225	1 575

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Affaires internationales					
Votés	141 532	120 029	3 880	17 623	
Permanents	703	703			
Ne nécessitant pas de crédits		2 898			
	<u>142 235</u>	<u>123 630</u>	<u>3 880</u>	<u>17 623</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>142 235</u>	<u>123 630</u>	<u>3 880</u>	<u>17 623</u>	<u>-</u>
Votés	141 532	120 029	3 880	17 623	
Permanents	703	703			
Ne nécessitant pas de crédits		2 898			
Total	<u>142 235</u>	<u>123 630</u>	<u>3 880</u>	<u>17 623</u>	<u>-</u>
Dépenses	122 225	123 630		1 492	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	2 611		2 611		
Immobilisations tangibles	16 949		880	16 069	
Immobilisations en ressources informationnelles	450		389	61	
Total	<u>142 235</u>	<u>123 630</u>	<u>3 880</u>	<u>17 623</u>	<u>-</u>

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1						
Mission : Économie et environnement						
1. Politiques et affaires francophones et multilatérales	40 734				2 714	563
2. Représentation du Québec à l'étranger	64 756	2 597	880	24	32 626	12 572
Amortissement des immobilisations						
3. Affaires bilatérales	13 043				4 716	623
4. Protocole et missions	3 159	6			2 240	882
5. Administration	19 839	7		365	10 923	7 819
Permanents(1)	703					703
Amortissement des immobilisations						
Total	142 235	2 611	880	389	53 220	23 162

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	141 532	2 611	880	389	53 220	22 459
Permanents	703					703
Amortissement des immobilisations						
Total	142 235	2 611	880	389	53 220	23 162

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	53 220		53 220
Fonctionnement	23 162	2 898	26 060
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	41 249		41 249
Affectation à un fonds spécial	3 102		3 102
Service de la dette			
Total	120 733	2 898	123 630

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	33 796	3 102					559	
							16 057	2 387
	7 344						360	
							31	
	108						617	
								511
-	41 249	3 102	-		-	-	17 623	2 898
	41 249	3 102					17 623	
								2 898
-	41 249	3 102	-		-	-	17 623	2 898

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Affaires internationales				
Votés	138 991			
Permanents	110			
	139 100	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	138 991			
Permanents	110			
Total	139 100	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ ,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				2 541				141 532
						594		703
-	-	-		2 541		594		142 235
				2 541				141 532
						594		703
-	-	-		2 541		594		142 235

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Affaires internationales			
Organismes voués à la jeunesse	4 600		
Politiques et affaires francophones et multilatérales	34 218	1 724	
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	2 971	57	2
Autres	113		
	<u>41 902</u>	<u>1 781</u>	<u>2</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>41 902</u>	<u>1 781</u>	<u>2</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
		2 084		2 516	4 600	4 565
621	20	28 256	296	2 881	33 796	19 578
911	16	1 389	49	320	2 744	2 474
3	1	97	8		108	109
1 535	36	31 826	352	5 717	41 249	26 727
1 535	36	31 826	352	5 717	41 249	26 727

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Support	41 902	41 249	26 727
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>41 902</u>	<u>41 249</u>	<u>26 727</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	109	109	114
Fonctionnement	20	20	13
Support	2 973	2 973	2 975
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>3 102</u>	<u>3 102</u>	<u>3 102</u>

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	22 869 590	22 691 852
Impôt des sociétés	6 094 107 ⁽¹⁾	5 273 303
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	28 963 698	27 965 155
Taxes à la consommation		
Ventes	18 128 628	16 890 373
Carburants	15 176	16 836
Tabac	884 022	914 916
Boissons alcooliques	134 378	122 630
Pari mutuel	1 714	1 832
Total des taxes à la consommation	19 163 918	17 946 586
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	42 267	42 311
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	976	893
Droit supplétif – Mutations immobilières	(57)	(487)
Divers	37	45
	43 223	42 761
Total des droits et permis	43 223	42 761
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	11 496	9 872
Perception – R.Q. – R.R.Q.	31 120	27 481
Frais de perception – Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	5 825	5 376
	48 441	42 728

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

(1) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par la hausse constatée du bénéfice net des sociétés.

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	233 700	204 745
Impôt sur les profits des sociétés et le capital	114 860	120 255
Taxe sur la vente	74 062	74 359
Taxe sur les carburants	6 053	224
Taxe sur le tabac	(3 412)	(5)
Droits sur les profits d'exploitation minière	4 990	11 063
Remise en retard de biens non réclamés	824	904
Divers	14	3
	<u>431 093</u>	<u>411 548</u>
Amendes et confiscations		
Aide aux victimes d'actes criminels	121	80
Dépôts judiciaires	538	127
Infractions aux lois fiscales	754	669
Pénalités	215 755	216 898
Frais – Chèques sans provision	<u>1 355</u>	<u>1 478</u>
	<u>218 523</u>	<u>219 253</u>
Recouvrements		
Contributions volontaires	<u>8 515</u>	<u>10 398</u>
	<u>8 515</u>	<u>10 398</u>
Total des revenus divers	<u>706 572</u>	<u>683 928</u>
Total des revenus autonomes	<u>48 877 411</u>	<u>46 638 431</u>
Total des revenus	<u>48 877 411</u>	<u>46 638 431</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 952	1 921
Ententes d'inscription avec les fabricants de médicaments	6 502	3 874
	8 454	5 795
Total des droits et permis	8 454	5 795
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités – Internes	437	6 759
Tierces responsabilités – Externes	337	1 305
Assurance-hospitalisation – Étrangers	2 432	1 550
Divers	2	
	3 208	9 614
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 775	783
Subventions d'années antérieures	13	4 544
	2 788	5 327
Donations de tiers		
Commandites et partenariats – Subventions et contributions tiers non apparentés	10	19
	10	19
Total des revenus divers	6 006	14 960
Total des revenus autonomes	14 460	20 755
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	29 768	29 752
	29 768	29 752
Total des transferts du gouvernement fédéral	29 768	29 752
Total des revenus	44 227	50 507

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Fonctions de coordination					
Votés	151 302	125 167	1 305	24 829	
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		784			
	<u>151 321</u>	<u>125 970</u>	<u>1 305</u>	<u>24 829</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Services dispensés à la population					
Votés	21 307 393	21 067 611		239 782	
Permanents	5 097 626	5 091 575		6 051	
Ne nécessitant pas de crédits		3 595			
	<u>26 405 019</u>	<u>26 162 780</u>	<u>-</u>	<u>245 833</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	12 859	12 095	73	690	
Permanents		33			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>12 859</u>	<u>12 128</u>	<u>73</u>	<u>690</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	10 825 352	10 407 328		418 024	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>10 825 352</u>	<u>10 407 328</u>	<u>-</u>	<u>418 024</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>37 394 550</u>	<u>36 708 207</u>	<u>1 379</u>	<u>689 376</u>	<u>-</u>
Votés	21 471 553	21 204 874	1 379	265 301	
Permanents	15 922 997	15 498 922		424 075	
Ne nécessitant pas de crédits		4 411			
Total	<u>37 394 550</u>	<u>36 708 207</u>	<u>1 379</u>	<u>689 376</u>	<u>-</u>
Dépenses	37 390 776	36 708 207		686 980	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles	195		18	177	
Immobilisations en ressources informationnelles	3 579		1 361	2 219	
Total	<u>37 394 550</u>	<u>36 708 207</u>	<u>1 379</u>	<u>689 376</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
PROGRAMME 1		Fonctions de coordination			
Mission : Santé et services sociaux					
1. Direction et gestion ministérielle	126 921			1 305	60 254
Permanents(1)	19				19
Amortissement des immobilisations					
2. Organisme-conseil	2 764				264
3. Activités nationales	21 617				1 513
Total	151 321	-	-	1 305	60 518

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2
Mission : Santé et services sociaux

Services dispensés à la population

1. Santé publique	393 077
Consommation de stocks	
2. Services généraux - Activités cliniques et d'aide	833 882
3. Soutien à l'autonomie des personnes âgées	3 778 589
4. Déficience physique	590 126
5. Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	1 002 747
6. Jeunes en difficulté	1 300 006
7. Dépendances	113 428
8. Santé mentale	1 206 865

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à procurer au Ministère ainsi qu'à l'organisme-conseil les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux.

							21 817	
								784
	44						1 969	
	19 061						1 043	
-	19 105	-	-	-	-		24 829	784

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

393 077								19
833 882								
3 778 589								
590 126								
1 002 747								
1 300 006								
113 428								
1 206 865								

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 2 (suite)						
Mission : Santé et services sociaux						
Services dispensés à la population						
9. Santé physique	4 802 299					
Permanents(1)	3 753 209					
Permanents(2)	10 425					
Permanents(3)	37					
Consommation de stocks						
10. Administration	1 062 583					
11. Soutien aux services	912 434					
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 262 525					
13. Organismes communautaires et autres organismes	607 086					
14. Activités connexes	1 792 898					
Permanents(4)	932 333					
Permanents(5)	401 204					
Permanents(6)	419					
15. Service de la dette	1 515 135					
16. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	127 939					
17. Programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés	5 774					
Total	26 405 019	-	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

(4) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(5) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(6) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(7) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
4 802 299								
3 753 209 ⁽⁷⁾								
5 309							5 115	
							37	
								3 575
1 062 583								
912 434								
1 262 525								
607 086								
1 535 313		151 134			1 824		104 627	
931 652							682	
401 204								
201							217	
1 515 135								
							127 939	
381							5 392	
-	26 008 052	151 134	-		1 824	-	244 009	3 595

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Santé et services sociaux						
Office des personnes handicapées du Québec						
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	12 859		18	55	8 693	2 390
Amortissement des immobilisations						
Total	12 859	-	18	55	8 693	2 390
PROGRAMME 4						
Mission : Santé et services sociaux						
Régie de l'assurance maladie du Québec						
1. Services médicaux						
Permanents(1)	7 482 774					
Permanents(2)	6 146					
2. Services optométriques						
Permanents(1)	67 174					
3. Services dentaires						
Permanents(1)	197 640					
4. Services pharmaceutiques et médicaments						
Permanents(1)	2 740 985					
5. Autres services						
Permanents(1)	204 909					
6. Administration						
Permanents(1)	125 724					
Total	10 825 352	-	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(3) Cette somme inclut des dépenses de 3 753 209 k\$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).

	1 011					690	
							33
-	1 011	-	-	-	-	690	33

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.

	7 480 409					2 365	
	6 146						
	64 277					2 897	
	183 672					13 968	
	2 342 192					398 793	
	204 909						
	125 724						
-	10 407 328 ⁽³⁾	-	-	-	-	418 024	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	21 471 553		18	1 361	69 212 47 935
Permanents	15 922 997				19
Amortissement des immobilisations					
Consommation des stocks					
Total	37 394 550	-	18	1 361	69 212 47 954

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	69 212		69 212
Fonctionnement	47 954	817	48 771
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	36 435 497	3 595	36 439 091
Affectation à un fonds spécial	151 134		151 134
Service de la dette			
Total	36 703 796	4 411	36 708 207

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	20 936 594	151 134			1 824		263 477	
	15 498 903						424 075	
								817
								3 595
-	36 435 497	151 134	-		1 824	-	687 552	4 411

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Fonctions de coordination				
Votés	145 403			
Permanents	19			
	145 422	-	-	
Programme 2 - Services dispensés à la population				
Votés	21 023 539			
Permanents	4 799 826			
	25 823 365	-	-	
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec				
Votés	12 859			
Permanents				
	12 859	-	-	
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec				
Votés				
Permanents	10 783 939			
	10 783 939	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	21 181 801			
Permanents	15 583 784			
Total	36 765 584	-	-	

(1) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 122 709 k\$ relatifs à l'excédent des revenus de cotisations au Fonds des services de santé par rapport aux prévisions. Ces crédits permanents sont répartis également entre les programmes 2 et 4.

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ ,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				5 899				151 302
								19
-	-	-		5 899		-		151 321
				283 854				21 307 393
						297 801		5 097 626
-	-	-		283 854		297 801		26 405 019
								12 859
-	-	-		-		-		12 859
						41 413		10 825 352
-	-	-		-		41 413		10 825 352
				289 752				21 471 553
						339 214 ⁽¹⁾		15 922 997
-	-	-		289 752		339 214		37 394 550

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Fonctions de coordination			
Autres	20 079	42	4 896
	<u>20 079</u>	<u>42</u>	<u>4 896</u>
Programme 2 - Services dispensés à la population			
Achat de vaccins et de produits biologiques	72 473		72 478
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	96 306		96 306
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	1 333 537		1 332 855
Établissements privés	580 874	2	580 862
Établissements publics	19 244 297	42 856	19 124 660
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations			
Provision budgétaire non utilisée	127 939		
Variation à la hausse (baisse) de provisions	63 663		63 663
Loyer - établissements du réseau	117 137		117 137
Organismes communautaires et autres organismes	607 086	2 040	1 164
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	87 685	21 921	
Rémunération des résidents en médecine	264 697		264 697
Ressources de type familial	596 295		596 295
Service de la dette	1 334 335		1 333 527
Services hospitaliers hors Québec	243 312		34 756
Services sanitaires aériens	32 079		
Système du sang	420 408		386 416
Transporteurs ambulanciers	535 611	402 788	
Autres	476 693	3 317	235 262
	<u>26 234 427</u>	<u>472 924</u>	<u>24 240 080</u>
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	1 041		135
	<u>1 041</u>	<u>-</u>	<u>135</u>
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	186 681		
Bourses d'études et de recherche	18 228		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	125 724		
Services dentaires	197 640		
Services médicaux	7 488 920		
Services optométriques	67 174		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 740 985		
	<u>10 825 352</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>37 080 899</u>	<u>472 966</u>	<u>24 245 111</u>

(1) Ces sommes incluent des dépenses de 3 595 k\$ ne nécessitant pas de crédits. Ces dernières sont liées à la consommation de stocks.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
93	28	3 737	104	10 204	19 105	18 510
93	28	3 737	104	10 204	19 105	18 510
5		9			72 492 ⁽¹⁾	102 044
					96 306	96 306
					1 332 855	1 129 587
		10			580 874	575 124
3 288	68	52 959	7 428	11 461	19 242 720 ⁽¹⁾	18 246 565
					63 663	26 528
					117 137	123 989
71	1 288	602 524			607 086	579 452
			65 764		87 685	81 219
					264 697	262 893
					596 295	586 725
		808			1 334 335	1 228 590
				208 556	243 312	234 890
				32 079	32 079	28 891
		986		33 005	420 408	445 236
714		1 500		130 609	535 611	551 949
5 106	398	59 463		80 547	384 092	365 303
9 183	1 754	718 258	73 191	496 256	26 011 647 ⁽¹⁾	24 665 291
128		695	4	50	1 011	1 023
128	-	695	4	50	1 011	1 023
			186 681		186 681	176 396
			18 228		18 228	14 110
				125 724	125 724	113 391
			11 490	172 183	183 672	182 608
				7 486 555	7 486 555	7 383 797
				64 277	64 277	59 466
			1 780 066	562 126	2 342 192	2 502 090
-	-	-	1 996 464	8 410 865	10 407 328	10 431 859
9 405	1 783	722 690	2 069 763	8 917 374	36 439 091 ⁽¹⁾	35 116 683

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	23 884 545	23 884 545	23 267 960
Fonctionnement	7 731 041	7 729 217	7 078 579
Capital	881 267	881 267	839 443
Intérêt	348 160	348 160	321 940
Support	<u>4 235 886</u>	<u>3 595 902</u>	<u>3 608 762</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>37 080 899</u>	<u>36 439 091</u>	<u>35 116 683</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Support	<u>170 593</u>	<u>151 134</u>	<u>160 590</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>170 593</u>	<u>151 134</u>	<u>160 590</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	21 100	24 080
Production industrielle de boissons	1 294	1 172
	22 394	25 252
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 663	4 841
Appareils d'amusement	1 667	1 766
Bingo	1 120	1 154
Loteries	5 061	5 270
Courses	59	64
	12 570	13 096
Autres		
Études de dossiers	789	801
Organisation – Spectacles sportifs de combat	248	229
Permis d'explosifs	403	368
Divers	30	27
	1 469	1 426
Total des droits et permis	36 432	39 774
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	261	191
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	1 388	436
Location de chambres et pension	3 661	3 261
Conciliation et enquête – Déontologie policière	1 343	774
Divers	24	20
	6 676	4 683
Intérêts		
Divers	27	31
	27	31
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent – Drogue et stupéfiants	1 227	1 978
Infractions à diverses lois	179	4
Divers	17	26
	1 423	2 007

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 948	1 239
Subventions d'années antérieures	644	1 394
Recouvrement – Services policiers – Retraite Québec	239	376
Divers	<u>19</u>	<u>13</u>
	4 850	3 022
Donations de tiers		
Subventions et contributions - Autres	<u>53</u>	<u>30</u>
	53	30
Total des revenus divers	<u>13 028</u>	<u>9 773</u>
Total des revenus autonomes	<u>49 460</u>	<u>49 547</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière – Catastrophes	<u>(1 858)</u>	<u>1 575</u>
	(1 858)	1 575
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>(1 858)</u>	<u>1 575</u>
Total des revenus	<u>47 603</u>	<u>51 122</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Sécurité, prévention et gestion interne					
Votés	738 142	731 414	6 727		
Permanents	97 954	97 954			
Ne nécessitant pas de crédits		4 128			
	<u>836 096</u>	<u>833 496</u>	<u>6 727</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Sûreté du Québec					
Votés	691 302	675 773	15 524	5	
Permanents	1 229	1 229			
Ne nécessitant pas de crédits		14 963			
	<u>692 531</u>	<u>691 966</u>	<u>15 524</u>	<u>5</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	46 709	45 791	919		
Permanents	34	6		28	
Ne nécessitant pas de crédits		63			
	<u>46 744</u>	<u>45 860</u>	<u>919</u>	<u>28</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 575 371</u>	<u>1 571 321</u>	<u>23 170</u>	<u>34</u>	<u>-</u>
Votés	1 476 153	1 452 978	23 170	5	
Permanents	99 217	99 189		28	
Ne nécessitant pas de crédits		19 154			
Total	<u>1 575 371</u>	<u>1 571 321</u>	<u>23 170</u>	<u>34</u>	<u>-</u>
Dépenses	1 552 201	1 571 321		34	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	9		9		
Immobilisations tangibles	11 903		11 903		
Immobilisations en ressources informationnelles	11 258		11 258		
Total	<u>1 575 371</u>	<u>1 571 321</u>	<u>23 170</u>	<u>34</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Sécurité, prévention et gestion interne				
Mission : Gouverne et justice						
1. Direction et services supports à la gestion Permanents(1)	22 364 10				18 265	3 935 10
2. Services correctionnels	353 662	3			275 608	77 418
3. Expertises judiciaires	9 671				8 255	1 416
4. Affaires policières et sécurité-protection	110 763	3			29 899	8 826
5. Sécurité civile et sécurité incendie Permanents(2)	36 896 97 944				9 399 4 474	4 697 4 958
6. Éléments de gestion centrale Amortissement des immobilisations	204 784		1 761	4 960	50 738	147 326
Total	836 096	6	1 761	4 960	396 637	248 586

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

PROGRAMME 2
Mission : Gouverne et justice

Sûreté du Québec

1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens Permanents(1)	441 757 1 227	2				215 913 1 227 9 598
2. Gestion interne et soutien Permanents(2) Amortissement des immobilisations	249 545 2		10 134	5 387		47 001 84 121
Total	692 531	2	10 134	5 387	264 140	93 720

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Le programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

305

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 3						
Mission : Gouverne et justice						
Organismes relevant du ministre						
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	14 132			911	10 434	2 787
Permanents(1)	31					
Permanents(2)	3					
Amortissement des immobilisations						
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	5 057		1		4 265	790
3. Bureau du coroner	9 000				5 636	3 364
4. Commissaire à la déontologie policière	3 102		5		2 620	478
5. Comité de déontologie policière	1 775				1 271	504
6. Commissaire à la lutte contre la corruption	8 945		1		6 425	2 518
7. Bureau des enquêtes indépendantes	4 698				3 483	1 215
Total	46 744	-	8	911	34 134	11 657

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 476 153	9	11 903	11 258	689 211	348 994
Permanents	99 217				5 700	4 968
Amortissement des immobilisations						
Total	1 575 371	9	11 903	11 258	694 911	353 962

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	694 911		694 911
Fonctionnement	353 962	19 154	373 117
Créances douteuses et autres provisions	8		8
Transfert	184 145		184 145
Affectation à un fonds spécial	319 140		319 140
Service de la dette			
Total	1 552 167	19 154	1 571 321

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

6							25	
							3	
								63

<u>6</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>28</u>	<u>63</u>
----------	----------	----------	----------	----------	----------	-----------	-----------

8	95 633	319 140				5	
	88 512					28	
							19 154
<u>8</u>	<u>184 145</u>	<u>319 140</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>34</u>	<u>19 154</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne				
Votés	724 461			
Permanents	<u>27 747</u>			
	<u>752 208</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 2 - Sûreté du Québec				
Votés	644 801			
Permanents	<u>644 801</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
Programme 3 - Organismes relevant du ministre				
Votés	50 371			
Permanents	<u>34</u>			
	<u>50 406</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	1 419 633			
Permanents	<u>27 781</u>			
Total	<u>1 447 414</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				13 681				738 142
						70 207		97 954
-	-	-		13 681		70 207		836 096
1 288				45 214				691 302
		1 227				2		1 229
1 288	-	1 227		45 214		2		692 531
				(3 662)				46 709
								34
-	-	-		(3 662)		-		46 744
1 288				55 233				1 476 153
		1 227				70 209		99 217
1 288	-	1 227		55 233		70 209		1 575 371

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre pour la prévention de sinistres	5 458		
Formation des policiers et des pompiers	9 282		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	6 772		
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	25 543		
Sécurité civile	100 594	16 225	
Services policiers en milieu autochtone	34 006		
Autres	2 490		
	<u>184 145</u>	<u>16 225</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>184 145</u>	<u>16 225</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
	5 458				5 458	279
	3 600			5 682	9 282	9 782
	6 740	15		18	6 772	6 887
20	7 123	18 354		45	25 543	23 535
	28 863	5 420	50 086		100 594	10 833
	34 006				34 006	32 518
110	1 554	824	2		2 490	3 130
130	87 343	24 614	50 088	5 745	184 145	86 963
130	87 343	24 614	50 088	5 745	184 145	86 963

SÉCURITÉ PUBLIQUE**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Fonctionnement	5 405	5 405	5 405
Capital	1 415	1 415	1 313
Support	<u>177 325</u>	<u>177 325</u>	<u>80 245</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>184 145</u>	<u>184 145</u>	<u>86 963</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	253 534	253 534	249 859
Fonctionnement	59 071	59 071	68 143
Capital	<u>6 534</u>	<u>6 534</u>	<u>6 631</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>319 140</u>	<u>319 140</u>	<u>324 633</u>

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Promotion et développement du tourisme					
Votés	212 889	212 889			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>212 899</u>	<u>212 899</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>212 899</u>	<u>212 899</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Votés	212 889	212 889			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
Total	<u>212 899</u>	<u>212 899</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Dépenses	212 899	212 899			
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations tangibles					
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>212 899</u>	<u>212 899</u>	<u>-</u>	<u>0</u>	<u>-</u>

TOURISME
CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1		Promotion et développement du tourisme				
Mission : Économie et environnement						
1. Tourisme Québec	124 717					
Permanents(1)	10					
2. Société du Centre des congrès de Québec	16 914					
3. Société du Palais des congrès de Montréal	33 827					
4. Régie des installations olympiques	37 432					
Total	212 899	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	212 889				
Permanents	10				
Total	212 899	-	-	-	-

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		Total
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	
Rémunération			
Fonctionnement			
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	88 172		88 172
Affectation à un fonds spécial	124 727		124 727
Service de la dette			
Total	212 899	-	212 899

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.

		124 717					
		10					
	16 914						
	33 827						
	37 432						
-	88 172	124 727	-	-	-	-	-

	88 172	124 717					
		10					
-	88 172	124 727	-	-	-	-	-

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	<u>Votés et permanents</u>	<u>Votés au cours d'années antérieures</u>		
		<u>Reports</u>	<u>Votés pour une période de plus d'un an</u>	
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme				
Votés	147 712			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
	<u>147 721</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	147 712			
Permanents	<u>10</u>	<u></u>	<u></u>	
Total	<u>147 721</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				65 178				212 889
								10
-	-	-		65 178		-		212 899
				65 178				212 889
								10
-	-	-		65 178		-		212 899

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	37 432		
Société du Centre des congrès de Québec	16 914		
Société du Palais des congrès de Montréal	33 827		
	<u>88 172</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>88 172</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
<u>Commissions scolaires et établissements d'enseignement</u> +	<u>Municipalités</u> +	<u>Organismes à but non lucratif</u> +	<u>Personnes</u> +	<u>Organismes et entreprises du gouvernement</u> =	<u>Total 2018</u>	<u>Total 2017</u>
				37 432	37 432	37 935
				16 914	16 914	16 529
				33 827	33 827	34 049
-	-	-	-	88 172	88 172	88 513
-	-	-	-	88 172	88 172	88 513

TOURISME**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	18 109	18 109	18 148
Fonctionnement	19 902	19 902	23 312
Capital	39 591	39 591	35 957
Intérêt	<u>10 570</u>	<u>10 570</u>	<u>11 096</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>88 172</u>	<u>88 172</u>	<u>88 513</u>

**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	10 963	10 963	11 773
Fonctionnement	4 822	4 822	4 977
Capital	4 784	4 784	5 443
Intérêt	1 298	1 298	1 016
Support	<u>102 861</u>	<u>102 861</u>	<u>35 372</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>124 727</u>	<u>124 727</u>	<u>58 580</u>

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS
REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation – Droits	35 678	34 702
Transport commercial public	385	337
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A1	2 612	2 680
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A2	2 795	2 779
Frais d'inscription et renouvellement – Intermédiaires en services de transport	<u>184</u>	<u>182</u>
	<u>41 653</u>	<u>40 679</u>
Autres		
Transfert de permis	<u>237</u>	<u>908</u>
	<u>237</u>	<u>908</u>
Total des droits et permis	<u>41 890</u>	<u>41 587</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	37	81
Location de terrains et bâtisses	799	723
Frais de publication – Demandes de permis	116	100
Analyse en laboratoire	103	122
Divers	<u>85</u>	<u>120</u>
	<u>1 140</u>	<u>1 146</u>
Intérêts		
Divers	<u>6</u>	<u>4</u>
	<u>6</u>	<u>4</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	52	11
Alcofrein	817	699
Divers	<u>1</u>	<u></u>
	<u>870</u>	<u>710</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 102	7 046
Subventions d'années antérieures	508	2 081
Dépenses sous forme d'indemnités	<u>(6)</u>	<u>(55)</u>
	<u>2 604</u>	<u>9 072</u>
Total des revenus divers	<u>4 620</u>	<u>10 932</u>
Total des revenus autonomes	<u>46 510</u>	<u>52 519</u>

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS**REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	<u>154</u>	<u>302</u>
	<u>154</u>	<u>302</u>
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>154</u>	<u>302</u>
Total des revenus	<u>46 664</u>	<u>52 821</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	651 504	607 725	34 795	8 984	
Permanents		13 590			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>651 504</u>	<u>621 315</u>	<u>34 795</u>	<u>8 984</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	59 222	55 040	3 141	1 042	
Permanents	38	34		4	
Ne nécessitant pas de crédits		8 608			
	<u>59 260</u>	<u>63 681</u>	<u>3 141</u>	<u>1 046</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>710 764</u>	<u>684 997</u>	<u>37 936</u>	<u>10 029</u>	<u>-</u>
Votés	710 726	662 765	37 936	10 025	
Permanents	38	34		4	
Ne nécessitant pas de crédits		22 198			
Total	<u>710 764</u>	<u>684 997</u>	<u>37 936</u>	<u>10 029</u>	<u>-</u>
Dépenses	665 511	684 997		2 713	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	719		719		
Immobilisations tangibles	37 834		32 348	5 485	
Immobilisations en ressources informationnelles	<u>6 700</u>		<u>4 869</u>	<u>1 831</u>	
Total	<u>710 764</u>	<u>684 997</u>	<u>37 936</u>	<u>10 029</u>	<u>-</u>

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
	Prêts, placements, avances et autres	Investissements		Dépenses nécessitant des crédits		
		Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 1	Infrastructures et systèmes de transport					
Mission : Économie et environnement						
1. Transport terrestre	488 770	719 ⁽¹⁾	8 631	1 575	45 869	309 838
Amortissement des immobilisations						
2. Transport maritime	117 173		53		733	77
Amortissement des immobilisations						
3. Transport aérien	35 076		23 665		917	5 020
Amortissement des immobilisations						
4. Commission des transports du Québec	10 485			152	7 709	1 807
Amortissement des immobilisations						
Total	651 504	719	32 348	1 728	55 228	316 741

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

PROGRAMME 2						
Mission : Économie et environnement						
Administration et services corporatifs						
1. Direction	9 814				8 843	642
Permanents(1)	10					6
Amortissement des immobilisations						
2. Services corporatifs	42 928			3 141	27 260	11 561
Permanents(2)	28					
Amortissement des immobilisations						
3. Planification, recherche et développement	6 480				5 771	577
Amortissement des immobilisations						
Total	59 260	-	-	3 141	41 873	12 785

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport et à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

	115 026						7 113	2 452
	115 811						500	113
	4 919						554	9 977
							816	1 049
-	235 756	-	-	-	-	8 984		13 590

Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

	297						33 4	1
							966	8 605
28								
	90						43	2
28	387	-	-	-	-	1 046		8 608

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	710 726	719	32 348	4 869	97 101	329 520
Permanents	38					6
Amortissement des immobilisations						
Total	710 764	719	32 348	4 869	97 101	329 526
SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES						
		DÉPENSES				
		Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total		
Rémunération		97 101		97 101		
Fonctionnement		329 526	22 198	351 724		
Créances douteuses et autres provisions		28		28		
Transfert		236 143		236 143		
Affectation à un fonds spécial						
Service de la dette						
Total		662 798	22 198	684 997		

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
28	236 143						10 025 4	22 198
28	236 143	-	-		-	-	10 029	22 198

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport				
Votés	654 827			
Permanents				
	654 827	-	-	
Programme 2 - Administration et services corporatifs				
Votés	55 899			
Permanents	35			
	55 934	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	710 726			
Permanents	35			
Total	710 761	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(3 323)				651 504
-	-	-		(3 323)		-		651 504
				3 323		3		59 222
-	-	-		3 323		3		38
								59 260
						3		710 726
-	-	-		-		3		38
								710 764

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars	2 550	597	
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	11 111		
Aide aux chemins d'accès isolés	944		
Aide spécifique pour le transport adapté	85 102		
Société des Traversiers du Québec	111 070		
Soutien au déploiement des autobus scolaires électriques			
Transport aérien	4 919		
Transport ferroviaire	350		
Transport maritime	4 741	1 755	
Transport terrestre	15 711		
	<u>236 499</u>	<u>2 353</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement en transport	90		
Autres	297	11	
	<u>387</u>	<u>11</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>236 886</u>	<u>2 364</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
			1 902		2 499	1 488
				11 111	11 111	9 432
	944				944	713
	84 410	1			84 410	76 416
				111 070	111 070	100 782
						3 000
	51	4 010	858		4 919	6 145
		350			350	2 500
	2 876	110			4 741	5 535
	2 709	13 002			15 711	1 335
-	90 990	17 473	2 760	122 181	235 756	207 345
		90			90	50
30	13	243			297	210
30	13	333	-	-	387	260
30	91 003	17 806	2 760	122 181	236 143	207 605

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

**DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	42 128	42 128	40 978
Fonctionnement	51 533	51 533	40 684
Capital	29 726	29 726	26 725
Intérêt	10 584	10 584	12 361
Support	<u>102 915</u>	<u>102 173</u>	<u>86 856</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>236 886</u>	<u>236 143</u>	<u>207 605</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	2018	2017
Droits et permis		
Autres		
Création et modification de personnes morales	13 287	13 295
Publicité légale des entreprises	14 794	14 080
Divers	<u>2</u>	<u></u>
	28 083	27 376
Total des droits et permis	<u>28 083</u>	<u>27 376</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	770	
Frais de perception	2 133	1 865
Divers	<u>4</u>	<u>6</u>
	2 907	1 871
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	23 807	21 359
Divers	<u>12</u>	<u>11</u>
	23 819	21 370
Amendes et confiscations		
Frais – Chèques sans provision	<u>234</u>	<u>215</u>
	234	215
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	560	548
Subventions d'années antérieures	52	86
Aide financière de dernier recours	78 147	79 926
Aide financière de dernier recours – R.Q. – R.R.Q.	14	117
Aide financière de dernier recours – Pensions alimentaires	14 693	15 291
Aide financière de dernier recours – Garants défaillants	1 738	1 640
Divers	<u>11</u>	<u>(7)</u>
	95 214	97 600
Total des revenus divers	<u>122 173</u>	<u>121 056</u>
Total des revenus autonomes	<u>150 256</u>	<u>148 432</u>
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Entente relative au marché du travail	633 682	635 785
Entente sur le marché du travail – Pacte pour l'emploi	<u>113 992</u>	<u>114 383</u>
	793 567	796 061
Total des transferts du gouvernement fédéral	<u>793 567</u>	<u>796 061</u>
Total des revenus	<u>943 823</u>	<u>944 493</u>

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir la section 4 de la partie A).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS- SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	842 183	842 183			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>842 183</u>	<u>842 183</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	2 932 571	2 930 931		1 640	
Permanents	19 022	19 022			
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>2 951 593</u>	<u>2 949 953</u>	<u>-</u>	<u>1 640</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 3					
Administration					
Votés	516 385	515 579	27	779	
Permanents	33	33			
Ne nécessitant pas de crédits		295			
	<u>516 418</u>	<u>515 907</u>	<u>27</u>	<u>779</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 4					
Travail					
Votés	25 342	25 158		184	
Permanents	10	10		1	
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>25 353</u>	<u>25 168</u>	<u>-</u>	<u>185</u>	<u>-</u>
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la Capitale- Nationale					
Votés	77 744	77 360		384	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	<u>77 744</u>	<u>77 360</u>	<u>-</u>	<u>384</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>4 413 291</u>	<u>4 410 571</u>	<u>27</u>	<u>2 989</u>	<u>-</u>
 Votés	4 394 226	4 391 211	27	2 988	
Permanents	19 065	19 065		1	
Ne nécessitant pas de crédits		295			
Total	<u>4 413 291</u>	<u>4 410 571</u>	<u>27</u>	<u>2 989</u>	<u>-</u>
 Dépenses	4 410 835	4 410 571		559	
Investissements :					
Prêts, placements, avances et autres	1 681		1	1 680	
Immobilisations tangibles	775		26	749	
Immobilisations en ressources informationnelles					
Total	<u>4 413 291</u>	<u>4 410 571</u>	<u>27</u>	<u>2 989</u>	<u>-</u>

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1	Mesures d'aide à l'emploi					
Mission : Économie et environnement						
1. Mesures d'aide à l'emploi	842 183					
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre de l'Entente sur le marché du travail						
Total	842 183	-	-	-	-	-
PROGRAMME 2	Mesures d'aide financière					
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
1. Aide aux personnes et aux familles	2 882 859					
Permanents(1)	19 022					
2. Action communautaire	23 793					
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	25 919					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi						
Total	2 951 593	-	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre F-5). De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais de l'Entente sur le marché du travail.

	12 000	830 183						
-	12 000	830 183	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à rendre accessibles à toutes les citoyennes et tous les citoyens qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre les ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. Ce programme permet aussi d'allouer, à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires le financement en lien avec leur mission globale. Enfin, il vise aussi à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière de dernier recours en mesures d'aide à l'emploi.

19 022	2 857 679	23 539				1 640	
	4 075	19 718					
	25 919						
19 022	2 887 674	43 257	-	-	-	1 640	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3						
Mission : Soutien aux personnes et aux familles						
Administration						
<hr/>						
1. Gouvernance et services à l'organisation	178 898		26		46 272	66 103
Permanents(1)	10					10
Amortissement des immobilisations						
2. Relations avec la clientèle et services aux citoyens et aux entreprises	337 487	1			130 255	19 839
Permanents(2)	23					23
Total	516 418	1	26	-	176 528	85 975
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						

PROGRAMME 4
Mission : Gouverne et justice

Travail

1. Relations du travail	19 072				7 529	1 009
Permanents(1)	10					10
Permanents(2)	1					
2. Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale au Tribunal administratif du travail	6 270					
Total	25 353	-	-	-	7 529	1 019
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).						
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).						

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

	338	65 380				779	
							295
		187 392					
-	338	252 772	-	-	-	779	295

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail et de relations du travail.

	10 384					150	
						1	
		6 236				35	
-	10 384	6 236	-	-	-	185	-

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS				
		Investissements			Dépenses nécessitant des crédits	
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations tangibles	Immobilisations en ressources informationnelles	Rémunération	Fonctionnement	
PROGRAMME 5 (a) Mission : Économie et environnement						
Promotion et développement de la Capitale-Nationale						
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	59 389				1 260	256
2. Commission de la capitale nationale du Québec	18 355					
Total	77 744	-	-	-	1 260	256

(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	4 394 226	1	26		185 316	87 207
Permanents	19 065					42
Amortissement des immobilisations						
Total	4 413 291	1	26	-	185 316	87 249

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	185 316		185 316
Fonctionnement	87 249	295	87 544
Créances douteuses et autres provisions	19 022		19 022
Transfert	2 971 240		2 971 240
Affectation à un fonds spécial	1 147 448		1 147 448
Service de la dette			
Total	4 410 276	295	4 410 571

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périms (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme a pour objet le développement et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec à titre de capitale nationale, en contribuant à l'aménagement et la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités et en agissant en complémentarité des milieux locaux et régionaux afin de soutenir leur développement économique, social, culturel et touristique.

	42 490	15 000				384	
	18 355						
-	60 844	15 000	-	-	-	384	-

19 022	2 971 240	1 147 448				2 988 1	295
19 022	2 971 240	1 147 448	-	-	-	2 989	295

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi				
Votés	799 939			
Permanents				
	799 939	-	-	
Programme 2 - Mesures d'aide financière				
Votés	2 914 088			
Permanents	5 500			
	2 919 588	-	-	
Programme 3 - Administration				
Votés	492 560			
Permanents	10			
	492 569	-	-	
Programme 4 - Travail				
Votés	17 437			
Permanents	10			
	17 447	-	-	
Programme 5 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale				
Votés	55 744			
Permanents				
	55 744	-	-	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	4 279 768			
Permanents	5 520			
Total	4 285 288	-	-	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				42 244				842 183
-	-	-		42 244		-		842 183
				18 483		13 522		2 932 571
-	-	-		18 483		13 522		19 022
								2 951 593
7 250				16 575		23		516 385
7 250	-	-		16 575		23		33
				7 905				516 418
-	-	-		7 905		-		25 342
								10
				22 000				77 744
-	-	-		22 000		-		77 744
7 250				107 208		13 545		4 394 226
7 250	-	-		107 208		13 545		19 065
								4 413 291

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE
DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre	12 000	12 000	
	<u>12 000</u>	<u>12 000</u>	<u>-</u>
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Aide aux personnes et aux familles	2 857 679	27	
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	25 919		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	201		
Programme de soutien financier aux centres offrant des services en toxicomanie avec hébergement			
Programme de soutien financier aux corporations de développement communautaire	3 874		
	<u>2 887 674</u>	<u>27</u>	<u>-</u>
Programme 3 - Administration			
Autres	338		
	<u>338</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 4 - Travail			
Autres	10 515		
	<u>10 515</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
Programme 5 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec	36 800		
Commission de la capitale nationale du Québec	18 355		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 791	7	
Autres			
	<u>60 946</u>	<u>7</u>	<u>-</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 971 472</u>	<u>12 034</u>	<u>-</u>

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2018	Total 2017
					12 000	12 000
-	-	-	-	-	12 000	12 000
		4 636	2 853 017		2 857 679	2 881 732
		201	24 091	1 829	25 919	26 071
					201	413
						627
		3 874			3 874	3 874
-	-	8 711	2 877 107	1 829	2 887 674	2 912 717
		337		1	338	1 338
-	-	337	-	1	338	1 338
		102		10 282	10 384	6 004
-	-	102	-	10 282	10 384	6 004
	31 800			5 000	36 800	38 800
				18 355	18 355	19 375
3	177	5 301	201		5 690	7 291
						203
3	31 977	5 301	201	23 355	60 844	65 669
3	31 977	14 451	2 877 308	35 466	2 971 240	2 997 728

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES DE TRANSFERT</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	14 925	14 925	10 675
Fonctionnement	6 631	6 631	6 897
Capital	6 197	6 197	7 463
Intérêt	2 713	2 713	3 065
Support	<u>2 941 006</u>	<u>2 940 774</u>	<u>2 969 628</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>2 971 472</u>	<u>2 971 240</u>	<u>2 997 728</u>

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>CRÉDITS AUTORISÉS</u>	<u>DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL</u>	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
Rémunération	162 877	162 851	153 302
Fonctionnement	84 933	84 925	85 237
Capital	10 615	10 615	9 997
Intérêt	616	616	692
Support	<u>888 441</u>	<u>888 441</u>	<u>858 445</u>
TOTAL DU PORTEFEUILLE	<u>1 147 483</u>	<u>1 147 448</u>	<u>1 107 672</u>

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017
ASSEMBLÉE NATIONALE						
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	19 195				19 195	13 418
Total du portefeuille	19 195		-		19 195	13 418
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE						
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées			182 460		182 460 ⁽¹⁾	317
Infrastructures 2008			125 016		125 016 ⁽²⁾	60 152
Programme d'infrastructures 2015			9 061		9 061	4 432
Total du portefeuille	-		316 537		316 537	64 901
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION						
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	124				124	433
Financement des programmes de gestion des risques agricoles			108 064		108 064 ⁽³⁾	93 259
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 325				2 325	1 885
Total du portefeuille	2 450		108 064		110 514	95 577
CONSEIL EXÉCUTIF						
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	13 034				13 034	12 072
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4				4	2
Total du portefeuille	13 038		-		13 038	12 074
CULTURE ET COMMUNICATIONS						
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 104				1 104	1 181
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 229				1 229	809
Financement des unités autonomes de service	1 144				1 144	1 466
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	25				25	
Infrastructures 2008			1 756		1 756	3 782
Total du portefeuille	3 501		1 756		5 257	7 239
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 417		495		2 911	3 028
Total du portefeuille	2 417		495		2 911	3 028

(1) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique par la création du compte à fin déterminée en 2016-2017 dont les principales activités ont débuté en 2017-2018.

(2) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par la réalisation des travaux plus intensive que prévu dans le cadre de l'Entente Canada-Québec relative au Fonds Chantier Canada volet Grands projets.

(3) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par la nouvelle contribution relative à l'Initiative Canada-Québec d'aide aux entreprises agricoles affectées par les épisodes exceptionnels de grêle en 2017 dans le cadre du programme Agri-relance et par la hausse des réclamations des producteurs agricoles relative au programme Agri-stabilité.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION						
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord						90
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires			25 763		25 763 ⁽⁴⁾	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 056				2 056	1 365
Programme d'infrastructure du savoir			1 087		1 087	664
Total du portefeuille	2 056		26 850		28 907	2 119
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR						
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde			30 091		30 091	30 198
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 460				1 460	10 623
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis			23 646		23 646 ⁽⁵⁾	11 506
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires			124 426		124 426 ⁽⁶⁾	41 091
Formation dans les pénitenciers fédéraux			4 122		4 122	3 094
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	187		735		922	1 422
Total du portefeuille	1 646		183 019		184 665	97 933
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES						
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	8				8	7
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	582				582	512
Total du portefeuille	590		-		590	519
FINANCES						
Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence			481 130		481 130	486 974
Total du portefeuille	-		481 130		481 130	486 974
FORÊTS, FAUNE ET PARCS						
Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiresources						6 345
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	2 656				2 656	4 067
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	723		194		917	1 679
Total du portefeuille	3 379		194		3 573	12 091
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 769				1 769	5 846
Total du portefeuille	1 769		-		1 769	5 846

(4) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique par la création du compte à fin déterminée en 2016-2017 dont les principales activités ont débuté en 2017-2018.

(5) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par des investissements en immobilisations plus élevés en 2017-2018.

(6) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique par des travaux en immobilisations plus importants.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017
JUSTICE						
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions			686		686	722
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			250		250	331
Total du portefeuille	-		936		936	1 053
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE						
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	113				113	75
Total du portefeuille	113		-		113	75
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX						
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	107 390				107 390	103 400
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie						300
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 450				19 450	19 687
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires			4 073		4 073	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	584		2 178		2 762	4 526
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	11 121				11 121	18 082
Total du portefeuille	138 545		6 251		144 796	145 995
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Administration de la Loi sur les armes à feu			4 913		4 913	4 563
Financement des unités autonomes de service	152		3 500		3 652	3 645
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 022				3 022	2 583
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	895		166 316		167 211 ⁽⁷⁾	16 017
Total du portefeuille	4 069		174 729		178 797	26 807
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS						
Financement des infrastructures ferroviaires						121
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux			33		33	
Total du portefeuille	-		33		33	121
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE						
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés						5 649
Financement du Bureau d'évaluation médicale	3 811				3 811	3 495
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	360				360	1 543
Total du portefeuille	4 171		-		4 171	10 687
TOTAL	196 939		1 299 992		1 496 932	986 458

(7) L'augmentation des revenus de 2018 comparativement à ceux de 2017 s'explique principalement par la hausse des dépenses de transferts dans le cadre du Programme d'aide financière spécifique relatif aux inondations printanières de 2017 au Québec.

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille	-	-
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées		
3 Infrastructures 2008		
4 Programme d'infrastructures 2015		
Total du portefeuille	-	-
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
5 Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		
6 Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
7 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CONSEIL EXÉCUTIF		
8 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
9 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
10 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 104
11 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		1 229
12 Financement des unités autonomes de service		1 144
13 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		25
14 Infrastructures 2008		1 756
Total du portefeuille	-	5 257
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
15 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION		
16 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
17 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		
18 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
19 Programme d'infrastructure du savoir		
Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
				19 195		19 195	13 418	1
-		-		19 195		19 195	13 418	
182 460						182 460	317	2
125 016						125 016	60 152	3
9 061						9 061	4 432	4
316 537		-		-		316 537	64 901	
124						124	433	5
108 064						108 064	93 259	6
2 325						2 325	1 885	7
110 514		-		-		110 514	95 577	
				13 034		13 034	12 072	8
				4		4	2	9
-		-		13 038		13 038	12 074	
						1 104	1 181	10
						1 229	809	11
						1 144	1 466	12
						25		13
						1 756	3 782	14
-		-		-		5 257	7 239	
2 911						2 911	3 028	15
2 911		-		-		2 911	3 028	
25 763						25 763	90	16
2 056						2 056		17
1 087						1 087	1 365	18
							664	19
28 907		-		-		28 907	2 119	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR		
20 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		30 091
21 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
22 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		23 646
23 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires		124 426
24 Formation dans les pénitenciers fédéraux		4 122
25 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		922
Total du portefeuille	-	183 206
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
26 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
27 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
FINANCES		
28 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
Total du portefeuille	-	-
FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
29 Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiresources		
30 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION		
32 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		1 769
Total du portefeuille	-	1 769
JUSTICE		
33 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
34 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE		
35 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
Total du portefeuille	-	-

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
						30 091	30 198	20
1 460						1 460	10 623	21
						23 646	11 506	22
						124 426	41 091	23
						4 122	3 094	24
						922	1 422	25
1 460		-		-		184 665	97 933	
8						8	7	26
582						582	512	27
590		-		-		590	519	
481 130						481 130	486 974	28
481 130		-		-		481 130	486 974	
2 656						2 656	6 345	29
917						917	4 067	30
							1 679	31
3 573		-		-		3 573	12 091	
						1 769	5 846	32
-		-		-		1 769	5 846	
				686		686	722	33
		250				250	331	34
-		250		686		936	1 053	
113						113	75	35
113		-		-		113	75	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
36 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	107 390	
37 Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie		
38 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 450	
39 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	4 073	
40 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 762	
41 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	11 121	
Total du portefeuille	144 796	-
SÉCURITÉ PUBLIQUE		
42 Administration de la Loi sur les armes à feu		
43 Financement des unités autonomes de service		
44 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
45 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS		
46 Financement des infrastructures ferroviaires		
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
48 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		
49 Financement du Bureau d'évaluation médicale		
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	-	-
TOTAL	144 796	190 231

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
						107 390	103 400	36
							300	37
						19 450	19 687	38
						4 073		39
						2 762	4 526	40
						11 121	18 082	41
-		-		-		144 796	145 995	
				4 913		4 913	4 563	42
				3 652		3 652	3 645	43
				3 022		3 022	2 583	44
				167 211		167 211	16 017	45
-		-		178 797		178 797	26 807	
							121	46
33						33		47
33		-		-		33	121	
				3 811		3 811	5 649	48
				360		360	3 495	49
-		-		4 171		4 171	1 543	50
							10 687	
945 767		250		215 888		1 496 932	986 458	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT	+
ASSEMBLÉE NATIONALE		
1 Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
Total du portefeuille		-
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2 Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées	181 747	
3 Infrastructures 2008	124 786	
4 Programme d'infrastructures 2015	8 752	
Total du portefeuille	315 285	
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
5 Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	124	
6 Financement des programmes de gestion des risques agricoles	107 296	
7 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 129	
Total du portefeuille	108 549	
CONSEIL EXÉCUTIF		
8 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	13 000	
9 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
Total du portefeuille	13 000	
CULTURE ET COMMUNICATIONS		
10 Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		
11 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	1 229	
12 Financement des unités autonomes de service		
13 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
14 Infrastructures 2008	1 756	
Total du portefeuille	2 984	
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
15 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	203	
Total du portefeuille	203	
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION		
16 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
17 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	25 541	
18 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
19 Programme d'infrastructure du savoir	1 087	
Total du portefeuille	26 628	

(1) Ce montant inclut 15 066 k\$ en immobilisations pour des travaux effectués à l'hôtel du Parlement du Québec.

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2018	TOTAL 2017	
375		18 820 ⁽¹⁾		19 195	13 418	1
375		18 820		19 195	13 418	
514		199		182 460	317	2
202		28		125 016	60 152	3
198		110		9 061	4 432	4
915		337		316 537	64 901	
				124	433	5
327		441		108 064	93 259	6
101		1 096		2 325	1 885	7
428		1 537		110 514	95 577	
		34		13 034	12 072	8
		4		4	2	9
-		38		13 038	12 074	
		1 104		1 104	1 181	10
				1 229	809	11
405		738		1 144	1 466	12
		25		25		13
				1 756	3 782	14
405		1 867		5 257	7 239	
842		1 867		2 911	3 028	15
842		1 867		2 911	3 028	
					90	16
214		9		25 763		17
		2 056		2 056	1 365	18
				1 087	664	19
214		2 065		28 907	2 119	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	
20 Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	13 558
21 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	405
22 Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	23 646
23 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	124 037
24 Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 122
25 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	735
Total du portefeuille	166 503
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
26 Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
27 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
FINANCES	
28 Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	481 130
Total du portefeuille	481 130
FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
29 Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiresources	
30 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	120
31 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	29
Total du portefeuille	148
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	
32 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
JUSTICE	
33 Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
34 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE	
35 Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
Total du portefeuille	-

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2018	TOTAL 2017	
131	16 401	30 091	30 198	20
	1 055	1 460	10 623	21
		23 646	11 506	22
	389	124 426	41 091	23
		4 122	3 094	24
	187	922	1 422	25
131	18 031	184 665	97 933	
4	4	8	7	26
136	446	582	512	27
140	450	590	519	
		481 130	486 974	28
-	-	481 130	486 974	
595	1 941	2 656	6 345	29
368	521	917	4 067	30
963	2 462	3 573	1 679	31
	1 769	1 769	5 846	32
-	1 769	1 769	5 846	
	686	686	722	33
186	64	250	331	34
186	750	936	1 053	
	113	113	75	35
-	113	113	75	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	TRANSFERT +
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
36 Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	107 390
37 Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	
38 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	18 187
39 Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires	4 073
40 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 562
41 Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	11 121
Total du portefeuille	143 332
SÉCURITÉ PUBLIQUE	
42 Administration de la Loi sur les armes à feu	
43 Financement des unités autonomes de service	
44 Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
45 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	129 562
Total du portefeuille	129 562
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS	
46 Financement des infrastructures ferroviaires	
47 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
48 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	
49 Financement du Bureau d'évaluation médicale	
50 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
Total du portefeuille	-
TOTAL	1 387 324

RÉMUNÉRATION + FONCTIONNEMENT =		TOTAL 2018	TOTAL 2017	
		107 390	103 400	36
			300	37
	1 264	19 450	19 687	38
		4 073		39
	200	2 762	4 526	40
		11 121	18 082	41
-	1 464	144 796	145 995	
4 250	663	4 913	4 563	42
2 556	1 095	3 652	3 645	43
2 613	409	3 022	2 583	44
10 671	26 978	167 211	16 017	45
20 090	29 144	178 797	26 807	
			121	46
3	30	33		47
3	30	33	121	
			5 649	48
1 969	1 842	3 811	3 495	49
220	140	360	1 543	50
2 189	1 982	4 171	10 687	
26 881	82 726	1 496 932	986 458	

FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPRouvÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au crédit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements réellement effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvées à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement, lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2018, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	1 809	—
Fonds vert	—	364 755
Économie, Science et Innovation		
Capital Mines Hydrocarbures	6 801	—
Fonds du développement économique	—	264 464
Éducation et Enseignement supérieur		
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	—	813

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	Excédents des dépenses	Excédents des investissements
Énergie et Ressources naturelles		
Fonds d'information sur le territoire	—	17 301
Famille		
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	32 076	—
Finances		
Fonds du Plan Nord	11 285	—
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	—	1 274
Forêts, Faune et Parcs		
Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	26 197	—
Sécurité publique		
Fonds des services de police	46 880	—
Tourisme		
Fonds de partenariat touristique	44 274	—
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		
Fonds de gestion de l'équipement roulant	2 792	8 527
Fonds des réseaux de transport terrestre	1 295 460	—
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Fonds de développement du marché du travail	25 737	—

Le sous-ministre des Finances,



Luc Monty

Québec, le 28 septembre 2018

Le contrôleur des finances,



Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de développement des territoires	<u>109 002</u>	<u>99 495</u>	<u>-</u>
	<u>109 002</u>	<u>99 495</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de développement des territoires	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	102 339	102 339	102 339
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	102 339	102 339	102 339
Dépenses			
Dépenses	109 002	99 495	104 685
Total des dépenses	109 002	99 495	104 685
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 663)	2 844	(2 346)
Surplus (déficit) cumulé au début	6 663	16 930	19 277
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	19 774	16 930
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	-	-	-

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds relatif à certains sinistres	<u>5 419</u>	<u>5 127</u>	<u>-</u>
	<u>5 419</u>	<u>5 127</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds relatif à certains sinistres	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS RELATIF À CERTAINS SINISTRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	4 625	4 333	859
Autres revenus	794	794	674
Total des revenus	5 419	5 127	1 534
Dépenses			
Dépenses	5 419	5 127	1 534
Total des dépenses	5 419	5 127	1 534
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	215
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	-	-	215

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Avenir Mécénat Culture	5 006	4 810	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>18 974</u>	<u>17 184</u>	<u>-</u>
	<u>23 980</u>	<u>21 994</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds Avenir Mécénat Culture	-	-	-
Fonds du patrimoine culturel québécois	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>RÉELS 2017</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>5 006</u>	<u>5 010</u> ⁽¹⁾	<u>5 007</u>
Total des revenus	<u>5 006</u>	<u>5 010</u>	<u>5 007</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>5 006</u>	<u>4 810</u>	<u>4 547</u>
Total des dépenses	<u>5 006</u>	<u>4 810</u>	<u>4 547</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	200	460
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>1 052</u>	<u>1 220</u>	<u>760</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>1 052</u>	<u>1 421</u>	<u>1 220</u>
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u> ⁽²⁾
Total des investissements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

(1) Cette somme inclut 5 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (5 000 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 654	15 740 ⁽¹⁾	15 647
Total des revenus	15 654	15 740	15 647
Dépenses			
Dépenses	18 974	17 184	13 468
Total des dépenses	18 974	17 184	13 468
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 321)	(1 444)	2 178
Surplus (déficit) cumulé au début	25 926	29 719	27 541
Surplus (déficit) cumulé à la fin	22 605	28 275	29 719
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- ⁽²⁾
Total des investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 500 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 500 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	22 782	24 592	(1 809)
Fonds vert	<u>775 277</u>	<u>731 867</u>	<u>-</u>
	<u>798 059</u>	<u>756 459</u>	<u>(1 809)</u>
Investissements			
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État	5 400	1 209	-
Fonds vert	<u>9 474</u>	<u>374 229</u>	<u>(364 755)</u>
	<u>14 874</u>	<u>375 437</u>	<u>(364 755)</u>

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾⁽²⁾ 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	25 688	37 725 ⁽³⁾	-
Total des revenus	25 688	37 725	-
Dépenses			
Dépenses	22 782	24 592	-
Total des dépenses	22 782	24 592	-
Surplus (déficit) de l'exercice	2 905	13 133	-
Surplus (déficit) cumulé au début	33 914	41 537⁽⁴⁾	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	36 820	54 670	-
Investissements			
Immobilisations	5 400	1 209	-
Prêts et placements	-	-	- ⁽⁵⁾
Total des investissements	5 400	1 209	-

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Ces informations ont été harmonisées selon les conventions comptables du gouvernement.

(3) Cette somme inclut 2 297 k\$ provenant de droits et permis de ressources hydrauliques, 20 336 k\$ provenant d'autres droits et permis et 5 673 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral.

(4) Le fonds a commencé ses activités en 2017-2018. Le surplus cumulé au début provient de l'intégration d'actifs et de passifs du Fonds vert.

(5) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾⁽²⁾ 2018	RÉELS ⁽³⁾ 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	683 979	931 795 ⁽⁴⁾	436 365
Total des revenus	683 979	931 795	436 365
Dépenses			
Dépenses	-	- ⁽⁵⁾	767 087
Dépenses par portefeuille ministériel			
Affaires municipales et Occupation du territoire	12 437	1 221	-
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 050	1 049	-
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	210 471	159 726	-
Économie, Science et Innovation	49 078	14 410	-
Énergie et Ressources naturelles	160 864	129 150	-
Finances	40 841	151 143	-
Forêts, Faune et Parcs	5 734	2 642	-
Relations internationales et Francophonie	315	315	-
Santé et Services sociaux	2 815	2 811	-
Sécurité publique	5 676	2 156	-
Tourisme	300	300	-
Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	284 067	266 675	-
Travail, Emploi et Solidarité sociale	630	269	-
Total des dépenses	775 277	731 867	767 087
Surplus (déficit) de l'exercice	(91 298)	199 927	(330 722)
Surplus (déficit) cumulé au début	790 934	828 526⁽⁶⁾	1 168 538
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	16 789	3 107
Dépenses	-	(59 003) ⁽⁷⁾	(13 075)
Total des redressements des années antérieures	-	(42 214)	(9 968)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	790 934	786 312⁽⁶⁾	1 158 570
Surplus (déficit) cumulé à la fin	699 635	986 239	827 848

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾⁽²⁾ 2018	RÉELS ⁽³⁾ 2017
Investissements			
Immobilisations	9 474	717	2 783
Prêts et placements	-	373 512	- ⁽⁸⁾
Total des investissements	9 474	374 229	2 783

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Ces informations ont été harmonisées selon les conventions comptables du gouvernement.

(3) Les données de l'année financière 2017 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2018.

(4) Cette somme inclut 785 035 k\$ provenant de droits d'émission de gaz à effet de serre (267 316 k\$ en 2017), 125 665 k\$ provenant d'autres droits et permis (127 426 k\$ en 2017) et 10 148 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (8 204 k\$ en 2017).

(5) Au budget de dépenses 2017-2018, la présentation des dépenses a été détaillée par portefeuille ministériel.

(6) Le surplus cumulé au début a été diminué de 41 537 k\$ pour tenir compte du transfert, en 2017-2018, d'actifs et de passifs au Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État.

(7) Ce redressement de dépenses ne crée pas, dans les années auxquelles il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.

(8) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Capital Mines Hydrocarbures	775	7 576 ⁽¹⁾	(6 801)
Fonds du développement économique	<u>452 133</u>	<u>203 803 ⁽¹⁾</u>	<u>-</u>
	<u>452 908</u>	<u>211 379</u>	<u>(6 801)</u>
Investissements			
Capital Mines Hydrocarbures	182 750	68 212	-
Fonds du développement économique	<u>701 992</u>	<u>966 456</u>	<u>(264 464)</u>
	<u>884 742</u>	<u>1 034 668</u>	<u>(264 464)</u>

(1) Ces dépenses excluent celles liées aux quotes-parts des participations. Les prévisions des dépenses liées aux quotes-parts des participations ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

CAPITAL MINES HYDROCARBURES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS ⁽¹⁾ 2018	RÉELS ⁽¹⁾ 2017
Revenus			
Revenus liés aux quotes-parts des participations	-	-	5
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 658	55 020	1 751
Total des revenus	1 658	55 020	1 756
Dépenses			
Dépenses	775	7 576	39 630
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	-	6 845	7 977
Total des dépenses	775	14 421	47 607
Surplus (déficit) de l'exercice	883	40 599	(45 851)
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	81 821	(35 920)	9 932
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	82 704	4 679	(35 919)
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	-	10 236	83 450
Surplus (déficit) cumulé à la fin	82 704	14 916	47 531
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	182 750	68 212	- ⁽²⁾
Total des investissements	182 750	68 212	-

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus liés aux quotes-parts des participations	-	-	24
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	283 232	62 477	171 422
Autres revenus	168 901	145 471	117 659
Total des revenus	452 133	207 948	289 105
Dépenses			
Dépenses	452 133	203 803	288 051
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	-	4 145	1 054
Total des dépenses	452 133	207 948	289 105
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	145 645	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	145 645	82 984	82 984 ⁽¹⁾
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	-	190 878	28 265
Surplus (déficit) cumulé à la fin	145 645	273 862	111 250
Investissements			
Immobilisations	-	311 897	-
Prêts et placements	701 992	654 560	-
Total des investissements	701 992	966 456	-

(1) Ce montant inclut un redressement des années antérieures n'ayant aucun impact sur les surplus du fonds.

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	76 130	60 148	-
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>26 906</u>	<u>25 000</u>	<u>-</u>
	<u>103 036</u>	<u>85 148</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	121 279	122 092	(813)
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>121 279</u>	<u>122 092</u>	<u>(813)</u>

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	67 905	62 588 ⁽¹⁾	62 385
Total des revenus	67 905	62 588	62 385
Dépenses			
Dépenses	76 130	60 148	56 175
Total des dépenses	76 130	60 148	56 175
Surplus (déficit) de l'exercice	(8 225)	2 440	6 210
Surplus (déficit) cumulé au début	190 498	188 127	181 917
Surplus (déficit) cumulé à la fin	182 273	190 567	188 127
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	121 279	122 092	- ⁽²⁾
Total des investissements	121 279	122 092	-

(1) Cette somme inclut 60 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (60 000 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	25 000	25 000	25 000
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	25 000	25 000	25 000
Dépenses			
Dépenses	26 906	25 000	30 758
Total des dépenses	26 906	25 000	30 758
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 906)	-	(5 758)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 906	-	5 758
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	-	-	-

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de transition énergétique	100	-	-
Fonds des ressources naturelles	32 841	29 773	-
Fonds d'information sur le territoire	<u>113 639</u>	<u>101 652</u>	<u>-</u>
	<u>146 580</u>	<u>131 425</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds de transition énergétique	-	-	-
Fonds des ressources naturelles	330	158	-
Fonds d'information sur le territoire	<u>50 313</u>	<u>67 613</u>	<u>(17 301)</u>
	<u>50 643</u>	<u>67 772</u>	<u>(17 301)</u>

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	100	-	-
Total des revenus	100	-	-
Dépenses			
Dépenses	100	-	-
Total des dépenses	100	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	-	-	-

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	6 097	6 097	6 054
Autres revenus	22 805	22 810 ⁽¹⁾	186 776
Total des revenus	28 901	28 907	192 830
Dépenses			
Dépenses	32 841	29 773	206 899
Total des dépenses	32 841	29 773	206 899
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 940)	(866)	(14 069)
Surplus (déficit) cumulé au début	29 992	28 127⁽²⁾	43 834
Surplus (déficit) cumulé à la fin	26 052	27 261	29 765
Investissements			
Immobilisations	330	158	276
Prêts et placements	–	1	– ⁽³⁾
Total des investissements	330	158	276

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières de tous ces volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles, à l'exception des données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » qui sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs.

(1) Cette somme inclut 21 730 k\$ provenant de droits et permis de ressources minières (20 570 k\$ en 2017) et 898 k\$ provenant de droits et permis sur les hydrocarbures (949 k\$ en 2017).

(2) Le surplus cumulé au début a été diminué de 1 638 k\$ pour tenir compte du transfert, en 2017-2018, d'actifs et de passifs à Transition énergétique Québec.

(3) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	139 747	139 254	138 152
Total des revenus	139 747	139 254	138 152
Dépenses			
Dépenses	113 639	101 652	107 149
Total des dépenses	113 639	101 652	107 149
Surplus (déficit) de l'exercice	26 108	37 603	31 004
Surplus (déficit) cumulé au début	496 875	498 329	467 326
Surplus (déficit) cumulé à la fin	522 983	535 932	498 329
Investissements			
Immobilisations	39 667	26 013	32 245
Prêts et placements	10 645	41 600	- ⁽¹⁾
Total des investissements	50 313	67 613	32 245

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FAMILLE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de soutien aux proches aidants	14 880	14 880	-
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 332 113	2 364 189	(32 076)
Fonds pour le développement des jeunes enfants	<u>21 250</u>	<u>21 250</u>	<u>-</u>
	<u>2 368 243</u>	<u>2 400 319</u>	<u>(32 076)</u>
Investissements			
Fonds de soutien aux proches aidants	-	-	-
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	-	-	-
Fonds pour le développement des jeunes enfants	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

FAMILLE

FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 091	15 330 ⁽¹⁾	15 091
Total des revenus	15 091	15 330	15 091
Dépenses			
Dépenses	14 880	14 880	27 280
Total des dépenses	14 880	14 880	27 280
Surplus (déficit) de l'exercice	211	450	(12 189)
Surplus (déficit) cumulé au début	44 981	44 981	57 170
Surplus (déficit) cumulé à la fin	45 192	45 431	44 981
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- ⁽²⁾
Total des investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FAMILLE

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	2 332 113	2 333 889	2 313 596
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	2 332 113	2 333 889	2 313 596
Dépenses			
Dépenses	2 332 113	2 364 189	2 263 796
Total des dépenses	2 332 113	2 364 189	2 263 796
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(30 300)	49 800
Surplus (déficit) cumulé au début	-	49 800	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	19 500	49 800
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	-	-	-

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FAMILLE

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 031	15 109 ⁽¹⁾	15 043
Total des revenus	15 031	15 109	15 043
Dépenses			
Dépenses	21 250	21 250	21 250
Total des dépenses	21 250	21 250	21 250
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 219)	(6 141)	(6 207)
Surplus (déficit) cumulé au début	20 459	20 459	26 666
Surplus (déficit) cumulé à la fin	14 240	14 319	20 459
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- ⁽²⁾
Total des investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FINANCES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de financement	2 668	2 327 ⁽¹⁾	-
Fonds des générations	-	- ⁽²⁾	-
Fonds du centre financier de Montréal	1 336	1 336	-
Fonds du Plan Nord	74 489	85 773	(11 285)
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	2 867	2 294	-
Fonds relatif à l'administration fiscale	926 656	881 591	-
	<u>1 008 015</u>	<u>973 321</u>	<u>(11 285)</u>
Investissements			
Fonds de financement	-	- ⁽³⁾	-
Fonds des générations	-	- ⁽²⁾	-
Fonds du centre financier de Montréal	-	-	-
Fonds du Plan Nord	-	-	-
Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	25	1 299	(1 274)
Fonds relatif à l'administration fiscale	-	-	-
	<u>25</u>	<u>1 299</u>	<u>(1 274)</u>

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

(2) En vertu de l'article 8 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1), les prévisions de dépenses et d'investissements du Fonds des générations n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

(3) Conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère des Finances (RLRQ, chapitre M-24.01), les prévisions de prêts et placements n'ont pas à être approuvées par le Parlement.

FINANCES

FONDS DE FINANCEMENT RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 533 814	1 559 224	1 463 447
Total des revenus	1 533 814	1 559 224	1 463 447
Dépenses			
Dépenses	2 668	2 327	2 310
Service de la dette	1 516 799	1 509 707	1 435 127
Total des dépenses	1 519 467	1 512 034	1 437 436
Surplus (déficit) de l'exercice	14 347	47 190	26 011
Surplus (déficit) cumulé au début	488 597	493 073	467 062
Surplus (déficit) cumulé à la fin	502 944	540 263	493 073
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	9 025 060	8 452 296	- (1)
Total des investissements	9 025 060	8 452 296	-

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FINANCES

FONDS DES GÉNÉRATIONS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	2 488 000	2 292 695	2 001 173
Total des revenus	2 488 000	2 292 695	2 001 173
Dépenses			
Dépenses	-	-	-
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	2 488 000	2 292 695	2 001 173
Surplus (déficit) cumulé au début	10 564 196	10 523 369	8 522 196
Surplus (déficit) cumulé à la fin	13 052 196	12 816 064	10 523 369
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	2 488 000 ⁽¹⁾	2 276 166 ⁽¹⁾	- ⁽²⁾
Total des investissements	2 488 000	2 276 166	-

(1) Ce montant correspond aux sommes investies auprès de la Caisse de dépôt et de placement du Québec.

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>RÉELS 2017</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>714</u>	<u>682</u> ⁽¹⁾	<u>682</u>
Total des revenus	<u>714</u>	<u>682</u>	<u>682</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>1 336</u>	<u>1 336</u>	<u>1 323</u>
Total des dépenses	<u>1 336</u>	<u>1 336</u>	<u>1 323</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(622)	(654)	(641)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>2 255</u>	<u>2 253</u>	<u>2 893</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>1 633</u></u>	<u><u>1 599</u></u>	<u><u>2 253</u></u>
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u> ⁽²⁾
Total des investissements	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>

(1) Cette somme provient de la tarification des frais pour l'examen de demandes de certificat ou d'attestation (682 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FINANCES

FONDS DU PLAN NORD RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS ⁽¹⁾ 2018</u>	<u>RÉELS 2017</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>96 403</u>	<u>96 760 ⁽²⁾</u>	<u>92 501</u>
Total des revenus	<u>96 403</u>	<u>96 760</u>	<u>92 501</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>74 489</u>	<u>85 773</u>	<u>197 298</u>
Total des dépenses	<u>74 489</u>	<u>85 773</u>	<u>197 298</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	21 914	10 987	(104 797)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>2 158</u>	<u>18 643</u>	<u>123 440</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u><u>24 073</u></u>	<u><u>29 630</u></u>	<u><u>18 643</u></u>
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>- ⁽³⁾</u>
Total des investissements	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Cette somme inclut 54 832 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (58 520 k\$ en 2017) et 23 774 k\$ provenant de l'impôt des sociétés (15 443 k\$ en 2017).

(3) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FINANCES

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES MARCHÉS FINANCIERS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>RÉELS 2017</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>2 867</u>	<u>2 889</u> ⁽¹⁾	<u>2 522</u>
Total des revenus	<u>2 867</u>	<u>2 889</u>	<u>2 522</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>2 867</u>	<u>2 294</u>	<u>2 202</u>
Total des dépenses	<u>2 867</u>	<u>2 294</u>	<u>2 202</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	-	596	320
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>2 748</u>	<u>2 994</u>	<u>2 674</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>2 748</u>	<u>3 590</u>	<u>2 994</u>
Investissements			
Immobilisations	25	7	37
Prêts et placements	<u>-</u>	<u>1 292</u>	<u>-</u> ⁽²⁾
Total des investissements	<u>25</u>	<u>1 299</u>	<u>37</u>

(1) Cette somme inclut 8 k\$ provenant de la tarification de droits, d'honoraires et d'autres frais afférents aux demandes entendues par le Tribunal administratif des marchés financiers (9 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	926 656	881 591 ⁽¹⁾	840 577
Total des revenus	926 656	881 591	840 577
Dépenses			
Dépenses	926 656	881 591	840 577
Total des dépenses	926 656	881 591	840 577
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- ⁽²⁾
Total des investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 705 273 k\$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (672 462 k\$ en 2017) et 176 318 k\$ provenant de l'impôt des sociétés (168 115 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	542 333	568 530	(26 197)
	<u>542 333</u>	<u>568 530</u>	<u>(26 197)</u>
Investissements			
Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	10 000	2 813	-
	<u>10 000</u>	<u>2 813</u>	<u>-</u>

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES - VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	196 258	292 098	225 510
Autres revenus	334 895 ⁽¹⁾	283 553 ⁽²⁾	287 378
Total des revenus	531 153	575 651	512 887
Dépenses			
Dépenses	542 333	568 530	484 070
Total des dépenses	542 333	568 530	484 070
Surplus (déficit) de l'exercice	(11 180)	7 121	28 817
Surplus (déficit) cumulé au début	34 527	61 662	32 845
Surplus (déficit) cumulé à la fin	23 347	68 783	61 662
Investissements			
Immobilisations	10 000	2 813	2 373
Prêts et placements	–	–	– ⁽³⁾
Total des investissements	10 000	2 813	2 373

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les données financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

(1) Ce montant inclut 9 650 k\$ financé par le portefeuille ministériel.

(2) Cette somme inclut 272 362 k\$ provenant de droits et permis de ressources forestières (270 181 k\$ en 2017).

(3) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds Accès Justice	16 353	14 928	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	27 139	26 210	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	38 691	33 293	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	41 058	37 519	-
Fonds relatif aux contrats publics	<u>2 653</u>	<u>1 279</u>	<u>-</u>
	<u>125 894</u>	<u>113 229</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds Accès Justice	-	-	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	244	-	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	1 984	662	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	1 166	691	-
Fonds relatif aux contrats publics	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>3 394</u>	<u>1 353</u>	<u>-</u>

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	16 350	15 114 ⁽¹⁾	16 717
Total des revenus	16 350	15 114	16 717
Dépenses			
Dépenses	16 353	14 928	14 552
Total des dépenses	16 353	14 928	14 552
Surplus (déficit) de l'exercice	(3)	185	2 164
Surplus (déficit) cumulé au début	8 050	10 086	7 922
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 047	10 272	10 086
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- ⁽²⁾
Total des investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 2 944 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (2 531 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	107	755	1 586
Autres revenus	25 657	29 404 ⁽¹⁾	30 170
Total des revenus	25 764	30 160	31 756
Dépenses			
Dépenses	27 139	26 210	24 224
Total des dépenses	27 139	26 210	24 224
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 375)	3 950	7 532
Surplus (déficit) cumulé au début	40 573	45 678	38 146
Surplus (déficit) cumulé à la fin	39 198	49 628	45 678
Investissements			
Immobilisations	244	-	116
Prêts et placements	-	-	- ⁽²⁾
Total des investissements	244	-	116

(1) Cette somme inclut 861 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (606 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	36 735	40 127	38 333
Total des revenus	36 735	40 127	38 333
Dépenses			
Dépenses	38 691	33 293	31 637
Total des dépenses	38 691	33 293	31 637
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 956)	6 834	6 696
Surplus (déficit) cumulé au début	111 457	114 193	107 497
Surplus (déficit) cumulé à la fin	109 501	121 026	114 193
Investissements			
Immobilisations	1 984	662	182
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	1 984	662	182

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	13 864	13 864	14 060
Autres revenus	26 365	26 657	25 732
Total des revenus	40 229	40 521	39 792
Dépenses			
Dépenses	41 058	37 519	35 123
Total des dépenses	41 058	37 519	35 123
Surplus (déficit) de l'exercice	(829)	3 002	4 669
Surplus (déficit) cumulé au début	11 661	16 850	12 181
Surplus (déficit) cumulé à la fin	10 832	19 852	16 850
Investissements			
Immobilisations	1 166	691	387
Prêts et placements	–	–	– ⁽¹⁾
Total des investissements	1 166	691	387

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

JUSTICE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	1 500
Autres revenus	4 043	8 624	1 059
Total des revenus	4 043	8 624	2 559
Dépenses			
Dépenses	2 653	1 279	2 405
Total des dépenses	2 653	1 279	2 405
Surplus (déficit) de l'exercice	1 390	7 344	154
Surplus (déficit) cumulé au début	(1 359)	154	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	31	7 498	154
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	-	-	-

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	213 007	182 547	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	-	-	-
	<u>213 007</u>	<u>182 547</u>	<u>-</u>
Investissements			
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	25 489	17 484	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	-	-	-
	<u>25 489</u>	<u>17 484</u>	<u>-</u>

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	170 593	137 263	152 265
Autres revenus	36 926	41 383	33 883
Total des revenus	207 519	178 646	186 148
Dépenses			
Dépenses	213 007	182 547	182 208
Total des dépenses	213 007	182 547	182 208
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 488)	(3 901)	3 940
Surplus (déficit) cumulé au début	14 138	23 341	19 401
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 651	19 440	23 341
Investissements			
Immobilisations	25 489	17 484	8 521
Prêts et placements	–	–	– ⁽¹⁾
Total des investissements	25 489	17 484	8 521

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

**FONDS POUR LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS**

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	-	20 064 ⁽¹⁾	20 035
Total des revenus	-	20 064	20 035
Dépenses			
Dépenses	-	-	40 000
Total des dépenses	-	-	40 000
Surplus (déficit) de l'exercice	-	20 064	(19 965)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	196	20 161
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	20 260	196
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- ⁽²⁾
Total des investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 20 000 k\$ provenant de la taxe sur le tabac (20 000 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds des services de police	<u>596 549</u>	<u>643 429</u>	<u>(46 880)</u>
	<u>596 549</u>	<u>643 429</u>	<u>(46 880)</u>
Investissements			
Fonds des services de police	<u>20 958</u>	<u>15 027</u>	<u>-</u>
	<u>20 958</u>	<u>15 027</u>	<u>-</u>

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	295 640	319 140	307 973
Autres revenus	300 909	324 289	297 148
Total des revenus	596 549	643 429	605 122
Dépenses			
Dépenses	596 549	643 429	605 122
Total des dépenses	596 549	643 429	605 122
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	20 958	15 027	13 938
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	20 958	15 027	13 938

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TOURISME

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	<u>163 509</u>	<u>207 782</u>	<u>(44 274)</u>
	<u>163 509</u>	<u>207 782</u>	<u>(44 274)</u>
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	<u>255</u>	<u>46</u>	<u>-</u>
	<u>255</u>	<u>46</u>	<u>-</u>

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>RÉELS 2017</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	59 961	95 477	48 702
Autres revenus	<u>101 547</u>	<u>116 314</u> ⁽¹⁾	<u>95 704</u>
Total des revenus	<u>161 509</u>	<u>211 791</u>	<u>144 406</u>
Dépenses			
Dépenses	<u>163 509</u>	<u>207 782</u>	<u>147 409</u>
Total des dépenses	<u>163 509</u>	<u>207 782</u>	<u>147 409</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 000)	4 009	(3 003)
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>7 253</u>	<u>7 250</u>	<u>10 253</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>5 253</u>	<u>11 258</u>	<u>7 250</u>
Investissements			
Immobilisations	85	46	38
Prêts et placements	<u>170</u>	<u>-</u>	<u>-</u> ⁽²⁾
Total des investissements	<u>255</u>	<u>46</u>	<u>38</u>

(1) Cette somme inclut 85 744 k\$ provenant de la taxe sur l'hébergement (63 434 k\$ en 2017) et 26 500 k\$ provenant de la taxe de vente du Québec (26 500 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds aérien	66 958	65 931	-
Fonds de gestion de l'équipement roulant	112 070	114 862	(2 792)
Fonds de la sécurité routière	53 859	23 049	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>3 267 855 ⁽¹⁾</u>	<u>4 563 316 ⁽¹⁾</u>	<u>(1 295 460)</u>
	<u>3 500 742</u>	<u>4 767 158</u>	<u>(1 298 252)</u>
Investissements			
Fonds aérien	15 910	217	-
Fonds de gestion de l'équipement roulant	44 928	53 455	(8 527)
Fonds de la sécurité routière	500	19	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	<u>2 047 685</u>	<u>1 732 361</u>	<u>-</u>
	<u>2 109 023</u>	<u>1 786 052</u>	<u>(8 527)</u>

(1) Ce montant exclut celui lié à la contribution des automobilistes au transport en commun étant donné que les dépenses liées à cette contribution ont déjà fait l'objet d'une approbation en vertu de l'article 88.5 de la Loi sur les transports (RLRQ, chapitre T-12).

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS AÉRIEN

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS ⁽¹⁾ 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	67 258	67 384	58 934
Total des revenus	67 258	67 384	58 934
Dépenses			
Dépenses	66 958	65 931	58 109
Total des dépenses	66 958	65 931	58 109
Surplus (déficit) de l'exercice	300	1 453	825
Surplus (déficit) cumulé au début	58 297	58 537	57 997
Redressements des années antérieures			
Revenus	-	7 941	11 387
Dépenses	-	(8 321) ⁽²⁾	(12 052)
Total des redressements des années antérieures	-	(380)	(665)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	58 297	58 157	57 332
Surplus (déficit) cumulé à la fin	58 597	59 610	58 157
Investissements			
Immobilisations	15 910	213	3 213
Prêts et placements	-	4	- ⁽³⁾
Total des investissements	15 910	217	3 213

(1) Les données de l'année financière 2017 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2018.

(2) Ce redressement de dépenses ne crée pas, dans les années auxquelles il se rapporte, d'excédent sur les sommes approuvées.

(3) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	113 518	116 331	108 609
Total des revenus	113 518	116 331	108 609
Dépenses			
Dépenses	112 070	114 862	107 149
Total des dépenses	112 070	114 862	107 149
Surplus (déficit) de l'exercice	1 448	1 469	1 461
Surplus (déficit) cumulé au début	12 762	12 775	11 314
Surplus (déficit) cumulé à la fin	14 210	14 244	12 775
Investissements			
Immobilisations	44 928	53 455	31 394
Prêts et placements	-	-	- ⁽¹⁾
Total des investissements	44 928	53 455	31 394

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	57 155	2 812	25 704
Total des revenus	57 155	2 812	25 704
Dépenses			
Dépenses	53 859	23 049	20 219
Total des dépenses	53 859	23 049	20 219
Surplus (déficit) de l'exercice	3 296	(20 238)	5 486
Surplus (déficit) cumulé au début	34 334	34 394	28 908
Surplus (déficit) cumulé à la fin	37 630	14 156	34 394
Investissements			
Immobilisations	500	19	4 611
Prêts et placements	-	-	- ⁽¹⁾
Total des investissements	500	19	4 611

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>RÉELS 2017</u>
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	<u>3 816 500</u>	<u>3 890 499</u> ⁽¹⁾	<u>3 694 788</u>
Total des revenus	<u>3 816 500</u>	<u>3 890 499</u>	<u>3 694 788</u>
Dépenses			
Dépenses	3 267 855	4 563 316	3 271 509
Contribution des automobilistes au transport en commun	<u>87 038</u>	<u>84 170</u>	<u>85 145</u>
Total des dépenses	<u>3 354 894</u>	<u>4 647 485</u>	<u>3 356 654</u>
Surplus (déficit) de l'exercice	461 606	(756 986)	338 134
Surplus (déficit) cumulé au début	<u>2 885 989</u>	<u>2 943 141</u>	<u>2 605 007</u>
Surplus (déficit) cumulé à la fin	<u>3 347 595</u>	<u>2 186 154</u>	<u>2 943 141</u>
Investissements			
Immobilisations	2 047 685	1 706 658	1 775 836
Prêts et placements	<u>-</u>	<u>25 702</u>	<u>-</u> ⁽²⁾
Total des investissements	<u>2 047 685</u>	<u>1 732 361</u>	<u>1 775 836</u>

(1) Cette somme inclut 2 200 550 k\$ provenant de la taxe sur les carburants (2 224 361 k\$ en 2017), 1 099 469 k\$ provenant de droits et permis relatifs aux véhicules automobiles (1 031 228 k\$ en 2017) et 233 008 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (49 734 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	<u>PRÉVISIONS</u>	<u>RÉELS 2018</u>	<u>EXCÉDENTS</u>
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 253	22 553	-
Fonds de développement du marché du travail	1 054 794	1 080 531	(25 737)
Fonds de la capitale nationale et de sa région (*) (**)	15 000	150	-
Fonds des biens et des services	102 320	92 990	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	22 626	14 773	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	84 271	69 457	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	21 578	13 027	-
	<u>1 323 842</u>	<u>1 293 480</u>	<u>(25 737)</u>
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	-	-
Fonds de développement du marché du travail	-	-	-
Fonds de la capitale nationale et de sa région (*) (**)	-	-	-
Fonds des biens et des services	2 394	1 149	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	18 000	11 637	-
Fonds du Tribunal administratif du travail	5 260	1 355	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	-	-	-
	<u>25 654</u>	<u>14 140</u>	<u>-</u>

(*) Depuis le 16 juin 2017, en vertu de l'article 184 de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (L.Q. 2017, chapitre 13), les mots « capitale nationale et de sa région » sont remplacés par « région de la Capitale-nationale ».

(**) La responsabilité de ce fonds est confiée au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	19 718	19 718	19 718
Autres revenus	3 102	3 344	3 317
Total des revenus	22 820	23 062	23 035
Dépenses			
Dépenses	23 253	22 553	22 377
Total des dépenses	23 253	22 553	22 377
Surplus (déficit) de l'exercice	(433)	509	658
Surplus (déficit) cumulé au début	2 580	3 706	3 048
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 147	4 215	3 706
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	-	-	-

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	914 017	997 907	996 156
Autres revenus	133 918	72 107 ⁽¹⁾	63 290
Total des revenus	1 047 935	1 070 014	1 059 446
Dépenses			
Dépenses	1 054 794	1 080 531	1 056 985
Total des dépenses	1 054 794	1 080 531	1 056 985
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 859)	(10 517)	2 461
Surplus (déficit) cumulé au début	45 615	53 705	51 243
Surplus (déficit) cumulé à la fin	38 756	43 188	53 705
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- ⁽²⁾
Total des investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 60 063 k\$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (52 720 k\$ en 2017).

(2) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE SA RÉGION (*) (**)
 RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
 (en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	15 000	15 000	-
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	15 000	15 000	-
Dépenses			
Dépenses	15 000	150	-
Total des dépenses	15 000	150	-
Surplus (déficit) de l'exercice	-	14 850	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	14 850	-
Investissements			
Immobilisations	-	-	-
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	-	-	-

(*) Depuis le 16 juin 2017, en vertu de l'article 184 de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (L.Q. 2017, chapitre 13), les mots « capitale nationale et de sa région » sont remplacés par « région de la Capitale-nationale ».

(**) La responsabilité de ce fonds est confiée au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	63 291	64 882	33 140
Autres revenus	35 029	40 877	48 096
Total des revenus	98 320	105 759	81 236
Dépenses			
Dépenses	102 320	92 990	69 204
Total des dépenses	102 320	92 990	69 204
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 000)	12 769	12 032
Surplus (déficit) cumulé au début	21 446	33 477	21 446
Surplus (déficit) cumulé à la fin	17 446	46 246	33 477
Investissements			
Immobilisations	2 394	1 149	268
Prêts et placements	–	–	– ⁽¹⁾
Total des investissements	2 394	1 149	268

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	17 626	11 218	10 465
Autres revenus	5 000	3 554	2 048
Total des revenus	22 626	14 773	12 514
Dépenses			
Dépenses	22 626	14 773	12 514
Total des dépenses	22 626	14 773	12 514
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements			
Immobilisations	18 000	11 637	13 100
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	18 000	11 637	13 100

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	6 270	6 269	7 019
Autres revenus	78 001	63 187	69 022
Total des revenus	84 271	69 457	76 041
Dépenses			
Dépenses	84 271	69 457	70 934
Total des dépenses	84 271	69 457	70 934
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	5 108
Surplus (déficit) cumulé au début	2 280	11 488	6 380
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 280	11 488	11 488
Investissements			
Immobilisations	5 260	1 355	325
Prêts et placements	-	-	- (1)
Total des investissements	5 260	1 355	325

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2018

(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2018	RÉELS 2017
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	21 539	23 539	10 639
Autres revenus	–	188	495
Total des revenus	21 539	23 727	11 134
Dépenses			
Dépenses	21 578	13 027	11 428
Total des dépenses	21 578	13 027	11 428
Surplus (déficit) de l'exercice	(39)	10 701	(293)
Surplus (déficit) cumulé au début	329	972	1 265
Surplus (déficit) cumulé à la fin	290	11 672	972
Investissements			
Immobilisations	–	–	–
Prêts et placements	–	–	– (1)
Total des investissements	–	–	–

(1) Au budget de dépenses 2017-2018, la notion d'investissements a été modifiée pour y inclure les prêts et placements à l'exception des avances au fonds général. La reddition de comptes sur ces investissements débute en 2017-2018.

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX	Revenus	Dépenses	=
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE			
1 Fonds de développement des territoires	102 339	99 495	
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
2 Fonds relatif à certains sinistres	5 127	5 127	
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
3 Fonds Avenir Mécénat Culture	5 010	4 810	
4 Fonds du patrimoine culturel québécois	15 740	17 184	
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
5 Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État (*)	37 725	24 592	
6 Fonds vert (*)	931 795	731 867	
ÉCONOMIE, SCIENCE ET INNOVATION			
7 Capital Mines Hydrocarbures (*)	55 020	14 421	
8 Fonds du développement économique	207 948	207 948	
ÉDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
9 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	62 588	60 148	
10 Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000	
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
11 Fonds de transition énergétique			
12 Fonds des ressources naturelles	28 907	29 773	
13 Fonds d'information sur le territoire	139 254	101 652	
FAMILLE			
14 Fonds de soutien aux proches aidants	15 330	14 880	
15 Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 333 889	2 364 189	
16 Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 109	21 250	
FINANCES			
17 Fonds de financement	1 559 224	1 512 034	
18 Fonds des générations	2 292 695		
19 Fonds du centre financier de Montréal	682	1 336	
20 Fonds du Plan Nord (*)	96 760	85 773	
21 Fonds du Tribunal administratif des marchés financiers	2 889	2 294	
22 Fonds relatif à l'administration fiscale	881 591	881 591	
FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
23 Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier	575 651	568 530	
JUSTICE			
24 Fonds Accès Justice	15 114	14 928	
25 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	30 160	26 210	
26 Fonds des registres du ministère de la Justice	40 127	33 293	
27 Fonds du Tribunal administratif du Québec	40 521	37 519	
28 Fonds relatif aux contrats publics	8 624	1 279	

(*) Ces informations sont sur la base de résultats préliminaires du fonds.

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 102 k\$ au Fonds des ressources naturelles;
 - Avance de 448 k\$ au Fonds d'information sur le territoire;
 - Avance de 18 114 k\$ au Fonds des ressources naturelles – volet aménagement durable du territoire forestier.
- Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2017-2018.

Surplus (déficit) de l'exercice	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au Fonds général	Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général	Autres passifs		
2 844	22 847			3 073	19 774	1
						2
200	1 699			279	1 421	3
(1 444)	13 978	14 912		616	28 275	4
13 133	6 364	84 114		35 808	54 670	5
199 927	58 974	1 286 577		359 312	986 239	6
40 599	92 180	425 831	500 000	3 096	14 916	7
		5 067 793	4 167 111	626 819	273 862	8
2 440	15 190	178 580		3 203	190 567	9
	25 000			25 000		10
(866)		32 431	2 285 ⁽¹⁾	2 885	27 261	11
37 603	781	566 366	448 ⁽¹⁾	30 766	535 932	12
						13
450	45 294	136			45 431	14
(30 300)		265 333	144 086	101 746	19 500	15
(6 141)	14 274	44			14 319	16
47 190		55 625 771	54 700 254	385 254	540 263	17
2 292 695		12 816 064			12 816 064	18
(654)	1 432	167			1 599	19
10 987	94 380	41 621	70 144	36 228	29 630	20
596		4 225		635	3 590	21
		1 673	1 673			22
7 121	98 531	91 675	18 114 ⁽¹⁾	103 310	68 783	23
185	10 674	2 842		3 245	10 272	24
3 950	48 785	1 756		912	49 628	25
6 834	128 085	4 137		11 195	121 026	26
3 002		27 913		8 061	19 852	27
7 344	83 168	43		75 713	7 498	28

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2018
(en milliers de dollars)

FONDS SPÉCIAUX		Revenus	-	Dépenses	=
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX					
29	Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	178 646		182 547	
30	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 064			
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
31	Fonds des services de police	643 429		643 429	
TOURISME					
32	Fonds de partenariat touristique	211 791		207 782	
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE ET ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS					
33	Fonds aérien	67 384		65 931	
34	Fonds de gestion de l'équipement roulant	116 331		114 862	
35	Fonds de la sécurité routière	2 812		23 049	
36	Fonds des réseaux de transport terrestre	3 890 499		4 647 485	
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE					
37	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 062		22 553	
38	Fonds de développement du marché du travail	1 070 014		1 080 531	
39	Fonds de la capitale nationale et de sa région (**)	15 000		150	
40	Fonds des biens et des services	105 759		92 990	
41	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	14 773		14 773	
42	Fonds du Tribunal administratif du travail	69 457		69 457	
43	Fonds québécois d'initiatives sociales	23 727		13 027	
Total fonds spéciaux		15 977 569		14 065 690	
Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2, « Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée à la section 1, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2017-2018					
Éliminations des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux		(962 408)		(962 408)	
Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)		(2 292 695)			
Harmonisations des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor		(35 573)		14 759	
Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux		12 686 892		13 118 042	

(**) Depuis le 16 juin 2017, en vertu de l'article 184 de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (L.Q. 2017, chapitre 13), les mots «capitale nationale et de sa région» sont remplacés par «région de la Capitale-nationale».

- (1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 9 382 k\$ au Fonds des services de police;
 - Avance de 43 033 k\$ au Fonds aérien.
- Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2017-2018.

Surplus (déficit) de l'exercice	ACTIFS		PASSIFS		Solde du fonds	
	Avances au Fonds général	Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général	Autres passifs		
(3 901)	65 197	55 640	16 283	85 113	19 440	29
20 064	20 239	21			20 260	30
		164 531	99 413 ⁽¹⁾	65 118		31
4 009	103 591	19 865	1 667	110 530	11 258	32
1 453	26 873	128 923	91 113 ⁽¹⁾	5 073	59 610	33
1 469	1 752	239 437	207 856	19 090	14 244	34
(20 238)	7 934	16 235	1 003	9 010	14 156	35
(756 986)	9 538	26 402 184	19 014 943	5 210 624	2 186 154	36
509	4 518	257		560	4 215	37
(10 517)	66 000	75 412		98 225	43 188	38
14 850	14 850				14 850	39
12 769	7 078	50 075	1 040	9 866	46 246	40
	2 112	52 307	52 119	2 300		41
	23 694	34 216		46 423	11 488	42
10 701	11 678	47		52	11 672	43
1 911 879	1 126 691	103 779 156	79 089 554	7 479 140	18 337 152	
(2 292 695)						
(50 333)						
(431 149)						

LES COMPTES PUBLICS 2017-2018 PRÉSENTENT LES RÉSULTATS ET LA SITUATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.

Volume 2

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés à chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.